



Consiglio regionale del Veneto

Questo libro proviene dalle raccolte della Biblioteca del Consiglio regionale del Veneto. Il suo utilizzo non commerciale è libero e gratuito in base alle norme sul diritto d'autore vigenti in Italia.

Per ottenerne una versione ad alta definizione a fini editoriali, rivolgersi al seguente indirizzo:

biblioteca@consiglioveneto.it

pouvoirs d'ancien régime, quand elle était l'alliée de la noblesse ou de la vieille bourgeoisie contre-révolutionnaire contre la bourgeoisie nouvelle, celle-ci, détestant et redoutant l'Église, aimait l'Université. Sous Louis-Philippe, l'Université est en pleine faveur, parce que la bourgeoisie triomphante redoute surtout un retour offensif des carlistes, des nobles, des vieilles forces sociales groupées naguère autour du roi légitime. Elle hait aussi, assurément, le peuple ouvrier, le peuple de Lyon et de Paris; mais elle ne le redoute pas : elle le méprise; elle sait qu'elle a pu lui reprendre la Révolution et la République comme un jouet à un enfant; elle compte sur ses Casimir-Perier pour écraser la révolte des affamés, et il ne lui vient pas à l'esprit que les discussions historiques ou métaphysiques auxquelles se livre, sous la direction de l'Université, la jeunesse bourgeoise, puissent être entendues, même de loin, par le prolétariat misérable. Au demeurant, les théoriciens universitaires lui enseignent, en histoire, l'avènement nécessaire et définitif du tiers-état; en métaphysique, l'incarnation de la raison impersonnelle en une élite pensante et gouvernante. La bourgeoisie donne à l'Université honneurs, prébendes, monopole, et l'Université répond, par ses historiens, que la bourgeoisie est l'aboutissant de l'histoire; par ses philosophes, qu'elle est la révélation de Dieu.

Pendant ce temps, sous les répressions sanglantes, sous les mépris insolents, la pensée prolétarienne s'éveillait; l'idée socialiste se formait, et, devant la crise de 1848, la bourgeoisie affolée passait brusquement à l'Église et lui demandait secours. Et certainement, si le coup d'État n'était intervenu pour rassurer les classes possédantes et l'aristocratie bourgeoise, si les luttes politiques et sociales de 1848 et de 1849 s'étaient prolongées quelques années encore, c'est vers l'enseignement clérical que presque toute la bourgeoisie se fût portée. L'Empire établit une sorte de compromis entre l'Université et l'Église. Il ne pouvait renier et contrarier celle-ci, puisque sans elle il n'aurait pas vaincu la Révolution et la République. Il ne pouvait lui tout livrer, parce qu'elle était, de tradition et de doctrine, plus légitimiste que césarienne. Et la bourgeoisie pouvait sans crainte confier ses fils à l'Université. L'ordre social et la propriété étaient assez fortement défendus par le maître de Décembre pour que la classe bourgeoise pût se permettre une liberté intellectuelle modérée, sous la tutelle, tantôt pesante, tantôt légère, de l'Église. Il y eut même des heures où l'Empire, obligé de reprendre à demi, au moins en Italie, la tradition révolutionnaire, fut assez brouillé avec l'Église pour donner l'essor à l'enseignement universitaire et à l'esprit de liberté. Assurément, la croissance de l'opposition et du mouvement ouvrier eût bientôt

obligé l'Empire et la bourgeoisie conservatrice ou modérée à chercher dans l'Église un abri définitif; mais tout le régime sombra dans un désastre extérieur avant d'avoir été acculé, par la logique des événements intérieurs, à une politique définitive.

Le lendemain, c'est contre toutes les forces du passé groupées par l'Église que la République a à lutter, et comment les « nouvelles couches sociales » arriveront-elles à la puissance politique et sociale, aux honneurs, à la fortune, aux grandes affaires de tout ordre, si elles n'éliminent pas, si elles n'écrasent pas les partis monarchiques, les représentants de la grande propriété foncière, la vieille bourgeoisie orléaniste et la bourgeoisie d'Empire maîtresse de toutes les fonctions? Donc, guerre au cléricisme! guerre à l'Église! et faveur à l'Université! Ainsi, dans la longue bataille qui va de 1871 à 1889, l'Université a été la protégée, la favorite du parti républicain, de la bourgeoisie républicaine. Celle-ci, dans cette période première de combat et d'installation, n'avait pas peur du socialisme; elle avait besoin au contraire du peuple ouvrier pour briser les anciens partis, et le peuple ouvrier lui-même semblait ajourner la revendication sociale pour donner toute sa force, toute sa pensée à la République en péril. Au demeurant, les hommes des « nouvelles couches » avaient, au début, plus d'appétits que de fortune; et les hardiesses socialistes ne pouvaient me-

nacer en tout cas que leur avenir. Ils couraient donc au plus pressé, c'est-à-dire au péril clérical, et dans les lycées ou collèges de l'État affluaient les fils de tous ceux qui voulaient se solidariser avec la République.

Depuis quelques années, depuis que la bourgeoisie républicaine est définitivement nantie, et depuis que la force du socialisme s'accroît, tout est changé : ce n'est plus du côté de l'Église qu'est le péril, c'est du côté du socialisme. Il faut donc se rapprocher de l'Église, et, pour cela, le plus sûr est encore de lui confier l'éducation des fils. La bourgeoisie ayant changé de peur, ses enfants doivent changer de maîtres. Là, et non ailleurs, est le secret de la faveur croissante de l'enseignement religieux. M. de Mun disait ici, dans sa belle lettre, que si les maisons enseignantes de l'Église se peuplent de plus en plus, c'est parce que les familles comprennent de plus en plus que l'instruction ne suffit pas, que l'éducation morale est nécessaire, qu'il n'y a pas d'éducation morale sans une foi religieuse, et que cette foi religieuse, l'Université ne peut la donner. — Ah! le beau prétexte à couvrir toutes les combinaisons de l'égoïsme de classe! Si c'est Dieu que la bourgeoisie cherche en dehors de l'Université, que ne l'y cherchait-elle plus tôt, et d'où vient ce besoin subit du divin? Comment expliquer que ce haut souci de l'éducation « morale » coïncide avec l'inquiétude des intérêts capitalistes? Il n'y a éducation morale que là où il

y a liberté de l'esprit et de la conscience ; et confier des intelligences à l'Église pour protéger plus efficacement des intérêts sociaux, c'est supprimer toute éducation morale, puisque c'est faire de l'égoïsme et de la peur les maîtres des esprits. Si la bourgeoisie avait vraiment cette inquiétude de conscience, elle se dirait qu'au temps incertain où nous sommes, quand toutes les traditions et toutes les institutions sont contestées, le devoir est d'envoyer les enfants là où la pensée est le plus libre : qu'ils choisissent en toute indépendance, et qu'ils aillent là où la vérité leur apparaîtra, dût le privilège capitaliste en mourir ! Là serait la véritable noblesse morale.

Et ce qui aggrave l'immoralité de cette partie de la bourgeoisie qui se détourne de l'enseignement universitaire, c'est que l'Université n'est ni systématiquement irréligieuse ni socialiste. Elle ne touche au problème religieux qu'avec beaucoup de réserve, et elle est éloignée, dans son ensemble, par bien des habitudes intellectuelles et sociales, du socialisme militant. Seulement, elle n'a point de dogme, ni dogme religieux, ni dogme social : elle cherche librement, et enseigne avec prudence, mais librement aussi, la vérité. Or, la bourgeoisie menacée par le socialisme voudrait transformer le régime capitaliste en dogme social ; et elle voudrait que l'Église, en habituant les esprits à l'acceptation du dogme religieux, les préparât au dogme

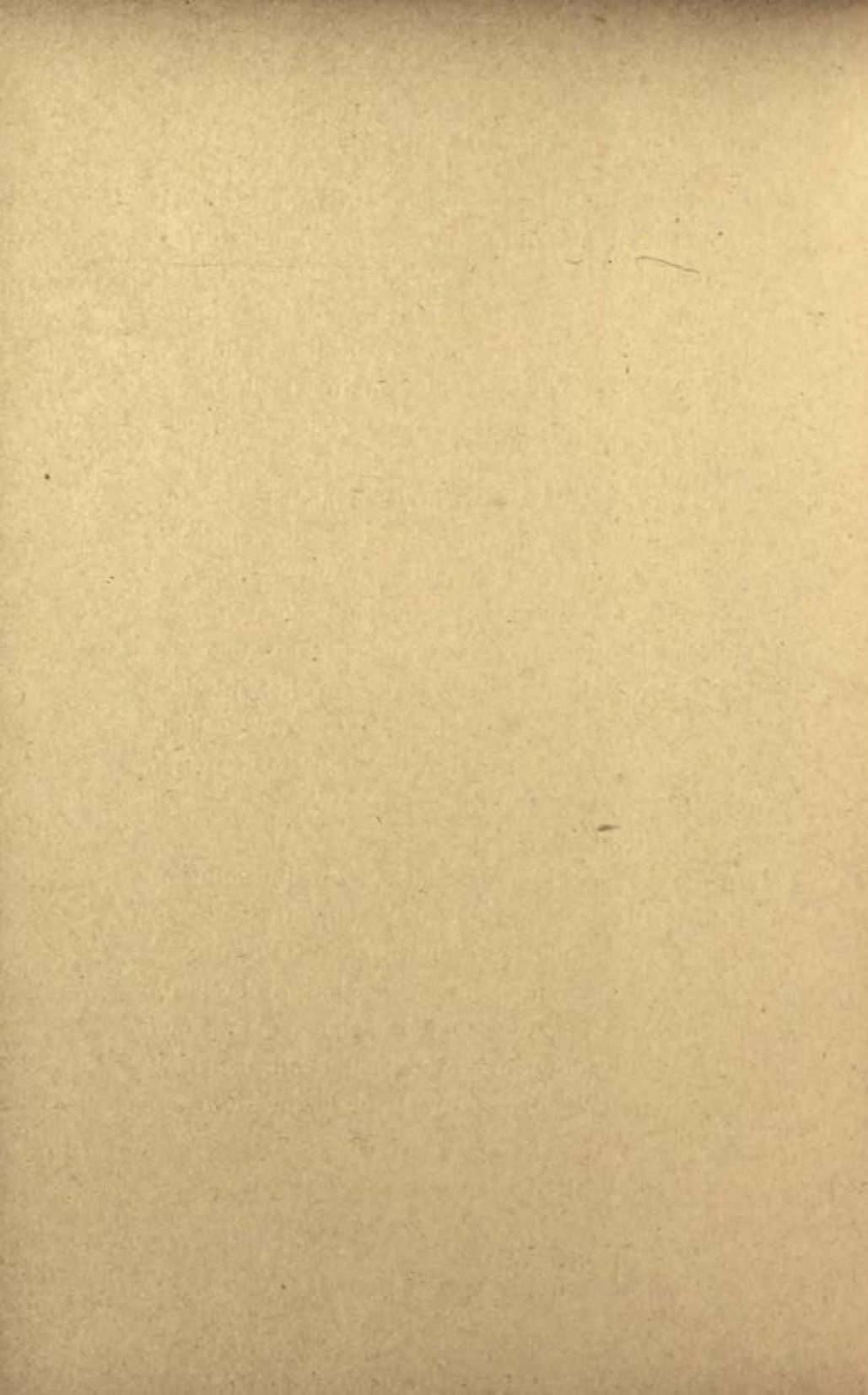
capitaliste. De là, dans la période de réaction où nous sommes, la défaveur de l'Université. La bourgeoisie redoute non seulement l'assaut que lui livre le prolétariat, mais l'esprit de doute qui désorganise sa propre résistance. A mesure que l'ennemi devient plus pressant, la garnison enfermée dans la place raffermi sa propre discipline, et les privilégiés ne veulent pas que leurs fils puissent douter, même un instant, de leur privilège; ils vont, d'instinct, à la puissance qui traduit le mieux le principe d'autorité.

Cet état d'esprit vient de se marquer nettement à propos des maîtres répétiteurs. Leur association est dissoute; et le ministre a allégué qu'elle faisait tort à l'Université. En quoi donc? Est-ce que les maîtres répétiteurs perdent de leur valeur éducatrice parce qu'ils se groupent pour défendre leurs intérêts professionnels? Est-ce que dans une République l'absolue passivité des fonctionnaires est une condition de bon ordre? Non! mais si même les plus modestes fonctionnaires de l'Université ont le droit reconnu de s'assembler, de discuter, de formuler les revendications communes, que devient le principe de l'autorité patronale? Si l'État respecte la liberté de ses salariés, comment le patronat porterait-il atteinte à la liberté des siens? et l'Université ne devient-elle pas un véritable scandale social? Aussi *le Temps*, il y a quelques semaines, menaçait les maîtres répétiteurs, s'ils n'é-

taient pas sages, de la fermeture de l'Université : l'État abandonnerait sa fonction enseignante comme un patron ennuyé par le syndicat ouvrier ferme son usine ; lock-out universitaire ou lock-out patronal, c'est d'un bon exemple, et il faut bien que la société se défende.

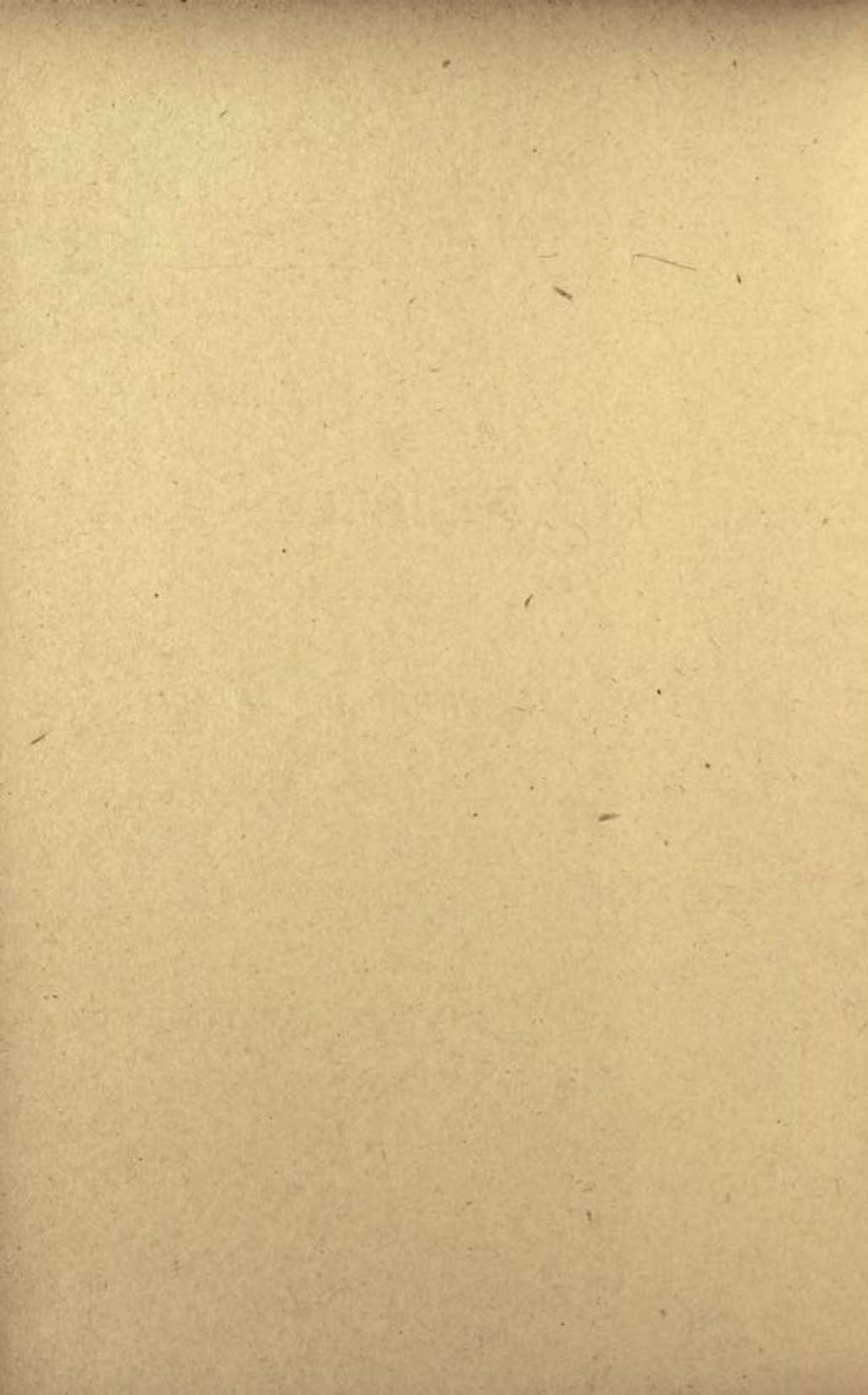
Or l'Université n'est pas aux mains de la bourgeoisie dirigeante un instrument de résistance assez sûr ; elle est à moitié suspecte ; et le vide peu à peu se fait autour d'elle. Cette défaveur ira s'aggravant. C'est en vain que le pouvoir essaiera de réprimer toutes les tendances inquiétantes de l'Université ; c'est en vain qu'il persécutera les professeurs socialistes, et surveillera étroitement l'enseignement de tous les maîtres. Il provoquera seulement des révoltes intellectuelles qui seront un scandale de plus, et l'Église, puissance de réaction, bénéficiera de toutes les frayeurs, de tous les égoïsmes qui poussent à la réaction la bourgeoisie dirigeante.

Il n'y a donc pas, il ne peut pas y avoir une solution particulière du problème de l'enseignement. Seule une crise sociale profonde le résoudra, contre l'Église, et pour la liberté. Quand il n'y aura plus d'intérêts de classe contraires aux intérêts de la science et au souci de la libre vérité, alors, mais alors seulement, la nation enseignante redeviendra maîtresse de l'éducation.



LES PEUPLES

La guerre - les alliances - la paix



Les écoles militaires; la loi militaire; le budget de la guerre;

L'éducation militaire; l'armée républicaine;

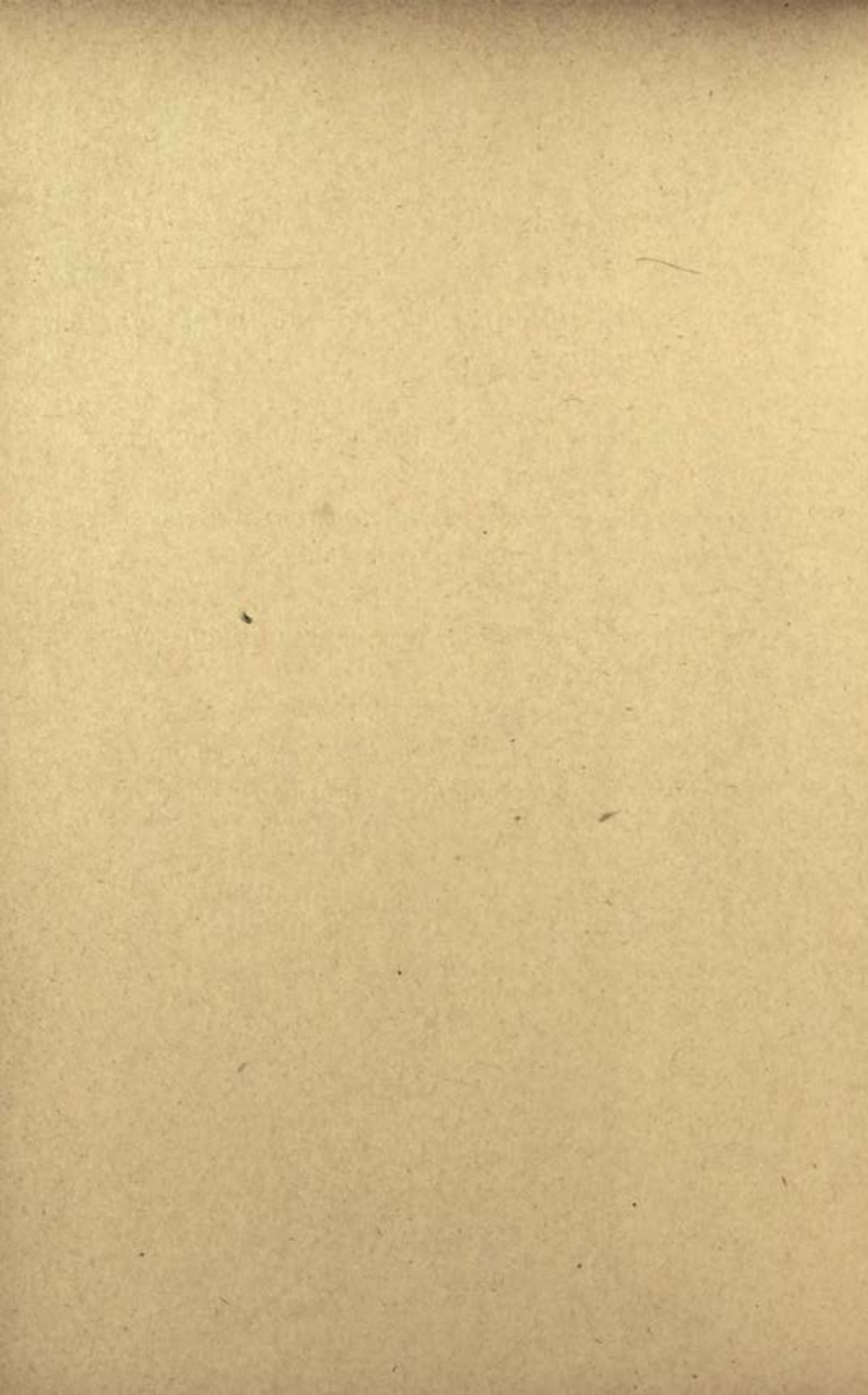
La paix et la revanche; la question d'Alsace-Lorraine; la France et l'Allemagne;

La France et la Russie; la « double alliance »; le Tsar à Paris;

La France en Orient; les massacres d'Arménie; la guerre de l'indépendance crétoise; la guerre gréco-turque;

La guerre hispano-américaine;

L'affaire de Fashoda.



LA PAIX

« *La Dépêche* » du samedi 12 février 1887

La sérénité semble revenir dans les esprits. A vrai dire, la France n'a jamais cru à la guerre; mais, il y a quelques jours, la chute simultanée de tous les fonds en Europe, les excitations d'une certaine presse allemande, les perfidies de la presse anglaise, les paroles énigmatiques de l'empereur Guillaume, l'obscurité dont s'enveloppait M. de Bismarck, qui laissait dire, l'appel des réserves allemandes, tout cela avait ébranlé, non les cœurs, mais les esprits. Aujourd'hui, la France reste, comme elle doit rester, éveillée, attentive, prête à se lever jusqu'au dernier homme pour la défense du sol, mais elle a une confiance presque entière dans le maintien de la paix. Ce n'est pas seulement parce que le succès plus probable de M. de Bismarck aux élections prochaines semble le dispenser de toute aventure, que la presse russe élève la voix et déclare impossible à la Russie de tolérer l'écrasement de la France, et que la presse européenne, même de l'autre côté de la Manche, est contrainte d'avouer notre fermeté pacifique. Ce n'est pas

« *La Dépêche* » du samedi 12 février 1887

seulement parce que notre pays a conscience de sa force défensive et qu'il se demande : Pourquoi se risquerait-on à m'attaquer ? C'est surtout parce qu'il a le sentiment de sa profonde honnêteté. Il sait si bien qu'il est tout entier à des idées de paix et de travail, qu'une agression de l'étranger lui semble impossible, parce qu'elle serait monstrueuse. Il est tellement sûr de lui-même, qu'il sent bien qu'on ne donnera pas le change à l'Europe, et qu'on aura beau mobiliser toute la presse à gages, il n'y aura point de calomnie qui tienne, il n'y aura point de prétexte d'attaque qui reste debout.

Paris était curieux à voir dimanche dernier, s'abandonnant sans arrière-pensée, au lendemain de toutes les paniques de Bourse, à la joie du beau soleil qui était de retour. Le printemps amènera la guerre, avait-on dit, et ce jour de printemps qui, en février, se levait sur nous, devançant l'appel, n'éveillait dans les cœurs que des pensées de fête. La foule se pressait, en riant, aux grandes batailles retentissantes de Guignol et de la gendarmerie : « Quel prétexte avait donc ton maître pour te frapper ? demande le juge. — Eh ! monsieur, il n'avait pas un prétexte, il avait une trique. » Aux nations, aujourd'hui, il ne suffit point d'une trique : il faut encore un prétexte, et ce prétexte, nous ne le donnerons pas. Les jeunes saint-cyriens passaient comme des écoliers en vacances ;

et il n'était pas jusqu'au superbe cuirassier descendant au pas de son cheval l'avenue Marigny, dont le casque n'eût sous le soleil un pacifique resplendissement. L'exposition des machines agricoles, plus ou moins compliquées, attirait beaucoup de ces Parisiens que Paris n'a pas vus naître : plus d'un, j'en suis sûr, devant les savantes moissonneuses-lieuses ou les belles machines à irriguer, songeait aux beaux champs de blé murmurants où, enfant, il s'était caché, au pré en pente où il se laissait rouler à l'aventure. L'inoubliable paix de la nature et de l'enfance reprenait doucement le cœur tout entier.

Notre pays pourrait-il, s'il ne se possédait pas lui-même, s'il n'était pas son maître et son seul maître, garder au milieu des rumeurs de guerre cette fermeté vigilante et calme ? De l'autre côté du Rhin, il y a des volontés obscures et toutes-puissantes qui portent en elles la paix ou la guerre et qui pourraient déchaîner celle-ci contre le gré de l'Allemagne même. En France, il n'y a qu'une volonté, celle de la France ; et au fond de cette volonté, d'une transparence absolue, l'Europe a pu lire deux choses : un amour sincère de la paix, un inébranlable courage pour l'heure du péril. La France libre n'a qu'une diplomatie : montrer au monde toute son âme. Cette âme a pu être tiraillée par les luttes des partis, mais elle n'a point été déchirée ; et, à la moindre apparence de péril national

« La Dépêche » du samedi 12 février 1887

elle se trouve unie, elle sent que pas une parcelle de sa force ne sera détournée par les querelles ou le soupçon.

Certes, la France n'avait jamais douté d'un seul de ses enfants; mais sur notre pauvre pays vaincu tant de calomnies avaient été versées du dehors, l'étranger avait si souvent dénoncé notre désorganisation morale, que cet apaisement subit, cet oubli complet des querelles et des haines, cette mutuelle confiance d'adversaires politiques se consultant sur la patrie commune sont pour l'Europe un étonnement, et pour nous tous un réconfort. Nous n'accepterions point qu'on nous félicitât de notre patriotisme, et nous ne ferons pas à nos adversaires l'injure de les féliciter du leur; mais c'est avec une joie profonde que nous entendions dire à des royalistes : « Au premier coup de canon nous partons au cri de : Vive la République! Il ne faut pas que l'ennemi puisse compter sur des difficultés intérieures. » Les esprits étaient parfois partagés sur l'attitude à prendre, les uns souhaitant des déclarations pacifiques solennelles du gouvernement français, les autres estimant que notre amour de la paix était suffisamment connu, et que le silence valait mieux. Mais, dans ces questions, ce n'étaient point les groupements politiques, c'étaient les inclinations personnelles qui décidaient; et quand une fois une majorité tacite était reconnue, les dis-

sidents se ralliaient, et prenaient dans la mesure adoptée leur part de responsabilité.

Ainsi, mardi dernier, la très délicate question des crédits extraordinaires pour la transformation de nos fusils et de nos forteresses venait en discussion. N'y avait-il pas imprudence, dans l'état de l'Europe, à paraître confirmer les intentions belliqueuses que nous prêtent les malveillants? Ce qui n'est qu'une mesure de défense ne serait-il pas interprété comme un moyen d'attaque? Aussi les uns eussent-ils préféré un ajournement de la discussion; d'autres auraient voulu que le ministère accompagnât la demande et le vote des crédits d'assurances formelles de paix. Le plus grand nombre disaient: « Cette question n'est pas nouvelle; il a déjà été parlé de ce crédit en Allemagne; il est annoncé par le ministère français depuis plusieurs mois; il vient à son rang de discussion, ni plus tôt ni plus tard. Si l'Allemagne nous attaquait parce que, suivant son exemple, nous perfectionnons nos fusils, c'est qu'en vérité tout prétexte lui est bon, et alors elle en trouvera aisément un autre. Nous avons dit très haut, et tout le monde sait que nous ne voulons pas la guerre; à quoi bon le répéter tous les matins? Pas de bravade, mais pas de panique; la dignité aussi fait partie de la prudence. » — Cet avis a prévalu, et l'unanimité des mains s'est levée dans un patriotique silence.

« La Dépêche » du samedi 12 février 1887

Pourquoi chacun se donne-t-il tout entier? Parce que chacun s'appartient tout entier. S'il y avait au-dessus de nous un pouvoir personnel, ayant ses préoccupations secrètes, le trouble, le soupçon, la méfiance réciproque saisiraient les représentants du pays : et la politique française perdrait cette évidence et cette sincérité qui fait aujourd'hui sa grandeur. C'est la liberté qui unit tous les fils de la France dans la sagesse : c'est elle qui, comme elle fait notre fierté au dedans, fait notre force au dehors. Désormais, quoi qu'il arrive, que nous ayons, comme nous l'espérons bien, la paix, ou au contraire, par la criminelle folie de l'agresseur, la guerre sainte pour notre France bien-aimée, Liberté et Patrie sont inséparables.

LES ALLIANCES EUROPÉENNES

« *La Dépêche* » du samedi 26 février 1887

Les élections allemandes assurent la majorité à M. de Bismarck : le septennat sera voté. Seulement, cette victoire coûte cher au chancelier : il n'a maté l'Allemagne qu'en lui faisant peur ; pendant six semaines, il l'a tenue sous la menace de la guerre. Une pareille manœuvre ne se renouvelle point. M. de Bismarck a brûlé toutes ses cartouches électorales. De plus, quoique les socialistes aient perdu plus d'un siège, ils ont, en bien des centres, gagné des voix, et leur haut idéal, leur foi profonde et tranquille les rendront tous les jours plus redoutables. Si, en Alsace, le sentiment français avait paru un instant sommeiller, le chancelier, de sa main de fer, l'a secoué si rudement qu'il s'est réveillé et qu'il est debout maintenant comme au premier jour. Les difficultés restent donc grandes ; et qui sait si, dans cet ennui d'une lutte quotidienne au dedans, M. de Bismarck n'écouterait point le parti militaire qui lui conseille une vigoureuse diversion au dehors ? L'inconnu est ouvert devant nous.

Vous entendrez murmurer plus d'une fois aux pro-

fonds politiques de la monarchie : « Ah ! quel dommage que la France n'ait point à sa tête une dynastie ! Elle ne serait pas à cette heure aussi isolée qu'elle l'est. »

Isolée ?

Je voudrais bien savoir quelle est la nation en Europe qui ne l'est point. Est-ce l'Angleterre ? Elle est réduite, faute d'alliance, faute de point d'appui solide sur le continent, à organiser partout le désordre, à amener par les discours de ses ministres l'Autriche contre la Russie, par les articles de ses journaux l'Allemagne contre la France. — Est-ce l'Italie, qui se demande, inquiète, si elle est oui ou non l'alliée de l'Allemagne, qui cherche anxieusement dans les discours de M. de Bismarck un brin d'amitié ou de complaisance, et qui se fatiguera peut-être un jour d'avances rebutées et d'humiliations inutiles ? — Est-ce l'Autriche ? Mais elle est, avec plus de dignité, dans la même situation que l'Italie : l'Allemagne est prise entre elle et la Russie, souriant ou boudant tour à tour à l'une et à l'autre.

L'Allemagne elle-même n'a point d'allié : l'Angleterre, impuissante, embarrassée dans le problème irlandais, reviendra bientôt, sans nul doute, aux mains des libéraux, qui, s'ils n'aiment point tous la France, ne sont pas au mieux avec M. de Bismarck : — lord Granville et M. Gladstone n'ont pu oublier certains procédés — ; la Belgique et la Hollande soupçonneuses, le Danemark hostile, la Russie gron-

dante, la France calme et armée, est-ce là pour nos voisins une ceinture de sympathies ? Ah ! certes, dans une guerre contre la Russie, l'Allemagne pourrait compter sur le concours de l'Autriche-Hongrie ; c'est qu'en vérité il n'y a d'autre occasion de conflit prochain entre la Russie et l'Allemagne que l'intérêt même de l'Autriche en Orient : c'est-à-dire que l'Autriche ne donnerait une alliance à l'Allemagne qu'après lui avoir donné une guerre. De ces alliances-là, nous aimons autant nous passer.

Quant à la Russie, elle déclare nettement et fièrement par ses journaux autorisés, depuis une semaine, que ni elle n'a d'alliances, ni elle n'en désire. Elle n'espère les sympathies de personne en Europe que de la France, et elle n'a de sympathies pour personne que pour la France ; mais de ces sympathies à une alliance il y a loin. Car toute alliance suppose un but précis ; or, ce but précis ne pourrait être que la guerre, et la guerre, ni la France ni la Russie ne la désirent. Elles se bornent donc, sans entente et sans traité, à un libre échange de bons offices : la France recommande aux délégués bulgares la déférence envers la Russie, et la Russie évite de s'engager à fond dans la question d'Orient, pour surveiller les manœuvres de l'Allemagne du côté des Vosges. Les confidences officieuses faites récemment par la chancellerie russe pourraient se résumer ainsi : « Il est dangereux d'avoir des

« *La Dépêche* » du samedi 26 février 1887

alliances en Europe : il est utile d'y avoir des sympathies. »

N'est-ce point là justement la formule de la politique française? La République n'a les mains prises dans aucun engagement précis et réciproque, c'est-à-dire dans aucun intérêt étranger; mais elle a su, par sa fermeté et sa réserve, se concilier l'estime des peuples et exalter en sa faveur, dans l'immense et chevaleresque Russie, le sentiment national. On sait qu'elle a de la sagesse, du courage et des armes; et ces choses-là donnent des alliés ou les remplacent. Quelle dynastie, je vous en prie, eût fait mieux pour nous?

La vérité est, si l'on veut bien méditer un peu l'histoire, que les alliances sérieuses, efficaces, ne sont possibles que dans trois cas.

Ou bien des gouvernements plus ou moins absolus se concertent pour étouffer dans leurs États les aspirations démocratiques : c'est la Sainte Alliance des rois, la ligue des trônes. De cette ligue, si elle ressuscitait, évidemment notre République ne serait pas. Mais elle ne saurait renaître; il n'est pas une dynastie depuis le commencement du siècle qui n'ait dû, plus ou moins, composer avec son peuple, et il n'en est pas une dont le trône ne s'écroulât s'il s'appuyait ouvertement sur l'étranger.

Ou bien, en second lieu, divers États se groupent pour contenir ou pour refouler une puissance enva-

hissante, et dangereuse pour tous : c'est la ligue de Richelieu et des puissances protestantes contre la maison d'Autriche; la ligue de l'Europe contre Louis XIV et Napoléon I^{er}. Pourquoi une pareille alliance défensive ne s'est-elle point organisée en Europe, au lendemain de Sadowa et de Sedan, contre l'hégémonie allemande? C'est, il faut bien le dire, que, pour la première fois peut-être dans l'histoire, on a vu une nation conquérante s'arrêter après deux victoires. L'empereur Guillaume ne s'est laissé aller ni à l'orgueil démesuré de Louis XIV, ni aux terribles fantaisies d'artiste de Napoléon I^{er}. Il avait d'ailleurs, autour de lui, non plus cette Europe morcelée, disloquée, qui fut pour ses devanciers en grandes rapines une irritante tentation, mais un groupe de nations compactes, résistantes, qui l'invitaient à la sagesse. Voilà pourquoi, depuis quinze ans, il a eu en Europe non des adversaires unis pour abattre sa force, mais des courtisans empressés à solliciter ses faveurs. En ces derniers temps, comme cette sagesse relative semblait se lasser et faire place aux aventures, on sentait poindre vaguement aussi en Europe, entre la France et la Russie, sans qu'aucune parole eût été échangée, une coalition défensive.

Il est un troisième cas d'alliance, c'est celui où plusieurs États s'entendent pour une action rapide, pour un coup de main : l'Autriche, la Prusse et la Russie

pour le partage de la Pologne; la Prusse et l'Autriche pour la spoliation du Danemark; la Prusse et l'Italie pour l'humiliation de l'Autriche. — C'est dire qu'en dehors de ces alliances défensives et spontanées, qui, à l'heure du péril, ne nous feraient point défaut, parce que notre péril serait le péril de l'Europe, toute autre alliance serait une porte ouverte sur les aventures; est-ce là ce que les grands diplomates de la monarchie voudraient nous offrir?

Je ne parle point de ceux qui disent : Les princes d'Orléans ont des parents dans toutes les cours de l'Europe; cela pourrait nous servir. Quand on ramène la politique européenne à des questions de cousinage, on a le droit évidemment d'être très sévère pour la République française : elle n'a pas en Europe de cousins; peut-être un jour y aura-t-elle des sœurs. La race est abondante et réjouissante de ces petits monarchistes dédaigneux, qui traitent de haut M. Flourens, parce qu'il n'a point des confidences d'alcôve. J'en ai vu, pendant les jours un peu inquiets que nous avons traversés, qui allaient apporter au ministre des affaires étrangères tous les secrets de l'Europe trouvés sous l'oreiller d'une duchesse cosmopolite. Ils avaient vraiment couché avec l'Europe. Sont-ils plus niais que ceux qui nous font espérer de la monarchie des alliances... matrimoniales? Il en est de plus sérieux qui disent : La Russie, dont nous avons besoin, aime bien

la France; mais elle n'aime guère la République. Si nous lui faisons l'amabilité de nous offrir un roi? — Mais, messieurs, s'il vous plaît, pourquoi tenez-vous à des alliances? Pour être indépendants de l'étranger, pour être maîtres chez vous. Voulez-vous donc que nous achetions les alliances justement par la soumission à l'étranger?

Et puis, si la Russie se réglait sur des affinités politiques, et non sur ses intérêts de nation et ses sympathies instinctives, qui aimerait-elle par-dessus tout? L'Allemagne, qui est, après elle, la plus raide autocratie. Qui détesterait-elle le plus? La France. Or, c'est l'Allemagne qu'elle déteste, et la France qu'elle aime par-dessus tout. Elle paraît s'accommoder assez bien de la République française; de grâce, ne soyez pas plus difficiles pour la Russie qu'elle ne l'est elle-même, — et laissons ces sottises.

N'avez-vous point été frappés de ceci : depuis seize ans, la France veut la paix, avec honneur, mais passionnément; et depuis seize ans l'Europe, de très bonne foi, croit que nous méditons la guerre, ou plutôt elle le croyait encore il y a un mois; elle ne le croit plus. Pourquoi cette suspicion? Parce que jusqu'ici nous nous étions abandonnés à des maîtres, et que ces maîtres s'étaient abandonnés à leur folie. Cette folie de nos maîtres, on nous l'imputait : et, l'Empire tombé, on

« La Dépêche » du samedi 26 février 1887

nous croyait en proie à cette agitation troublante de la politique impériale qui, comme un enfant malade, touchait à tout. L'Empire ne nous a pas valu seulement les désastres de 1870, mais encore, pendant seize ans, dans l'Europe presque entière, une survivance étrange de méfiance et d'hostilité. Par je ne sais quel prodige, ce despotisme fou, quoique déraciné de notre sol, nous tenait encore sous son ombre. Cette ombre, c'est à peine si, par une longue sagesse, la République vient de la dissiper; que ceux que leur instinct n'a point d'abord amenés à elle, mais qui aiment leur pays avec clairvoyance, lui sachent gré de cette grande œuvre d'apaisement, de désarmement moral envers la France qu'elle a accomplie en Europe. Pour nous, c'est avec une joie profonde, et que nous ne nous laissons pas d'exprimer, que nous sentons d'accord dans notre âme l'amour de la République et l'amour de la patrie.

LES ÉCOLES MILITAIRES

« La Dépêche » du samedi 26 mars 1887

Je n'ai pas la prétention de me prononcer dans la grave question, encore insuffisamment étudiée, qui sépare la commission de l'armée et le ministre de la guerre (1). Je voudrais seulement indiquer quelques difficultés et soumettre quelques réflexions.

Le projet du ministre de la guerre, en ce qui concerne le recrutement des officiers, a un double but : 1° établir entre les officiers la communauté d'origine ; 2° spécialiser les services.

Les officiers, pour la cavalerie et l'infanterie, sortent aujourd'hui, ou de l'École de Saint-Cyr, ou de l'École de Saint-Maixent : ou bien ils débutent comme officiers, ou bien ils sortent des rangs. Y a-t-il des inconvénients sérieux à cette dualité d'origine ? On le dit. Il est clair qu'elle ne saurait porter atteinte, en face de l'ennemi, au sentiment de discipline et d'unité ; mais elle peut créer, au régiment, entre les officiers de provenance diverse, des méfiances ou des dédains. Il y a peut-être

(1) Le ministre de la guerre était le général Boulanger.

une aristocratie quelque peu hautaine et une démocratie quelque peu dénigrante; il serait fâcheux que l'esprit de coterie pût se glisser dans l'armée. Le ministre de la guerre, en faisant passer tous les futurs officiers par les mêmes étapes, d'abord soldats, puis sous-officiers, puis élèves pendant un an d'une même école normale militaire, coupe court à ce péril; tous les jeunes sous-lieutenants de l'armée active ont derrière eux la même carrière, et devant eux, s'ils veulent travailler et affronter des examens nouveaux, les mêmes espérances d'avenir; bien mieux, les officiers de réserve auront eu comme camarades, dans le grade de sous-officier, les officiers qui restent dans l'armée active. Ainsi, d'un bout à l'autre de la grande famille militaire, il y aura une sorte de confraternité cordiale; ce n'est plus seulement, comme aujourd'hui, un même sentiment d'honneur, c'est la familiarité de la vie commune qui fera tomber entre nos officiers toutes les barrières de préjugés et de castes : la patrie y gagnera et aussi la démocratie.

Je remarque, à ce propos, qu'il n'est point possible de séparer des raisons d'ordre militaire les raisons d'ordre politique et social. Il y a des personnes considérables et de grands journaux, comme *le Temps*, qui disent : Quand on fait des lois militaires, il ne faut penser qu'à l'armée. — A la bonne heure; mais comment penser à l'armée sans penser du même coup à la

nation où elle s'alimente, et aux sentiments, aux énergies qui animent cette nation? L'armée sera plus forte, si l'âme présente de la nation française, avec son instinct de démocratie, s'y sent à son aise et comme chez soi; c'est de la vie morale d'un peuple que doivent dériver toutes ses institutions, militaires ou autres, et comment interpréter cette vie morale sans faire de la politique, au sens le plus noble de ce mot?

On ne saurait accuser le projet du général Boulanger d'abaisser, au moins directement, le niveau scientifique de l'armée. Il est vrai que, pour cette école normale militaire d'où sortiront tous les sous-lieutenants, les épreuves théoriques seront d'une médiocre difficulté. Elles ne supposeront pas une forte éducation première, et elles ne permettront pas, le niveau moyen des admis étant assez humble, un haut enseignement. Mais aussi, cette première école ne fournira qu'aux grades de sous-lieutenant et de lieutenant; pour être un véritable chef, pour commander une unité tactique, une compagnie par exemple, il faudra passer par une école d'application spéciale à chaque arme; là l'enseignement sera plus haut, et un essor plus hardi sera donné aux intelligences d'élite, qui se développeront enfin, en pleine puissance, à l'École supérieure de guerre.

Cette gradation des études et des difficultés, à mesure que l'officier monte, est ingénieuse, et, tout d'abord,

séduisante. Je crains qu'elle ne cache un péril. Voici des jeunes gens, ayant une forte instruction scientifique et historique, et, de plus, la vocation militaire : ils veulent être officiers. Vous en faites d'abord des soldats : c'est excellent ; il est bon qu'ils s'habituent aux épreuves, en quelque sorte, matérielles ; du métier ; il leur sera peut-être plus aisé ensuite de maintenir avec autorité la rude discipline qu'ils auront subie. Mais vient l'heure où ils entrent à l'école normale militaire, où, à leur esprit jeune, impatient, avide d'un savoir nouveau, vous allez offrir un aliment ; et cet aliment, que sera-t-il ? Des notions déjà depuis longtemps acquises par eux. Leur intelligence veut marcher ; vous la traînez dans une ornière ; vous la faites repasser par les chemins qu'elle a cent fois rebattus. Je redoute pour les esprits ardents ce défilé de monotonie et de redites, cette épreuve de dégoût intellectuel où ils pourraient bien laisser leur flamme ; qui sait combien de forces vives perdra l'armée, lorsque, en dépit de leur culture préalable, les intelligences les plus hautes passeront sous ce joug de médiocrité et d'ennui ?

Encore une fois, ce n'est pas là une fin de non-recevoir absolue que j'oppose à la transformation projetée ; c'est une crainte que j'exprime. Il se peut qu'elle soit excessive, et que certaines nouveautés techniques, mêlées à cette sorte d'enseignement primaire de l'armée, suffisent à tenir en haleine les esprits, pendant un an.

Après tout, Saint-Cyr n'est pas, il s'en faut, une haute école scientifique; et puisqu'il ne fournit pas à nos armées modernes, qui ont tant besoin de science, une véritable élite d'officiers savants, il se peut qu'il ne rachète point suffisamment, par une supériorité de culture, certain esprit d'aristocratie dédaigneuse, d'opposition sourde, ou, tout au moins, d'isolement politique.

En est-il de même de l'École polytechnique? On comprend très bien, en ce point, la résistance opposée au ministre de la guerre par la commission de l'armée. Le général Boulanger dit : La haute culture scientifique que donne cette École n'est point nécessaire aux officiers d'artillerie pour la pratique de leur métier. L'École ne doit donc plus former que des ingénieurs soit civils, soit militaires : ceux-ci seront chargés de tous les travaux de fortification et d'armement; ils seront la science et le progrès; quant aux officiers de n'importe quelle arme, de l'artillerie et du génie comme de l'infanterie, ils n'auront qu'à appliquer les méthodes, qu'à utiliser les inventions que d'autres auront produites pour eux. Ainsi, d'une part, il y aura égalité entre toutes les armes; d'autre part, la tâche de chacun sera mieux définie. Le rôle double et ambigu de l'officier d'artillerie, qui est à la fois un savant et un combattant, sera décomposé en deux : il y aura, d'un côté, des ingénieurs militaires, qui ne seront que

des savants ; de l'autre des officiers d'artillerie ou du génie, qui ne seront que des combattants.

Les objections abondent. D'abord, sous prétexte de briser les coteries, ne va-t-on pas en créer une nouvelle, la plus exclusive et la plus redoutable de toutes ? Ce corps des ingénieurs militaires, qui n'aura plus aucun rapport avec l'armée, qui ne se mêlera plus à elle, et qui sera chargé officiellement de penser pour elle, ne deviendra-t-il point à nos officiers un intolérable fardeau ? On se plaint de l'esprit exclusif du corps des Ponts et chaussées ; et que va-t-on faire ? Superposer à l'armée un corps des ponts et chaussées qui ne fraternisera point avec elle dans la pratique des armes et la vie des camps. Tous les officiers dont la tête travaillerait, qui concevraient l'idée d'une arme nouvelle, d'un explosif nouveau, seront détournés et découragés d'avance de toute recherche ; leurs inventions, n'étant point sorties de l'officine légale, seront à peine examinées. Est-ce que c'est leur rôle à eux de penser, de créer, de réfléchir ? Qu'ils pointent le canon ou qu'ils règlent la hausse ; ne doivent-ils pas être avant tout des machines de précision exécutant une formule, trouvée ailleurs ?

Un corps étroit, séparé de l'armée et absorbant toute la vie scientifique de l'armée, est-ce là un progrès ? Et à quel moment va-t-on dépouiller de leur droit de création ceux qui sont à la fois des combattants et des

chercheurs? Au moment même où, par des découvertes incessantes qui troublent l'étranger, ils prouvent leur génie. Toutes les intelligences dans l'armée sont en éveil, et l'on veut faire le sommeil en elles, sous prétexte de surexciter en un corps spécial la puissance d'invention et de progrès! Est-ce que ce n'est pas pour l'armée une fierté et, par conséquent, une force d'être commandée, d'être conduite au péril par ceux-là même qui ont perfectionné ses moyens d'attaque et de défense? Est-ce qu'elle ne sera pas plus grande, lorsqu'elle portera en elle, avec toutes les forces du cœur, toutes les forces de l'esprit? N'est-ce pas l'amoindrir que de lui retirer le génie en ne lui laissant que le courage? Et, dans notre siècle où les hommes confinés en un milieu s'y réduisent et s'y rapetissent, n'est-il pas bon que quelque part au moins, dans cette puissante réunion d'hommes organisée pour le salut de la liberté et du pays, la vie d'action et la vie de pensée se complètent l'une l'autre?

Oui, il faut faire l'armée à l'image de la démocratie; mais c'est pour cela que, comme la démocratie, l'armée doit avoir l'égalité pour base et la science pour sommet. Plus elle sera éclairée et pensante, moins elle risquera, en des jours de défaillance que rien, il est vrai, ne fait prévoir en notre France, d'être un instrument inerte aux mains d'un despote hasardeux.

LA LOI MILITAIRE ÉGALE POUR TOUS

« *La Dépêche* » du samedi 25 juin 1887

Il y a quelques orateurs de droite, les orateurs catholiques, MM. de Martimprey, de Lamarzelle, de Mun, qui ont très nettement protesté contre les idées de démocratie et d'égalité que nous voulons introduire dans la loi sur l'armée. M. de Mun a dit que l'armée devait être organisée au rebours de la démocratie; M. de Lamarzelle s'est écrié : « La passion de l'égalité n'est que la passion de l'envie ! » Voilà au moins de la franchise. Mais le privilège n'a pas seulement des défenseurs audacieux, il a aussi des patrons habiles, qui voudraient le maintenir sans trop en avoir l'air.

Au premier rang de ces politiques adroits, brillent le comte de Lanjuinais et le baron Reille. Ils disent : « Vos ressources ne vous permettent pas d'incorporer, pour trois ans pleins, la totalité du contingent. » — Cela est vrai, mais aussi cela a été prévu par les républicains, et nous avons deux moyens, entre lesquels la Chambre devra choisir, de parer à cet inconvénient, sans manquer en rien au principe d'égalité qui est le principe de justice. Nous pouvons, ou bien, comme le

propose la commission, renvoyer en congé, au bout de la deuxième année, pendant six mois, un très grand nombre d'hommes, qui reviendront pour les grandes manœuvres d'automne; ou bien, comme quelques-uns le demandent, nous pourrions simplement renvoyer au bout d'un an, par le tirage au sort, un certain nombre de soldats. Ainsi notre budget sera ménagé, et, en même temps, tous les citoyens resteront égaux devant la loi.

Cela est simple, cela est juste, mais cela ne fait point l'affaire des privilégiés de tout ordre, ni de ceux qui appuient toute leur résistance politique sur la défense habilement dissimulée du privilège. M. le baron Reille veut d'abord qu'on maintienne les anciennes exemptions : ni les futurs instituteurs, ni les futurs professeurs ne serviront. Vous devinez bien que ce n'est ni le souci de la haute culture intellectuelle, tant négligée par l'Empire, ni l'amour passionné de l'enseignement populaire, si suspect à la réaction, qui inspirent cette pensée. Les futurs maîtres de la jeunesse, qui savent que leur influence et leur dignité ne sont qu'au prix du devoir commun virilement accepté, ne se laisseront pas prendre à ce piège. D'ailleurs, ils ne sont exemptés que pour faire nombre : il faut que, mêlée à eux, la grande privilégiée, à qui on songe surtout, se remarque moins.

Je veux parler de l'Église ; c'est elle, en réalité, que

le comte de Lanjuinais et le baron Reille veulent soustraire au droit commun. Or, nous avons, nous, sans fanatisme aucun, des raisons décisives de l'y faire rentrer. Elle est devenue le centre de toutes les résistances à la démocratie et au progrès humain. C'est elle qui, pendant des siècles, sauf quelques initiatives individuelles, a laissé le peuple de France dans l'ignorance; elle s'est bornée presque toujours à dresser quelques acolytes. Il y a un demi siècle, Lamennais lui adressait un pressant appel : « A l'origine du christianisme, l'Église est sortie du peuple : qu'elle se souvienne de son origine; que, dans la grande lutte entre les peuples et les rois, entre les opprimés et les oppresseurs, entre la science et l'ignorance, la lumière et les ténèbres, la fraternité et l'égoïsme, le bien et le mal, l'Église prenne parti, pour la liberté, la fraternité et la lumière : par là, et par là seulement, elle se sauvera, en sauvant le monde. » L'Église n'a point entendu cet appel. Pour ne parler que de notre pays, elle s'est associée au Deux-Décembre par ses bénédictions, au Seize-Mai par ses propagandes, — ce qui explique d'ailleurs parfaitement la reconnaissance de M. le baron Reille. Tout récemment, son chef abusait de son autorité sur les consciences catholiques au profit du militarisme allemand dirigé contre nous. Elle avait reçu un magnifique dépôt de croyances consolantes et d'espérances. Mais elle a voulu,

au nom d'une autre vie, obtenir dans celle-ci, de tous ceux qui travaillent et qui souffrent, le renoncement, la résignation passive, au profit des puissants et des heureux; le sublime espoir d'immortalité dont elle avait la tradition, elle l'a mis au service de tous les despotismes et de tous les égoïsmes. Si la porte de l'infini, comme je le crois, s'ouvre aux âmes derrière la mort, il ne faut point qu'elles s'y présentent obscures, pesantes et humiliées, avec des guenilles d'esclaves, mais libres, fières, joyeuses, rayonnantes de l'œuvre de justice commencée ici. Nous ne voulons point que par la promesse d'une réparation on fasse accepter au peuple, dans la société des vivants, l'iniquité et la misère indéfinies, et c'est parce que l'Église s'est faite le centre et le point d'appui de tous les privilèges que nous voulons, sans colère mais sans hésitation, abolir les privilèges de l'Église elle-même et préparer ainsi la ruine des autres privilèges.

Il y a une autre personne de qualité qui tient fort à cœur au comte de Lanjuinais, au baron Reille et à leurs amis : c'est madame la Richesse. Quoi ! envoyer à la caserné, tout comme les autres, ceux qui ont beaucoup d'écus ! Ne suffit-il point que, comme M. Benoiton dans la comédie de M. Sardou, ils donnent l'exemple de la fortune ? Autrefois, il y avait le remplacement ; avec un peu d'argent, on se dispensait de tout service. Les

temps sont durs, et un tel système n'est plus soutenable : cherchons, si vous voulez bien, des accommodements : les uns partiront pour trois ans, et les autres pour un an : on tirera au sort, rien de plus juste ; oui, mais au bout d'un an, celui qui a tiré au sort le service de trois ans pourra dire à celui qui n'aura tiré au sort qu'un an de service : « Pour les deux ans qui me restent à faire, prends ma place, voici de l'argent ! » — Le tour est habile, c'est le remplacement qui reparait.

Voilà donc les hommes qui nous reprochent, à nous républicains, d'abaisser l'armée, de ne pas comprendre la grandeur du régiment ! Ils veulent que le service militaire devienne pour le riche une corvée qu'un peu d'or abrège ; pour le pauvre, un métier à gagner quelques sous. Au régiment, tel que nous le comprenons et nous le voulons, il n'y a qu'une hiérarchie : celle du mérite ; qu'une souveraineté : celle de la loi, où se résume la patrie. Eux, ils veulent prolonger jusque dans l'armée tous les privilèges de la fortune, toutes les inégalités de la vie sociale ; ils veulent que quelques hommes puissent quitter les drapeaux, non à l'heure sévère marquée par le droit commun, mais à l'heure complaisante marquée par la richesse, et que quelques hommes restent sous les drapeaux, non comme les serviteurs nobles et fiers du pays, mais comme les suppléants salariés d'un autre homme. Ils espèrent, sans doute, que l'espoir d'une petite somme assez tôt gagnée

réconcilierait le peuple de France avec cette idée flétrissante. Mais aujourd'hui, outre qu'ils sont avertis par leur fierté, les citoyens de notre pays savent bien que ce qu'il y a de plus important pour eux, au point de vue même du bien-être, c'est l'abolition graduelle des privilèges sociaux : ils ne feront pas aussi naïvement le jeu de leurs adversaires.

J'allais oublier ceci, qui est merveilleux : M. le baron Reille dit aux pauvres gens : « Il est bon pour vous que les plus riches, au bout d'un an, quittent la caserne, parce qu'ils sont plus intelligents, plus instruits que vous et qu'ils enlèveraient tous les grades. » O vous tous qui, pour être ce qu'on appelle dans un certain monde de petites gens, n'avez ni la petitesse de l'âme ni celle de l'esprit, comment trouvez-vous cela ? Savez-vous pourquoi les riches, dans la pensée généreuse de M. le baron Reille, quitteront la caserne avant l'heure et iront s'amuser sans vous ? C'est pour vous laisser quelques galons. Je ne connais pas d'ironie plus cruelle et plus insultante.

EN REVENANT DU RÉGIMENT

« *La Dépêche* » du samedi 22 octobre 1887

De nombreux congés ramènent en ce moment chez eux soldats, caporaux et sous-officiers. Ces derniers, en raison même de leur grade, ont le congé plus court; ils n'en sont pas moins joyeux et fiers de l'avoir conquis. Rentrant chez eux à la nuit, ils se hâtaient dans les chemins sombres, impatients de faire reluire leurs galons neufs à la lumière amie qui les attendait là-bas. Tous ces hommes ou presque tous paraissent vraiment animés d'un très bon esprit; les plus intelligents d'entre eux remarquent avec joie comment, peu à peu, dans la discipline militaire, mêlée autrefois de punitions et d'insultes, pénètre le respect de l'homme pour l'homme. La règle ne fléchit point et les chefs sont écoutés; mais ils font appel de plus en plus, sans grossièreté et sans violence, au sentiment du devoir, à l'amour-propre et à la raison de leurs subordonnés.

Il y a là un grand exemple à recueillir. Ne dit-on pas souvent que, dans le monde du travail, il n'y aurait que désorganisation, anarchie et impuissance, si, au salariat pur et simple, aveugle et passif, on substituait

un régime plus digne de l'homme, qui mît en jeu la personnalité morale de chacun ? Il en sera sans doute de ces craintes, si nous savons allier le désintéressement à la prudence, comme des craintes qu'exprimaient naguère encore ceux qui auraient voulu perpétuer au régiment, par la brutalité continue, une sorte de bastonnade morale.

Au témoignage des chefs immédiats, sergents et caporaux, qui recueillent pour ainsi dire à leur source les sentiments des soldats, notre jeune armée est pleine de confiance. Elle a foi dans la puissance de son armement nouveau, dans l'efficacité de la nouvelle tactique offensive, qui, par une combinaison très simple, offre au feu de l'ennemi moins de surface et moins de prise, diminue les pertes de l'assaillant, permet à l'infanterie française d'aborder à la baïonnette, la soutient en cas d'échec par de fortes réserves, grâce auxquelles elle peut se reformer en seconde ligne, et, associant ainsi la prudence et l'audace, fait des qualités morales d'une armée, de son âme, l'engin le plus formidable de la bataille. Si donc l'armée a foi dans cette tactique, c'est qu'elle a foi en elle-même. Les chefs ne négligent rien pour fortifier dans toutes les consciences le ressort moral ; un souffle ardent de patriotisme passe incessamment sur ces hommes, fondant les égoïsmes et les ignorances, faisant frissonner les drapeaux et les cœurs. Un sergent me disait : « Il en est qui arrivent au régiment,

sachant à peine ce que c'est que la France ; au bout de quelques semaines, la patrie est en eux. »

En même temps qu'il est une grande école patriotique, le régiment est une grande école démocratique et républicaine. D'abord, les hommes du peuple, ouvriers ou paysans, quand ils sont conservateurs, le sont surtout à raison des influences sociales qui les dominent et les enveloppent : tel gros propriétaire réactionnaire les fait travailler de temps en temps ; sans trop réfléchir, ils votent à sa suite. Au régiment, ce cercle étroit qui les enserrait se brise ; ils sont entrés dans la grande famille française, où il n'y a d'autres maîtres que l'honneur et la loi. Le monde de l'armée, monde ardent et jeune, ignore la puissance sotté des écus ; il est soumis non à la hiérarchie de la fortune, mais à la hiérarchie du mérite : de là, dans l'âme de tous ces hommes, que menaient trop souvent la routine et un hobereau, un ébranlement subit des sentiments et des idées ; la fierté que leur inspire l'égalité de tous les soldats dans le devoir commun leur enseigne la République, qui est l'expression politique de la fierté humaine. De plus, les soldats causent beaucoup entre eux ; et quels sont ceux qui causent le plus, parce qu'ils tiennent le plus à leurs idées ? Ce sont les républicains. Les conservateurs, quand ils sont du peuple, sont conservateurs par inertie, et l'inertie est muette ; les nôtres ont la foi au cœur, et cette foi exubérante et passionnée se répand et se

communiqué. C'est la grande force de la République, qu'elle ait le don d'exalter les âmes; chacune des consciences visitées par elle devient un instrument vivant de propagande. Voilà comment l'idée républicaine passe d'homme en homme à travers l'armée.

Une grave question s'offre maintenant à nous. Quand les hommes sont sortis du régiment, quand ils ont été repris par les habitudes antérieures, que leur reste-t-il de cette éducation virile et républicaine de l'armée? Ils sont rentrés à la maison paternelle où ils retrouvent parfois un esprit opiniâtre de routine; ils retrouvent aussi ces influences territoriales, qui les entouraient autrefois; et, peu à peu, ils risquent de retomber dans l'ornière de réaction d'où ils étaient sortis. J'ai vu des paysans qui avaient assisté en héros à des batailles illustres, qui avaient traversé les grandes plaines italiennes ou escaladé sous les balles les pentes de la Kabylie, et qui ne s'en souvenaient presque plus. C'est à peine si, en les questionnant, on faisait remonter à leurs yeux l'éclair évanoui des années héroïques. Chaque jour qui était passé avait jeté comme une pelletée de terre sur ces souvenirs ardents, qui auraient pu allumer, à la fierté du soldat, la fierté du citoyen. O vous tous, jeunes gens d'aujourd'hui, qui allez sortir du régiment, qui, après avoir appris à défendre la terre de France, allez de nouveau, par votre travail sacré, la

« *La Dépêche* » du samedi 22 octobre 1887

rajeunir, vous savez lire, vous pouvez par conséquent réveiller dans votre mémoire les idées de patrie, d'égalité, de fierté, que le régiment vous a données : n'oubliez pas. Un sillon a été creusé dans votre esprit, ne le laissez point s'effacer. Vous pouvez, après avoir été des soldats de la patrie, devenir, au hameau comme à la ville, des soldats de la justice. Songez parfois, en retournant votre champ, que, de même que vous faisiez partie naguère d'une grande armée, vous faites partie aujourd'hui d'une grande société d'hommes libres, maîtres de leur destinée par la République, et organisés pour combattre ces trois ennemis : le privilège, l'ignorance, la misère. Après avoir jeté la semence à la terre, jetez par la lecture la semence à votre esprit : que le modeste horizon familial qui enferme désormais votre travail et votre vie, s'élargissant soudain pour l'œil de l'intelligence jusqu'aux limites de la patrie républicaine, s'emplisse de lumière, de tendresse et de liberté.

PAIX ET REVANCHE

« *La Dépêche* » du samedi 31 décembre 1887

La France veut la paix, sans humiliation et sans faiblesse, mais elle veut la paix. Elle en a besoin pour développer sa fortune, arrêtée, sinon atteinte, par une longue crise; elle en a besoin pour mener à bien l'œuvre admirable qu'elle a entreprise : fonder dans un pays de révolutions contradictoires un régime définitif de liberté, et réaliser, par une série de tâtonnements, la formule de constitution qui convient à la France du suffrage universel. Une démocratie ardente s'agite en elle, cherchant sa voie et son équilibre, qu'elle ne trouverait peut-être pas au milieu des secousses extérieures. Il faut résoudre la question redoutable posée à la France par Paris, en qui se résument les grandeurs et aussi les difficultés de notre histoire. C'est seulement dans le calme et la tranquillité des esprits que nous pourrons faire leur part aux communes et à la nation. Nous avons, si je puis dire, les bras surchargés de problèmes, et comment, dans ces conditions, souhaiter la guerre?

Quelques esprits inquiets disent parfois : « Nous l'aurons un jour ou l'autre, autant vaudrait tout de suite. » — Mais il serait criminel de devancer les événements. « L'Europe, ajoutent-ils, plie sous les armes, il faut en finir. » — Mais d'abord, quelque lourd que soit le fardeau militaire, l'Europe n'en est pas écrasée. Elle a eu sous sa cuirasse des années de prospérité merveilleuse. Les États modernes, par l'accroissement de la population, par la multiplication des capitaux, par l'intensité du travail, sont des colosses de vigueur. Longtemps encore ils pourront porter, non sans fatigue, mais sans péril, d'énormes budgets de défense nationale. D'ailleurs, est-il certain qu'une guerre nouvelle nous permettrait de désarmer? Serions-nous sûrs, même victorieux, d'écraser à ce point notre adversaire, que nous n'ayons plus de précautions à prendre? Donc nous devons nous tenir avec fermeté, avec suite, sans aucune crise de nervosité, à la politique de paix.

Mais nous n'avons pas seulement besoin de la paix; nous avons besoin, pour reprendre notre travail, d'avoir confiance en la paix. La paix est-elle menacée? Il semble difficile d'admettre que l'Allemagne veuille de gaieté de cœur se jeter sur nous. On dit, il est vrai, que M. de Bismarck aurait changé de sentiment, qu'éf frayé du double péril extérieur et intérieur que la première génération de l'empire va léguer à la seconde,

il voudrait liquider, avant la mort du vieil empereur, le péril extérieur par une grande guerre. C'est possible à la rigueur. Et voilà pourquoi nous devons toujours, calmes et armés, guetter l'horizon. Mais cette audace suprême n'est guère probable ; car le prestige même du vieil empereur, qu'elle escompte, pourrait s'évanouir aux premières émotions de la première bataille. Dans l'effort immense de M. de Bismarck pour combler, avec l'Italie, l'Angleterre, la Roumanie, le vide laissé par la Russie, je ne vois qu'une inquiétude défensive prodigieusement agissante.

Mais, au-dessus des résolutions plus ou moins pacifiques des deux peuples, il y a une cause aiguë de conflits toujours possible : c'est la question d'Alsace-Lorraine. Le noble pays de France, comme disaient nos aïeux, a été dépouillé de deux provinces, qui sont restées françaises de cœur, et qui doivent le redevenir de fait. Il est impossible à la démocratie française d'accepter cette mutilation. La République a débuté par un effort héroïque contre l'étranger ; elle n'est pas l'affaiblissement, elle est l'exaltation de l'idée de patrie. La démocratie se perdrait, si elle entrait dans le monde tête basse, si elle achetait d'un peu de terre française le repos et la liberté. Il y a au fond des consciences françaises deux sentiments également sincères : ni guerre, ni renoncement. Gambetta le comprenait bien, lorsqu'il parlait à la nation de la justice immanente. Il

voyait que notre pays avait foi dans une réparation pacifique, sortie du mouvement même de l'histoire. Mais n'est-ce point un rêve énervant qu'il faut repousser? N'y a-t-il point là un prétexte imaginé par notre faiblesse, qui ne veut pas prendre un parti, qui ne sait ni oublier ni reconquérir, et qui attend sans savoir quoi?

Je conseille à ceux qui veulent connaître l'Allemagne de lire le livre si pénétrant et si vivant que M. Lavisse vient de publier sur l'Allemagne impériale. Deux vérités dominant tout. La première, c'est que l'unité allemande était attendue, espérée depuis longtemps par la nation, qu'elle était dans la logique des sentiments depuis que l'Allemagne avait pris par la pensée conscience de son unité morale, et dans la logique des faits depuis qu'au nord de l'Allemagne une puissance militaire redoutable s'était formée. Mais il y a une seconde vérité qu'il faut bien retenir, c'est que si l'Allemagne aime l'unité allemande, elle n'aime point la forme qu'a prise cette unité, c'est-à-dire la domination prussienne. Presque tous les membres de l'empire allemand sont, chose inouïe, des vaincus de date récente. Or, c'est le militarisme prussien, devenu, depuis 1870, le militarisme allemand, qui a été l'instrument de cette défaite et qui la perpétue; le roi de Prusse tient toute l'Allemagne par l'armée dont il est le chef. Voilà pourquoi tous ceux, en Allemagne, qui veulent

concilier l'unité allemande avec la dignité des peuples allemands et la liberté des individus, combattent surtout le militarisme. Et M. de Bismarck a besoin, pour le maintenir, de créer, si on peut le dire, la peur permanente. Il ne faut pas oublier qu'aux élections dernières le nombre des opposants à l'empire a été plus grand que le nombre des fidèles ou des apeurés. En tête de cette opposition, qui voyons-nous? Les catholiques des États du Sud et les socialistes. On sait, du reste, pourquoi les États du Sud n'aiment point l'hégémonie militaire de la Prusse; et quant aux socialistes, qui sont un million, ils font plus qu'attaquer le militarisme: ils dénoncent sans cesse, et à la tribune même du Reichstag, l'annexion violente de l'Alsace-Lorraine comme la cause des terreurs allemandes et des dépenses monstrueuses de l'armée. Rappelons-nous que leurs chefs ont été emprisonnés au lendemain de la guerre pour avoir protesté; que, depuis, leur influence n'a fait que grandir, et que le désarmement, dont une réconciliation avec la France est une condition première, sera le premier article de la démocratie allemande.

Toute la question d'Alsace-Lorraine se ramène donc à ceci: « Avons-nous foi dans l'avenir de la démocratie française? avons-nous foi dans l'avenir de la démocratie allemande? » Si elles grandissent toutes deux, il est impossible qu'un accord n'intervienne point, pré-

cédé d'une réparation. Il ne s'agira plus entre les deux peuples d'une misérable querelle d'amour-propre : nous avons eu nos victoires, comme ils ont eu les leurs ; et ceux qui, pour humilier les succès de M. de Moltke, publient dans les feuilles allemandes les triomphes de Napoléon, ne sont pas ceux contre lesquels nous avons une revanche à prendre. Le jour où ces deux démocraties également puissantes, également civilisées, également éprises d'idéal humain, auront vu qu'en se donnant la main elles peuvent consacrer deux milliards tous les ans à l'amélioration du sort de tous, l'œuvre inique de M. de Bismarck aura croulé.

Pour préparer cet accord possible, pour hâter cet avenir entrevu, notre devoir est d'abord d'affirmer notre foi dans la démocratie allemande et dans le triomphe pacifique de la justice, ensuite de travailler avec passion au développement de la démocratie française. Travailler pour la démocratie, c'est vraiment, au sens le plus élevé du mot, travailler pour la patrie. Le désarmement simultané que le comte de Paris indique dans son manifeste est une chimère criminelle ; car le comte de Paris ne peut espérer, au moment où il étoufferait la démocratie en France, le triomphe de la démocratie allemande. Il n'entend donc pas désarmer devant la démocratie allemande ayant réparé l'injustice de M. de Bismarck, mais devant les continuateurs de M. de Bismarck continuant son injustice.

J'ai entendu dire à M. Jules Ferry un mot très juste : « Il ne faut pas faire avec l'Allemagne la politique du poing dans la poche. » Et rien, en effet, ne serait ridicule et dangereux comme de se donner l'air de préparer un mauvais coup auquel on ne songe point. Mais où M. Jules Ferry s'est trompé, et lourdement, c'est lorsque, dans une dépêche célèbre, il acceptait pour le règlement de la question franco-chinoise l'intervention de M. de Bismarck. Cela était aussi contraire à la dignité qu'à la véritable politique de la France. Nous n'avons pas à accepter de pourparlers avec les spoliateurs de la patrie. Le dialogue ne pourra recommencer que de peuple à peuple, et quand les deux nations ne seront plus séparées que par le pont de Kehl.

En réalité, il nous faut revenir à la politique extérieure de la Révolution française, j'entends à sa politique du début, avant les brigandages de Belgique et les campagnes de Bonaparte. C'est par le droit et par l'idée du droit que nous reprendrons en Europe notre place. Avec de la patience et cette clairvoyance de l'avenir, qui, pour un grand peuple, s'appelle l'espérance, nous verrons cette grande chose : l'intégrité de la patrie française dans la démocratie européenne.

Jusque là, nous devons garder les mains absolument libres. Il y a entre la France et la Russie des sympathies réciproques qui peuvent être utiles à l'une et à l'autre; c'est très bien. Mais de ces sympathies à une

« La Dépêche » du samedi 31 décembre 1887

alliance véritable il y a loin. Comme M. John Lemoine ne cesse de le répéter, on ne conçoit guère un contrat ferme entre la démocratie française et l'autocratie russe. Je dis plus, un tel contrat serait pour nous très onéreux. La Russie sait très bien que nous n'attaquons point; l'appui qu'elle nous prêterait serait purement défensif. Savons-nous au contraire si la Russie, au gré de ses intérêts propres dans les Balkans, n'attaquera point? Ainsi une alliance ferme avec la Russie aurait sans doute pour premier effet de nous apporter la guerre à l'heure que nous n'aurions point choisie et à propos de quelque Bulgare. Au moment de l'affaire Schnæbélé, la Russie, qui ne se souciait point de se commettre pour nous, disait à nos ministres : « Prenez garde, messieurs, on ne se bat pas pour un commis-saire. » — Peut-être nous serait-il permis de dire aussi : « On ne se bat point pour ou contre le prince Ferdinand. »

Done, ne cessons point de nous appartenir à nous-mêmes. L'heure viendra où la revanche des démocraties pacifiques sur les autocraties militaires sera la revanche de la France libre sur les iniquités bismarckiennes.

UN DISCOURS DE M. DE BISMARCK

« *La Dépêche* » du dimanche 12 février 1888

M. de Bismarck souhaite évidemment la paix, pour cette bonne raison qu'il n'a rien à gagner à une guerre. Nous avons pris l'habitude, quand il fait une déclaration, de dire : « Méfions-nous, il y a là-dessous un piège. » Mais il y a deux façons d'être dupe d'un homme : ou le croire sans examen, ou s'imaginer toujours qu'il nous trompe. Gambetta, dont le patriotisme était clairvoyant, indiquait à la France, il y a quelques années, combien il était absurde et dangereux de supposer toujours à M. de Bismarck une arrière-pensée, une combinaison machiavélique.

En vérité, si le chancelier voulait la guerre, qu'attendrait-il donc pour la faire ? Est-ce qu'il ne mettrait pas à profit le prestige du vieil empereur que guette la mort ? L'intérêt de l'Allemagne étant de garder la paix, elle ne pourrait déclarer la guerre que dans une heure d'impatience et d'énervement. Or, M. de Bismarck prend soin, précisément, de calmer les nerfs et de rassurer les esprits ; il s'applique à donner à la nation allemande un sentiment grandiose de sa force, qui lui

permette de supporter sans gémir le fardeau militaire aggravé, et même de se livrer avec une certaine sécurité au travail quotidien. Il coupe court à toute explosion agressive de l'Allemagne; il n'y aura plus personne dans l'empire pour lui dire, comme on lui disait avant 1870 : « Faisons la guerre pour en finir. » Par là, le discours qu'il a prononcé lundi contribue certainement, autant que peut le faire un discours, au maintien de la paix générale.

Peut-être finira-t-on par s'apercevoir que, pour avoir la paix, il ne manque à l'Europe qu'une chose : croire à la paix. L'Allemagne ne veut point attaquer. La France ne veut point attaquer non plus. L'Autriche, visiblement, ne veut point chercher querelle à la Russie : l'alliance qui l'unit à l'Allemagne est purement défensive. Quant à la Russie, sa politique est plus obscure. Elle ne dit point, et personne ne sait exactement pourquoi elle a massé des troupes en Pologne. Ni l'Autriche, ni l'Allemagne ne lui ont demandé des explications, parce que, comme dit M. de Bismarck, ces sortes d'explications s'enveniment aisément, — preuve de plus, pour le dire en passant, que les deux puissances alliées ne cherchent point une occasion de guerre. Mais il est impossible que la Russie cherche de gaieté de cœur une aventure. Son seul but saisissable est, le moment venu, de rétablir en Bulgarie, conformément au traité de Berlin, l'influence russe : or, son

droit est reconnu par l'Allemagne ; il a été proclamé, une fois de plus, par M. de Bismarck ; l'Autriche ne fait des réserves que sur l'occupation militaire de la Bulgarie. Il semble dès lors très naturel qu'une solution pacifique intervienne.

Je sais bien que l'on dit : « Mais si une grande guerre ne couve pas quelque part, à quoi bon de tout côté ces armements formidables ? » Les peuples devront se précipiter les uns sur les autres, quand ce ne serait que pour déposer, un instant après la bataille, la cuirasse de fer qui les opprime : soit, mais ils ne pourraient pas la déposer après. On ne fait pas la guerre pour se débarrasser de la guerre. Les nations ne heurteront pas leurs armures sous prétexte qu'elles sont trop lourdes. M. John Lemoine écrivait encore ce matin : « Le monde crie, étouffe sous cette panoplie. » C'est vraiment excessif. Au point de vue moral, toutes les classes de la société dans tous les pays s'accommodent du service militaire, à condition qu'il soit sensiblement égal pour tous. L'esprit de sacrifice est très grand dans l'Europe actuelle. Au point de vue matériel, ce n'est pas précisément des dépenses militaires que nous souffrons : nous souffrons d'une crise qui ne tient pas surtout à ces dépenses, puisqu'elle a désolé aussi les États-Unis et l'Angleterre, qui n'ont presque point d'armée. La vérité est qu'au milieu même de la crise, le rendement des impôts n'a fléchi dans aucun

pays, et qu'il a suffi aux peuples de l'Europe, pour développer leurs armées, d'élever légèrement les droits sur les spiritueux. Si l'activité industrielle et commerciale se ranimait, les nations porteraient leur armée comme un soldat gaillard porte son sac au commencement de l'étape.

Les armements prodigieux de l'Europe n'ont rien au fond que de naturel. La puissance du nombre s'est révélée en toute chose : en politique, avec la démocratie ; en finances, avec les emprunts publics ; en stratégie, sur les champs de bataille de 1870. Lorsque, au lendemain de la guerre, pour l'emprunt de M. Thiers, quarante-cinq milliards furent souscrits, le monde fut stupéfait. Une puissance, cachée jusque-là, d'épargne, de capital et de crédit éclatait ; et cette énorme puissance d'argent devait permettre aux États une énorme puissance d'hommes. C'est cette puissance qu'ils réalisent aujourd'hui. Aux armées intermittentes de la féodalité, l'histoire a substitué les armées permanentes et restreintes de la royauté ; à celles-ci, elle substitue maintenant les armées permanentes et nationales. Il n'y a pas là une raison de croire que la paix sera nécessairement troublée. D'autant plus qu'avec la force des États s'accroît le sentiment de leur responsabilité. Je ne sais si je me trompe, mais je crois bien que les guerres frivoles sont finies, ce qui augmente de beaucoup les chances de paix.

Quelle doit donc être l'attitude de la France? Elle doit, elle aussi, porter à son plus haut degré sa puissance défensive, être toujours prête, de fait et de cœur, comme si la guerre devait éclater demain, et, en même temps, ne point s'exagérer ces périls de guerre, et reprendre avec une confiance réfléchie son travail agricole, commercial et industriel. Voilà pour son attitude morale.

Au point de vue diplomatique, notre premier devoir est de ne nous faire aucune illusion sur l'état des alliances. J'ignore quel sera le contre-coup de la publication du traité austro-allemand sur les relations de la Russie et de la France; mais, aujourd'hui, il ne faut point se lasser de dire au pays que non seulement il n'y a pas d'alliance ferme entre la France et la Russie, mais qu'il n'y a même pas un commencement, une préparation d'alliance. En tout cas, si une entente effective se produisait, elle ne devrait avoir qu'un caractère strictement défensif. Il y a dans la politique russe des poussées obscures que nous ne connaissons pas et auxquelles nous ne pouvons pas nous associer; nous n'avons pas le droit de jeter la France dans la question bulgare. On ne traite que sur la base d'intérêts communs; or, nous n'avons qu'un intérêt commun avec la Russie: ne pas être surpris par une attaque combinée de l'Autriche et de l'Allemagne. Cette attaque est plus qu'improbable: c'est dire que l'alliance défensive de la

France et de la Russie n'aurait pas de beaucoup l'importance qu'une partie de l'opinion y attacherait un peu étourdiment.

Le premier intérêt de la politique française, c'est de rester libre, c'est de rester vraiment elle-même. Or, la politique essentielle d'une démocratie souveraine se résume en deux mots : le maintien de la paix, l'affirmation du droit. Lorsque j'ai indiqué ici même que nous devons attendre les réparations nécessaires du développement de la démocratie, c'est-à-dire de l'idée de justice en Europe, quelques-uns m'ont dit que je nourrissais une chimère. J'en ai causé avec des hommes clairvoyants : ils m'ont dit qu'assurément du triomphe de la démocratie en Europe sortirait la reconnaissance pacifique de notre droit ; mais que bien des réactions étaient à craindre encore, aussi bien en France qu'au dehors. C'est possible, et voilà pourquoi je considère que le premier devoir du patriotisme est de prévenir ces réactions. Or, nous les encourageons et nous les fortifions au dehors par une attitude incertaine qui paraît cacher des arrière-pensées d'agression que nous n'avons pas. Le jour où tout soupçon d'une guerre franco-allemande se serait évanoui, l'autocratie bismarckienne serait en baisse, la démocratie allemande serait en hausse. En France même, le meilleur moyen de prévenir les réactions, c'est d'ouvrir devant le travail de longues perspectives de paix. Je sais bien

qu'il est assez agréable de sonner du clairon : cela vous donne un air brave ; mais il vaut mieux réserver son souffle pour l'heure du danger et, en attendant, dire la vérité, qui est que le maintien de la paix est notre premier devoir. Avez-vous remarqué que, dans ces grandes questions internationales, depuis plusieurs années, notre tribune est muette ? Dans un pays d'autocratie, comme l'Allemagne, le ministre des affaires étrangères raconte tout haut sa diplomatie. Le nôtre, délégué d'une nation souveraine, se tait. Pourquoi ? C'est que, d'une part, le gouvernement français ne pourrait dire sans crime et sans scandale : « Nous abandonnons l'Alsace et la Lorraine », et que, d'autre part, il ne pourrait dire, sans provoquer une guerre immédiate : « Nous voulons les ressaisir. »

Un jour viendra pourtant où, tout le monde ayant parlé en Europe, il faudra bien que notre pays parle à son tour, qu'il montre à tous le fond de son âme généreuse et sage. Je voudrais que, ce jour-là, notre gouvernement pût dire avec l'assentiment de la nation : « Nous sommes un pays de démocratie, c'est-à-dire de paix, de travail et de justice. Nous n'avons pas oublié que la force, dans une année terrible pour nous, a triomphé du droit ; mais la plus grande revanche du droit sera qu'il triomphe à son tour sans le concours de la force. Prêts à faire face à tous les périls et à sup-

« La Dépêche » du dimanche 12 février 1888

porter toutes les charges, nous n'attendons pourtant la réparation que du développement de l'idée de justice dans la conscience européenne. »

Un pareil langage ne pourra être tenu que lorsqu'on sentira dans notre nation la sérénité de la force, la certitude de l'avenir, l'espérance joyeuse d'un peuple libre, ayant déjà cueilli pour lui-même dans l'ordre intérieur les premiers fruits de justice, et devenu ainsi pour les démocraties environnantes une tentation. C'est pourquoi, encore une fois, nous résumons dans la République féconde et pacifique nos fiertés de citoyens et nos espérances de patriotes.

LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE EN EUROPE

« *La Dépêche* » du jeudi 9 janvier 1890

Bien loin que la situation extérieure de la France lui interdise les grandes ambitions intérieures, je veux dire les grandes réformes démocratiques et sociales, elle les lui conseille, ou plutôt elle les lui commande. Nous subissons la paix armée. La France ne peut pas renoncer à l'Alsace-Lorraine : car, quand bien même son cœur diminué oublierait les enfants perdus, quand elle serait tentée de désertier sa propre cause, elle ne pourrait pas désertier la cause du droit universel. La France, d'autre part, ne peut pas attaquer ; elle n'a pas le droit de jouer spontanément son existence dans une guerre offensive : elle n'aurait pas, dans cette guerre, la certitude passionnée de vaincre que lui donnerait, si elle était attaquée, le soulèvement terrible de tous ses enfants ; elle n'aurait pas avec elle la sympathie du monde, troublé par elle.

Enfin — pourquoi ne le dirais-je pas ? — il y a en Allemagne même, à Berlin même, des hommes qui ont protesté et qui protestent tous les jours contre l'annexion criminelle et funeste de l'Alsace-Lorraine : ce

sont les socialistes. Leurs chefs ont subi la prison pour avoir flétri le spoliateur ; ils ont eu les mêmes geôliers que nos soldats captifs ; ils continuent, à travers toutes les lois d'exception, leur propagande : un million de travailleurs allemands sont avec eux. Si, en déclarant la guerre, nous obligeons ces hommes ou à trahir leur patrie ou à tirer sur nos soldats, nous commettrions une grande faute et peut-être plus qu'une faute.

Sommes-nous donc condamnés à une attente armée éternelle et sans issue ? Non : car nous pouvons, par la plénitude de la justice sociale, faire la France si grande, et réellement et aux yeux des peuples, que, dans la pensée et la volonté des peuples, ses revendications légitimes pèsent plus que la force décroissante des autocrates et des conquérants. La vraie politique étrangère de la France, c'est une politique de démocratie hardie, fraternelle : pas d'autre intervention que l'exemple, mais celui-ci haut et lumineux comme un signal en mer.

Notre politique nous est commandée par celle de la triple alliance. Est-ce que celle-ci est simplement une association de défense nationale ? C'est aussi, et au moins autant, une association de défense dynastique. La maison de Savoie y cherche un appui contre l'esprit républicain ; les Habsbourg ont peur, s'ils ne sont adossés à l'Allemagne, d'être emportés dans le réveil des nationalités ; et la dynastie allemande elle-même

sent que, fondée sur la victoire, elle sombrerait dans la défaite ou même dans un succès douteux. L'hostilité de la triple alliance à l'Exposition vient de là : elle y voyait non seulement le relèvement de la France, mais un rayonnement dangereux de démocratie et de liberté. Malgré la différence des temps et des situations, la triple alliance est, à certains égards, un fragment de la Sainte-Alliance. Et si la Russie n'y est plus, c'est peut-être (avec d'autres raisons) parce que, si ses souverains semblent plus menacés que les autres dans leur personne, ils le sont beaucoup moins dans leur pouvoir. La France blesserait donc au cœur l'autocratie européenne en donnant aux peuples, par un effort grandissant vers la justice, le sentiment du bien que peut faire aux hommes la liberté républicaine.

Les peuples de l'Europe ne se sont jamais mieux prêtés à un pareil enseignement. Il y a comme un ébranlement universel des masses. Je ne parle pas de la démocratie italienne qui, dévoyée par quelques-uns de ses anciens chefs, comme Crispi, s'inquiète, mais ne s'est pas ressaisie. Mais, en Belgique, l'accord du parti libéral pour obtenir le suffrage universel, l'indignation soulevée par la complicité démontrée du ministère conservateur et de l'agent provocateur Pourbaix, la continuité et l'intensité de l'agitation ouvrière, tout prépare et annonce l'avènement de la démocratie sociale ; les solutions réalisées en France auraient là

un contre-coup immédiat, et la démocratie belge serait, en un sens, le prolongement autonome de la démocratie française. — En Angleterre, M. Gladstone propose, pour délivrer l'Irlande des landlords, un système de rachat des terres qui est une des combinaisons financières les plus vastes et probablement la combinaison politique la plus hardie de notre siècle; très combattu, M. Gladstone s'écrie : « J'ai pour moi les masses, et contre moi les classes; or, toutes les fois qu'il s'agit de justice et de raison, ce sont les classes qui ont tort, et les masses qui ont raison » : paroles qui, en France, seraient démagogiques, et qui, en Angleterre, sont presque révolutionnaires. En même temps, les combats d'avant-garde entre le capital et le travail se multiplient sur les bords de la Tamise; l'ouvrier Burns, très équilibré et très hardi, acquiert peu à peu, dans les masses, popularité, autorité. Enfin, voici le fait décisif que révèlent les statistiques récentes fondées sur les éléments de l'income-tax : l'industrie anonyme est décidément maîtresse du terrain en Angleterre; les métiers et les professions exercés par des individus représentent une valeur de 13 milliards, les sociétés anonymes possèdent un capital de 17 milliards, et, si l'on ajoute à ces sociétés les compagnies de chemins de fer qui ont un domaine de 25 milliards, les usines à gaz, les canaux, les mines, les docks, on voit qu'en Angleterre l'industrie anonyme

est quatre fois plus puissante que l'industrie personnelle, c'est-à-dire que l'Angleterre est au bout de la dernière étape du mouvement capitaliste. Il y a eu d'abord substitution de la grande industrie personnelle à la petite industrie et, ensuite, depuis un demi-siècle, malgré les prédictions de Stuart Mill, qui, dans son traité d'économie politique, ne croit pas au développement des sociétés par actions, il y a eu substitution de la grande industrie anonyme à la grande industrie personnelle; si bien que l'activité économique, qui était d'abord gouvernée par un grand nombre d'hommes, apparaît maintenant aux masses anglaises comme dirigée et possédée par un personnage unique et étrange qu'on appelle le capital. — En Allemagne, voici les traits dominants : le parti socialiste, bien loin de décliner, est en progrès; il va s'affirmer aux prochaines élections, en ayant un candidat dans 270 circonscriptions; les lois d'assistance ouvrière, votées ou préparées sous l'inspiration de M. de Bismarck, n'ont point désarmé les travailleurs: ils n'en sont point dupes, et ils voient bien qu'elles sont combinées de façon à supprimer leur indépendance sans augmenter sensiblement leur bien-être; le protectionnisme agricole, joint à la pauvreté naturelle du sol, a fait, en plusieurs provinces, hausser d'une façon presque désastreuse les denrées nécessaires à la vie: ce ne sont pas seulement les orateurs progressistes, ce sont des

orateurs du parti national-libéral, apprivoisé par M. de Bismarck, qui signalaient récemment au Reichstag la détresse des populations; enfin, la puissante organisation ouvrière des bassins houillers a montré au militarisme allemand qu'il faudrait compter avec la force des travailleurs.

Je ne prétends pas, remarquez-le bien, que tous ces germes répandus de droit démocratique et de justice sociale puissent se développer aisément: voyant les obstacles qui s'opposent, en France même, dans une démocratie républicaine, au droit humain, je mesure fort bien les obstacles qui se dressent ailleurs. Mais je dis que, dans l'état actuel des masses européennes, la commotion d'un grand exemple servirait beaucoup à l'émancipation générale des nations. Le peuple qui, le premier, saurait résoudre le problème social, replacer la propriété sur sa véritable base qui est le travail, aider le paysan dans l'acquisition de la terre, et constituer à l'ouvrier de l'usine des droits certains, une action certaine, équivalent de la propriété, ce peuple-là serait pour les autres peuples, qui cherchent à tâtons sous les tyrannies, une lumière et une force. Il serait bientôt, par conséquent, le premier parmi les peuples.

Or, si notre patriotisme républicain ne nous égare pas, la France libre peut seule aujourd'hui prétendre à ce rôle. Les États-Unis sont trop loin; puis, une immigration énorme, chinoise et européenne, charrie

en eux des éléments qu'ils ne peuvent plus épurer et organiser ; de plus, l'État américain est à la merci des dollars : il n'est pas protégé comme l'État français contre tous les excès de la corruption officielle par une longue histoire glorieuse et chevaleresque ; il est visiblement livré aujourd'hui à la réaction capitaliste et au dévergondage financier. — En Angleterre, le vieux libéralisme semble bien près de se jeter dans la démocratie sociale ; mais les Anglais sauront-ils passer sans interruption politique, sans crise nationale, du libéralisme parlementaire à la démocratie socialiste ?

La France est toute prête. Elle a conquis cette forme définitive de la démocratie qu'on appelle la République ; son esprit logique la mènera nécessairement jusqu'au bout de l'idée de justice ; enfin, elle est préparée par toute son histoire à confondre sa vie nationale avec la vie du monde, et à élargir son œuvre propre de justice dans l'ampleur de la justice universelle. Que la France républicaine veuille donc ; qu'elle ait conscience de sa force, de sa grandeur, de son intérêt ; qu'elle permette à ceux de ses enfants qui ont foi en elle de dire à tous, aux indifférents et aux railleurs, toute leur espérance. Quand elle aura fait tomber ainsi toutes les géôles européennes, l'Alsace et la Lorraine s'évaderont vers elle et se retrouveront dans ses bras.

NOS CAMARADES LES SOCIALISTES ALLEMANDS

« *La Dépêche* » du mardi 25 février 1890

Les élections de jeudi au Reichstag n'intéressent pas seulement la politique intérieure de l'Allemagne et la politique étrangère de la France; elles contiennent aussi pour notre politique intérieure, à nous, d'utiles enseignements.

Lorsque nous disons que le moyen le plus sûr de faire échec à l'autocratie prussienne et de préparer la revanche de notre pays en Europe, c'est de donner à l'Europe et à l'Allemagne en particulier un ébranlement de démocratie par le développement hardi de la démocratie française, on nous accuse volontiers d'être des rêveurs. Les politiques abondent aujourd'hui, qui font consister toute la sagesse à crier : Sus aux rêveurs ! Or, il paraît bien que les prétendus rêveurs, parce qu'ils regardent au delà de l'heure présente, sont bien souvent ceux qui voient le plus clair. Qui aurait dit, il y a vingt ans, au lendemain de la guerre de 1870, que deux cents candidats socialistes se répandraient dans les circonscriptions électorales de l'empire allemand ; que tous ou presque tous, sous des formes différentes,

diraient que le grand mal dont souffre l'Allemagne c'est l'annexion brutale de l'Alsace-Lorraine, que les ouvriers français sont les frères des ouvriers allemands, que le véritable ennemi c'est le privilège capitaliste et la féodalité militaire, et qu'il faut, du même coup, émanciper tous les prolétaires et réconcilier toutes les nations par la justice? Qui eût dit, surtout, que ces hardis parleurs recueilleraient, dans l'empire allemand militarisé, plus d'un million de suffrages? Et n'y a-t-il pas quelque chose de saisissant à voir qu'à Strasbourg il n'y a eu d'autre candidat de la protestation française qu'un ouvrier saxon du nom de Bebel?

Il est certain que, sans le voisinage de la France républicaine, le mouvement socialiste ne se fût pas développé en Allemagne comme il l'a fait. Si les ouvriers français n'étaient pas libres, s'ils ne pouvaient pas se syndiquer, s'associer, s'ils étaient toujours sous la surveillance et sous la main de la police, les ouvriers socialistes allemands auraient moins de cœur à lutter contre les lois d'exception qui les oppriment; il s'établirait d'un pays à l'autre une communication et comme un niveau de servitude. Si la grandeur pacifique de l'Exposition universelle n'avait éclaté à tous les esprits, le caporalisme féodal serait moins odieux aux ouvriers de l'Allemagne; si la France, à l'occasion de l'Exposition, n'avait pas accueilli le congrès international des ouvriers, qui a rédigé, cent ans après 89, les cahiers du

prolétariat, les délégués allemands n'auraient pas pu y réchauffer leurs espérances de liberté et de droit. On peut donc dire que, par la seule action de sa politique intérieure, par la seule existence de la République et des libertés républicaines, la France est de moitié dans ces élections qui, affaiblissant l'autocratie prussienne, préparent un régime d'équité et de paix entre les nations.

Or, jusq'ici, nous nous sommes bornés à résoudre le problème politique dans le sens de la liberté ; que sera-ce donc le jour où nous résoudrons le problème social dans le sens du droit ? Si la France, par des mesures hardies, émancipait et organisait le travail, elle exercerait sur la démocratie européenne une action incalculable qui tournerait à la grandeur de notre pays. Quand les timides ou, comme ils s'appellent à tort, les modérés, nous prient, au nom du patriotisme et en invoquant les périls extérieurs qui enveloppent la France, de renoncer aux grandes ambitions réformatrices, d'ajourner le rêve de justice, ils commettent, croyons-nous, une erreur absolue ; car ce qui peut le mieux conjurer les périls extérieurs et restituer à la France toute sa place dans le monde, c'est justement une politique hardie qui aille au cœur de la démocratie européenne. Croyez-vous, oui ou non, qu'il y ait intérêt, pour la solidité de la paix et pour la grandeur française, à renforcer la démocratie allemande ? Et

croyez-vous que la force de cette démocratie ne sera pas décuplée par un exemple éclatant de justice sociale donné par notre pays ? Ah ! si une pareille conviction pouvait entrer dans tous les esprits, l'œuvre de réformation sociale serait bien près d'aboutir : car les sacrifices que les classes dirigeantes et possédantes peuvent refuser à l'idée abstraite du droit, elles ne les refuseraient pas à l'intérêt évident de la patrie.

Les élections allemandes contiennent, en outre, à l'adresse des socialistes français qui se sont laissé égarer dans le boulangisme, une frappante leçon. Les travailleurs allemands viennent d'être soumis aux plus séduisantes avances du pouvoir personnel : ils ont résisté. Un empereur jeune, tout puissant, semblait aller vers eux ; il ne leur apportait pas de simples paroles, il donnait des gages, il convoquait avec éclat les grandes puissances de l'Europe pour réduire à une durée supportable la journée de travail, pour fixer un minimum de salaire, pour organiser la représentation industrielle des ouvriers. Les ouvriers allemands n'ont pas perdu une minute à discuter ces avances ; ils ne se sont pas détournés de leur chemin : ils ont le sentiment que, même avec de bonnes intentions, le pouvoir personnel, féodal et militaire, ne peut rien pour eux, que le bien-être ne sortira pour eux que de la paix entre les nations et de l'équité entre les hommes, et qu'il n'y a ni paix, ni justice possibles sans liberté.

« La Dépêche » du mardi 25 février 1890

C'est là une conception très ferme et très haute, et ceux d'entre les travailleurs français qui se sont livrés un moment à l'illusion d'une dictature bienfaisante reçoivent là un utile avertissement.

Enfin, ce qui a frappé tous les observateurs pendant la période électorale, c'est l'application des orateurs socialistes à instruire à fond le peuple de leur doctrine ; c'est aussi l'empressement du peuple à s'instruire du fond des choses. Les hommes politiques les plus militants ne craignent pas de passer pour des théoriciens, pour des doctrinaires, pour des pédants ; ils sont pénétrés de la pensée de Marx, de Lassalle, et ils veulent la communiquer tout entière à leurs adhérents. Le socialisme allemand n'est donc pas une coalition vague de mécontentements et d'appétits ; il représente une doctrine, une idée, et cette idée descend dans les foules. Ce qui fait la force de la nouvelle démocratie allemande, c'est la précision des idées générales. Si le socialisme français veut aboutir, il faut qu'il entreprenne partout et sans relâche l'éducation des masses populaires. La bourgeoisie française, celle même qui est instruite et qui lit, est, à l'égard de la doctrine socialiste, d'une ignorance extraordinaire, et cette doctrine n'existe guère dans le peuple qu'à l'état d'aspiration vague ou de formule vide. Le premier service que les socialistes français doivent rendre à leur idée, c'est de la bien faire connaître.

LA CONFÉRENCE DE BERLIN

« *La Dépêche* » du jeudi 6 mars 1890

Au moment où la France républicaine se livrait tout entière aux questions qu'on appelle pratiques, elle est brusquement tirée de son sommeil par une question du dehors. Un jeune empereur s'avise brusquement de poser devant l'Europe la question sociale; il convoque les grandes puissances à Berlin. La France ira-t-elle à Berlin? n'ira-t-elle pas à Berlin? Le gouvernement dit oui, — et, à mon sens, il ne pouvait pas, il ne devait pas dire non; mais, soudain, il y a dans le pays tout entier une sorte de malaise; et d'où vient ce malaise?

Ah! certes, la France pouvait aller à Berlin grandement, fièrement, non pas en vaincue, mais en victorieuse: à une condition, c'était d'apporter là-bas, c'était de dresser, contre le faux socialisme de l'autocratie prussienne, le socialisme immense, vrai, humain, qui est contenu dans la Révolution française. Elle pouvait dire au César allemand: « Vous voulez réduire partout également dans la grande industrie la durée du travail, c'est bien; mais nous, nous laissons aux

ouvriers la liberté de s'associer, de se syndiquer ; et ils pourront, quand ils auront obtenu la réduction des heures de travail, défendre leurs salaires. Quelle garantie avons-nous que vos ouvriers pourront défendre les leurs et que nous ne serons pas dupes ? Les ouvriers allemands sont soumis, sous le nom de socialistes, à un régime d'exception. Il faut qu'au préalable le régime d'exception disparaisse. Il ne pourra y avoir entre tous les ouvriers de l'Europe une certaine communauté de régime social que s'il y a en même temps une certaine égalité de conditions politiques. Vous voulez que les nations cessent, par une concurrence effrénée, d'empirer sans cesse la situation des travailleurs ; vous voulez que, d'un bout à l'autre du travail européen, il s'établisse un certain équilibre normal et humain des salaires ? Eh bien ! soit. Mais pour cela, il faut que, d'un bout à l'autre de l'Europe, les travailleurs puissent s'entendre, se fédérer. Nous avons accueilli l'année dernière, à Paris, un Congrès ouvrier international ; nous sommes prêts à abolir les lois rétrogrades de 1871 contre l'Internationale ; êtes-vous prêts à en faire autant ? » — Ah ! si la France était allée à Berlin tenir ce langage, elle eût pris la tête du mouvement d'espérance et de justice qui travaille les sociétés ; elle eût retrouvé l'universalité d'action que lui avait donnée un moment la Révolution française ; cette Révolution eût été en quelque sorte présente une fois de plus à Berlin même,

avec toute son âme, avec tous ses souvenirs ; et l'ombre de nos défaites se fût évanouie dans l'éclat renouvelé des grandes victoires révolutionnaires gagnées pour le droit et par lui.

Mais quoi ! pouvons-nous tenir au dehors le langage hardi et glorieux de justice sociale et d'espérance humaine, quand, chez nous, nous le traitons comme une dangereuse chimère ? Vous proposiez l'autre jour, mon pauvre Charles Laurent, d'envoyer à Berlin Benoît Malon, pour représenter le socialisme national, Clemenceau, pour affirmer le lien nécessaire des revendications politiques et des revendications sociales, et M. de Mun, pour attester que l'esprit de fraternité chrétienne aboutit aux mêmes solutions que le droit humain. C'est parfait, et je vois bien que nous sommes encore une demi-douzaine de songe-creux. Mais les délégués allemands auraient dit à M. Malon : « Pourquoi nous apportez-vous ici votre socialisme, pourquoi nous apportez-vous le socialisme inspiré de Marx et de Lassalle ? Il est chez vous dénoncé tous les jours, par les républicains eux-mêmes, comme une aberration et un péril. » — Ils auraient dit à M. de Mun : « Tâchez donc d'amener à vous le parti conservateur de France, qui vous résiste et vous redoute, avant de venir prêcher chez nous l'Évangile du socialisme chrétien. » — Et ils auraient dit à M. Clemenceau : « Quoi ! le parti radical lui-même, en France, ajourne ou même abandonne les

problèmes purement politiques, la revision de la Constitution, l'organisation démocratique des pouvoirs, et vous venez nous dire, en Allemagne, qu'il n'y a pas d'amélioration sociale possible sans des réformes politiques? Messieurs, vous ne travaillez donc que pour l'exportation?»

Et voilà bien, en effet, où nous sommes réduits, par la médiocrité d'esprit et d'âme de la politique dite pratique, par l'abaissement systématique de toutes les questions. Ou bien nous irons soutenir à Berlin une politique généreuse et grande, et on nous dira : « Ce n'est pas la vôtre. » Ou bien nous nous bornerons à exposer à Berlin la politique sans idéal et sans foi qui, depuis quelque temps, est la nôtre, et son humiliante nullité éclatera à tous les yeux. Cela vous inquiète que la France doive être représentée à Berlin par quelques plats économistes ; mais enfin, c'est bien à eux à porter la parole au dehors, puisque c'est eux, en somme, qu'on écoute au dedans.

Je me rappelle qu'à l'École normale M. Courcelle-Seneuil nous faisait un cours d'économie politique, et il nous apprenait les axiomes de la grande science : « De deux terrains également fertiles, le mieux cultivé est celui qui produit le plus. » Voilà au moins qui n'était pas chimérique. C'était pratique, cela : j'espère bien que M. Courcelle-Seneuil renouvellera à Berlin cette affirmation, et démontrera aux Alle-

LA CONFÉRENCE DE BERLIN

mands que nous ne sommes pas aussi légers qu'ils le supposent. Mais les députés qui s'offusquent, je ne les comprends pas. Il est impossible de faire grand au dehors et petit au dedans. Vous avez désappris à la France le rêve comme dangereux, la poésie comme surannée ; vous l'avez dégoûtée de la pensée comme irritante et vaine ; brusquement elle reçoit une invitation du dehors ; il faut qu'elle parle sur la scène du monde, sous les yeux des gouvernements railleurs et des peuples attentifs qui se demandent si la grande France va reparaître, et vous avez peur que la France ne soit bien vulgaire, bien commune. Franchement, à qui la faute ?

FRANCE ET RUSSIE

« *La Dépêche* » du jeudi 6 août 1891

On savait bien, depuis quelques années, qu'il y avait entre la France et la Russie sympathie de race, et même que la diplomatie française et la diplomatie russe marchaient habituellement d'accord. Mais il subsistait dans nos relations avec la Russie quelque chose d'équivoque, et même d'irritant pour nous. Il semblait que la France faisait toutes les avances, et que la Russie n'y répondait qu'à moitié, avec une sorte de réserve hautaine. Peut-être la monarchie du tsar craignait-elle d'entrer ouvertement en amitié avec la République française. Cette situation n'était pas digne de la France, car, quelles qu'aient été ses infortunes, elle ne peut, elle ne doit entrer dans un système d'alliances qu'avec une égalité absolue et sans rien désavouer d'elle-même. Dans un pays libre, le gouvernement du pays, c'est le pays lui-même : en France, la République, c'est encore la France, et aucune monarchie ne peut être l'alliée de la France, si elle ne fait en même temps accueil cordial à la République.

Le tsar de Russie l'a compris : il a vu que la Répu-

blique durait depuis vingt ans, que ses adversaires les plus ardents capitulaient, qu'elle avait résisté à toutes les entreprises et à tous les entraînements, qu'elle était décidément le gouvernement légal, ou mieux, qu'elle était le gouvernement national, que désormais la France et la République française étaient deux termes synonymes dans l'histoire,—et c'est au son de *la Marseillaise* qu'il a accueilli l'escadre française, c'est avec une cordialité empressée qu'il a télégraphié à M. Carnot, président de la République. Chose étrange ! la monarchie de Juillet n'a jamais été reconnue officiellement par les tsars de Russie, l'Empire a été en guerre avec eux, et la République française, que nos monarchistes condamnaient tous les jours à l'isolement éternel, est reconnue, non seulement de fait, mais de cœur, par le chef de l'empire russe, comme l'expression même de la France. C'est que la République, au lieu de gaspiller, dans les guerres dynastiques, les forces de la patrie, les a ménagées et accrues par la seule défense de l'intégrité nationale et de l'honneur national. N'ayant d'autre intérêt que celui de la France, elle a désormais dans le monde, aux yeux de tous, la grandeur inviolable et sacrée de la France elle-même. Voilà pourquoi les fêtes de Cronstadt ont été si belles et si émouvantes. Entre les cœurs français et russes, aucun malentendu ne subsistait, aucune réserve : la France, en saluant le drapeau de la Russie,

n'abaissait pas le sien, et la fierté républicaine ne s'humiliait pas devant la loyauté monarchique. L'Europe a compris que la Russie accueillait la France tout entière, et que les deux nations, s'acceptant ainsi pleinement l'une l'autre, constituaient tout à coup une force incomparable.

Cette manifestation de Cronstadt aura des effets décisifs pour nous à l'intérieur et à l'extérieur. A l'intérieur, quel prétexte reste-t-il aux conservateurs de bonne foi pour refuser leur adhésion définitive à la France républicaine ? Ils reprochaient à la République, par préjugé ou par calcul, d'avoir isolé ou abaissé la France. Qu'ils comparent maintenant l'état où la dernière des monarchies françaises, l'Empire, a laissé la France, et la situation morale que vingt années de liberté républicaine et de sagesse patriotique ont donnée à notre pays dans le monde ; qu'ils relisent leurs diatribes d'hier, et qu'ils se disent dans leur conscience de quel côté étaient la vérité et le clairvoyant amour de la patrie. Après la formation timide d'une droite constitutionnelle, après l'évolution commençante du clergé, après les polémiques entre catholiques et royalistes qui dissolvent le vieux parti réactionnaire, la manifestation triomphale de Cronstadt va achever en France la déroute de l'idée monarchique. Et, par un de ces paradoxes de l'histoire qui déconcertent les formules étroites et routinières

des partis, le tsar de Russie aura contribué à rallier à la République française les monarchistes attardés.

A l'extérieur, les sympathies éclatantes et réciproques de la Russie et de la France contribueront au maintien de la paix européenne de deux façons : d'abord, la triple alliance hésitera beaucoup plus à attaquer la France et la Russie amies ; en second lieu, il y aurait eu pour nous un péril dans l'alliance russe, si elle avait été en quelque sorte quémandée par nous, si nous étions pour la Russie, non pas des amis, mais des solliciteurs et des clients. Nous aurions été dans la dépendance de la Russie ; or, nous savons bien, nous, quelle est notre politique extérieure ; nous savons bien que nous ne voulons attaquer personne ; au contraire, les complications séculaires de la politique russe en Orient peuvent ouvrir brusquement des conflits où nous serions entraînés. Il importait donc beaucoup que le rapprochement qui s'est fait vint de la Russie au moins autant que de la France, que la France pût donner, elle aussi, des conseils, et qu'une égalité et une cordialité absolues entre les deux gouvernements prévint toutes les aventures possibles. Donc, la situation défensive de la France n'a jamais été mieux assurée qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Mais la France commettrait une erreur grave si elle se bornait à cela. Il est bon qu'elle soit protégée par une amitié loyale contre les surprises de la triple

alliance, contre le mauvais vouloir sournois de l'Angleterre. Mais la France peut davantage : elle peut dissoudre la triple alliance elle-même, par l'exemple d'une politique démocratique et généreuse donnée de haut à tous les peuples. Il n'y a aucune ressemblance entre la monarchie russe et les monarchies de la triple alliance : la Russie est encore dans cette période historique où la monarchie, sauf quelques erreurs réparables, se confond avec la nation elle-même ; elle est le résumé de ses instincts les plus profonds, elle est l'instrument nécessaire de son action, elle est l'âme même du peuple. Au contraire, en Autriche-Hongrie, en Italie, en Allemagne, il y a peu à peu, entre les monarchies et la nation, un malentendu grandissant. Là, et à l'abri du régime parlementaire, la démocratie se développe, et la démocratie pacifique et socialiste est à la veille d'entrer en conflit avec les monarchies militaires appuyées sur les classes privilégiées. Si nous, républicains français, nous savons conduire et mener à bien, chez nous, sans le violenter, l'immense mouvement socialiste qui travaille l'Europe, nous donnerons à la démocratie européenne une force devant laquelle les monarchies de la triple alliance, y compris la monarchie de Guillaume II, capituleront bientôt. Ainsi nous aurons assuré la paix par la suppression des puissances de haine qui sont dans le monde.

A côté des monarques comme le roi de Suède et le tsar de Russie, qui font bon accueil à la République française parce qu'elle est la figure de la France, il y a les peuples, qui voient dans la République française le premier signal de l'affranchissement universel. *La Marseillaise*, qui en Russie signifie amitié, en Italie, en Autriche, en Allemagne, signifie liberté. J'ai appris, par des renseignements directs de l'escadre, un incident bien curieux qui s'est produit à Stockholm. Pendant que les officiers français étaient reçus au palais du roi, les matelots étaient entraînés dans un meeting socialiste, et comme ils ne sont pas de leur naturel très diplomates, ils criaient à la fin du meeting avec les démocrates suédois : « Vive la République suédoise ! » — Il ne s'agit pas du tout de cela, et nous n'avons pas à faire chez les autres une propagande politique que nous ne tolérerions pas chez nous ; mais si la France réalise chez elle la pleine justice par l'avènement économique de la démocratie et l'organisation fraternelle du travail, elle aura été une fois de plus pour les peuples la libératrice bien-aimée. Nous savons bien, nous, socialistes, quelle est la hauteur de notre idéal, aussi bien de notre idéal patriotique et français que de notre idéal humain.

LA FRANCE ET LE SOCIALISME

« *La Dépêche* » du mardi 3 janvier 1893

Qu'on me permette, en dehors de toute préoccupation électorale et de toute polémique personnelle, de répondre à une des accusations dirigées contre le socialisme, et qui serait mortelle si elle était fondée. On lui reproche d'oublier ou même de sacrifier les intérêts et les droits de la patrie française. Et cela, parce qu'il cherche à réaliser l'union internationale des travailleurs contre les guerres folles de dynastie ou de race, contre les iniquités sociales, contre toutes les oppressions. Discutons sans passion, et expliquons-nous là-dessus une fois de plus.

Si nous, socialistes français, nous étions indifférents à l'honneur, à la sécurité, à la prospérité de la France, ce n'est pas seulement un crime contre la patrie que nous commettrions, mais un crime contre l'humanité. Car la France, et une France libre, grande et forte, est nécessaire à l'humanité. C'est en France que la démocratie est parvenue à sa forme la plus logique, la République ; et, si la France baissait, la réaction monterait dans le monde. C'est en France, dans le pays de la

Révolution, que le retour des tyrannies féodales ou cléricales est le plus difficile : la Belgique peut être livrée pendant des années au cléralisme ; le piétisme prussien peut essayer de s'imposer de nouveau à l'Allemagne ; la France est libre jusque dans le fond de son esprit, et l'éducation rationnelle de la nation française achève cette liberté. Donc, toute diminution de la France serait une diminution de la pensée libre.

D'où vient donc qu'on essaie d'imputer à l'ensemble de notre parti une attitude aussi absurde et aussi coupable ? Est-ce qu'on ne peut pas préparer le groupement international des travailleurs sans oublier la patrie ? Mais la Révolution française a été tout à la fois internationaliste et patriote. Elle voulait que les victoires de la France fussent des victoires de l'humanité. Elle repoussait et abattait les tyrans, mais pour préparer l'union cordiale des peuples. Elle faisait appel, dans tous les pays où elle combattait, à tous ceux qui souffraient des tyrannies féodales et cléricales, et elle leur disait : « Venez à moi, nous sommes frères ! Plus de guerres de conquêtes ! Plus de haines de races ! Mais un groupement de peuples libres, se respectant les uns les autres, et travaillant d'un commun effort à l'extirpation des préjugés, à la grandeur de l'humanité unie. » — Et je demande si ce noble internationalisme de la Révolution française l'a empêchée de défendre le sol sacré du pays et de se dresser à toutes les frontières, le

fusil au poing et le grand éclair de *la Marseillaise* dans les yeux.

Et nous aussi, socialistes français, nous voulons préparer l'union de tous les travailleurs du monde, pour protéger et émanciper le travail, pour l'acheminer à la conquête progressive du capital industriel. Nous le voulons, parce que les grands mouvements économiques et sociaux ne peuvent s'accomplir sans péril dans l'intérieur d'un seul pays, parce que la journée de huit heures, par exemple, doit être réalisée à peu près en même temps dans tous les grands pays industriels, parce qu'un peuple qui marche vers l'avenir ne doit pas s'isoler de l'humanité. Mais en même temps, si notre pays était menacé par une coalition de despotes ou par l'emportement brutal d'un peuple cupide, nous serions des premiers à la frontière pour défendre la France dont le sang coule dans nos veines et dont le fier génie est ce qu'il y a de meilleur en nous. Qu'on cesse donc d'opposer internationalisme et patriotisme, car, dans les esprits un peu étendus et dans les consciences un peu hautes, ces deux choses se concilient.

Mais on essaie, et c'est ici que la perfidie s'aggrave, d'exploiter contre nous les susceptibilités douloureuses de la défaite, et, parce que les socialistes français ont tendu la main, en plusieurs congrès, aux socialistes allemands, on nous calomnie. Certes, ces susceptibi-

lités, nous n'avons pas de peine à les comprendre et, quand il ne s'y mêle pas la comédie électorale, à les respecter. Berryer s'écriait un jour : « Je me suis, en quelque sorte, éveillé au monde aux cris de gloire du premier Empire. » Les hommes de ma génération peuvent dire : « Nous nous sommes éveillés au monde aux cris de douleur de la patrie envahie. » Mais, ô prodige de mauvaise foi, on oublie de dire que les deux socialistes allemands auxquels le socialisme français a tendu la main n'ont pas été les complices de cette grande iniquité, de cette odieuse mutilation d'un peuple. On oublie de dire qu'ils ont protesté, en 1871, à la tribune allemande, contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine. On oublie de dire que le gouvernement de la Défense nationale les a félicités officiellement; qu'à la suite de cette démarche, ils ont été condamnés par les juges prussiens comme coupables de trahison, et qu'ils ont été internés pendant deux ans dans une forteresse allemande pour avoir défendu contre l'insolence des casques à pointe le droit de la France vaincue. On oublie de dire qu'ils ont lutté contre Bismarck pied à pied et que ce sont eux qui l'ont abattu. On oublie de dire que l'un d'eux était, il y a trois ans, à Strasbourg, le candidat de la protestation française. On oublie de dire que, en ce moment même, les socialistes allemands font opposition au projet de loi présenté par Guillaume et de Caprivi pour accroître l'armée allemande; que la

« *La Dépêche* » du lundi 15 mai 1893

dissolution du Reichstag est prochaine, et que de ces crises sortira la ruine du militarisme allemand.

On oublie tout cela, — ou on fait semblant de l'oublier, — et on préfère nous calomnier. Laissons passer ces choses basses. Nous ferons seulement une question : Le gouvernement français a envoyé des délégués officiels à la conférence internationale de Berlin pour délibérer sur les questions du travail avec Bismarck, qui a volé nos provinces, avec Guillaume II, qui les détient : les travailleurs français ne peuvent-ils pas, sans être outragés, délibérer, sur les mêmes questions, avec ceux qui ont protesté contre le vol de ces provinces ?

« *La Dépêche* » du lundi 15 mai 1893

Vous avez vu que le Reichstag a repoussé l'augmentation d'effectif militaire demandée par l'empereur. Or, le parti qui a fait le plus énergiquement opposition au projet est le parti socialiste. Il a protesté dès la première heure, pendant que les autres groupes délibéraient; il a commencé d'emblée, dans le pays, une agitation qui est allée grandissant, et qui a obligé les autres groupes à le suivre. Seul, il n'eût pas suffi; mais c'est lui qui a entraîné la majorité. Dans les autres partis, même hostiles au projet, il y a eu des hésitations et des scissions : le parti progressiste s'est

divisé, le centre catholique s'est divisé. Le parti des socialistes démocrates a été uni et compact : il a fait bloc contre le militarisme, contre le chancelier et l'empereur. C'est en vain que les chauvins de la Prusse ont crié aux socialistes : « Vous trahissez l'Allemagne ! » Ils ont répondu : « Nous servons les intérêts du peuple. » Quand les députés d'Alsace-Lorraine sont accourus pour voter contre le projet, les clameurs ont redoublé : « Vous le voyez bien ! vous faites cause commune avec les ennemis de la patrie allemande ! Vous êtes d'accord avec la France ! » Et l'empereur lui-même les a accusés d'être de « mauvais patriotes ». Ils ne se sont pas laissé troubler, et ils ont tenu bon. Demain, comme aujourd'hui, ils lutteront contre le caporalisme prussien. Et si l'empereur était tenté de chercher dans la guerre une diversion aux difficultés intérieures soulevées par la politique prussienne, l'opinion, avertie par les socialistes, serait contre lui. Elle l'arrêterait sans doute, au seuil de cette folle et criminelle équipée.

Et parce que nous, socialistes français, nous acceptons de nous rencontrer dans des congrès internationaux avec des socialistes allemands comme Bebel et Liebknecht, qui ont été emprisonnés pour avoir protesté contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine ; parce que nous étudions avec eux les moyens d'empêcher les abominables conflits sanglants entre les peuples et

« La Dépêche » du lundi 15 mai 1893

d'organiser, pour les revendications communes, le prolétariat universel, on nous accuse de manquer de patriotisme! Ce qui nous rassure, au moment où quelques opportunistes nous appellent mauvais Français, c'est que, de l'autre côté du Rhin, les journalistes aux gages de l'empire traitent les socialistes de mauvais Allemands. L'autre jour, à la Chambre, quand une dépêche a annoncé la résistance du Reichstag et sa dissolution, j'ai entendu plusieurs députés modérés qui disaient : « A la bonne heure ! le militarisme prussien ne pourra peut-être plus menacer l'Europe ; l'Allemagne a assez de ce régime de fer. » Et je me suis permis de leur dire : « Ce résultat qui vous réjouit, pour l'Europe et pour la France, c'est aux socialistes allemands que vous le devez. Pourquoi donc nous faites-vous un crime, à nous, de ne pas leur jeter l'anathème? » Étrange contradiction et misérable enfantillage!

C'est nous, vraiment, qui servons les grands intérêts de la patrie. Quelle serait la force de la France, si, pendant que les monarchies se débattent dans ces difficultés intérieures, elle prenait l'initiative hardie des grandes réformes sociales! Elle serait de nouveau le cœur même, désormais inviolable, de la démocratie européenne, et les sympathies des travailleurs du monde lui feraient une nouvelle et infranchissable ligne de forteresses.

ARMÉE ET DIPLOMATIE

« *La Petite République* » du dimanche 15 octobre 1893

Deux questions troublantes sont posées en ce moment devant la France : quelle doit être l'organisation de notre armée ? — quelles doivent être, dans l'Europe militarisée, les relations de la République française avec les autres puissances ?

On dénonce de bien des côtés soit l'organisation, soit l'esprit de l'armée : c'est le général de Cools qui signale avec véhémence l'insuffisance professionnelle des cadres de réserve; c'est Clemenceau qui accumule les preuves de l'esprit rétrograde qui règle dans l'armée toutes les nominations, toutes les promotions. Et on se demande avec quelque anxiété : Que vaudrait, aux heures de crise, une organisation militaire qui, au point de vue technique, est critiquée si vivement par certains chefs, et qui, n'étant pas animée du souffle démocratique et républicain, n'a pas en soi la force même de la nation ?

Et d'autre part, à propos de notre politique extérieure, les mêmes soucis nous pressent : Que valent les alliances si solennellement fêtées ? Quelles en sont

« *La Petite République* » du dimanche 15 octobre 1893

les conditions ou explicites ou implicites ? Si elles ajoutent en apparence à notre sécurité, n'ôtent-elles rien à notre force, en affaiblissant encore le ressort démocratique et républicain de notre politique intérieure ?

A ces questions, le passé ne peut fournir une réponse décisive, car l'histoire ne se recommence jamais exactement. Notre pays a eu pourtant, dans les grandes crises de la Révolution, à résoudre des questions analogues, et peut-être les souvenirs révolutionnaires contiennent-ils pour nous quelques leçons. J'ai cru en entrevoir quelques-unes en parcourant ces jours-ci le livre très substantiel et très net qu'un jeune historien de talent, M. Gros, vient de publier sur le Comité de Salut public. Non que le livre soit tendancieux : mais ce sont les faits eux-mêmes qui parlent.

Or, au point de vue militaire, ce qui a fait la force de la Révolution, ce qui l'a sauvée, c'est que l'armée ne faisait vraiment qu'un avec la nation. Aujourd'hui, on s'imagine qu'on a une armée nationale parce que tous les citoyens sont appelés sous les drapeaux. C'est une illusion. La vérité est que toute la jeunesse de la nation est isolée de la nation. La vérité, c'est que, par l'esprit rétrograde qu'infiltré en elle le haut commandement, cette jeunesse est comme à demi retranchée du pays républicain, et qu'à force de la mettre au service du capital dans tous les conflits sociaux, les gou-

vernements font d'elle une sorte de corps étranger dans la démocratie en travail. L'armée est empruntée à la nation ; elle n'est pas la nation. Au contraire, sous la Révolution, l'armée était la nation elle-même, avec sa passion, avec son esprit, avec son idéal nouveau. De là une incomparable puissance.

Et, à cette première cause de force, s'en était ajoutée une autre : je veux dire l'intransigeance de la Révolution. Si, après avoir créé des intérêts nouveaux, après avoir abattu la féodalité et suscité, aux dépens du domaine ecclésiastique et féodal, de nouveaux propriétaires, la Révolution avait hésité ; si, pour ménager l'opinion des monarchies européennes ou même des républiques prud'hommesques comme étaient alors les États-Unis, elle avait louvoyé ou fléchi dans sa lutte contre l'ancien régime, elle était perdue, car elle aurait eu toujours contre elle l'hostilité systématique du vieux monde, et elle n'aurait pas eu pour elle l'irrésistible élan des intérêts nouveaux, des forces nouvelles.

Donc, si nous voulons, nous aussi, que notre organisation militaire soit vraiment forte, il faut d'abord que l'armée devienne absolument nationale, qu'elle soit mêlée à la vie quotidienne du pays, et qu'en tout Français le citoyen et le soldat ne fassent qu'un. Une armée vraiment républicaine et populaire, qui ne serait ni séquestrée ni soumise aux déprimantes influences de la réaction cléricale et capitaliste, serait, dans l'état présent

« *La Petite République* » du dimanche 15 octobre 1893

de l'Europe, une force incomparable et invincible. — Et si la République française allait jusqu'au bout de sa mission et de son idée, si elle ne reculait point devant elle-même, comme effrayée par la grandeur de son ombre, si elle savait faire surgir de la liberté politique l'égalité sociale, si elle affranchissait tous les travailleurs, ouvriers et paysans, de la dîme capitaliste, si elle appelait enfin tous les spoliés, tous les opprimés, tous les serfs à la propriété souveraine, et si elle remettait le puissant outillage des armées modernes à un peuple réellement libre pour la première fois, animé à défendre contre l'univers la joie de vivre enfin révélée, quelle est la coalition triple ou quadruple qui pourrait avoir même la tentation de toucher à un aussi prodigieux ressort ?

Au point de vue précis des relations extérieures et diplomatiques, l'histoire de la Révolution nous montre que l'on peut concilier la fierté avec la sagesse et l'habileté. La Révolution a su tout à la fois affirmer très haut ses principes, et diviser ses adversaires en exploitant leurs défiances réciproques et leurs antagonismes géographiques ou historiques. Elle a déclaré à plusieurs reprises, quand elle eut échappé à l'imprévoyante direction des Girondins, que la République française pouvait conclure avec tel ou tel roi des arrangements particuliers, mais cela, à une condition absolue : c'est que la France suivrait jusqu'au bout, à l'intérieur, la

politique révolutionnaire, et que les accords intervenus résulteraient d'une coïncidence des intérêts immédiats, et non d'une dépression ou d'une domestication de la République française.

Ainsi, il me paraît oiseux de discuter l'entente franco-russe *en elle-même*. Elle vaut selon les conditions exactes, avouées ou cachées, explicites ou implicites, qui la déterminent. Négociée par un gouvernement fier, démocratique et hardi, elle pourrait ajouter à la sécurité immédiate de notre pays et aux chances de paix sans entamer notre énergie révolutionnaire qui est notre vraie force indéfectible, celle-là, et supérieure à tout marchandage. Si elle s'accompagne au contraire d'une sorte de prostration intérieure de l'idée républicaine, si, consciemment ou inconsciemment, elle fait partie d'un système de réaction hypocrite, si elle menace de paralysie sourde le mouvement socialiste français, elle diminue et affaiblit la France, — ou plutôt elle la livre.

Les ministres responsables devraient dire au pays en quel sens, dans quel esprit ils ont négocié, si toutefois ils ont négocié. Pour nous, nous résumons notre politique d'un mot. Il n'y a qu'une France socialiste qui puisse porter l'armée nationale à son maximum de puissance. Il n'y a qu'une France socialiste qui puisse avoir aujourd'hui dans le vieux monde monarchique une diplomatie à la fois avisée et fière.

LES MARINS RUSSES A PARIS

« *La Petite République* » du 29 octobre 1893

Il faut à certains réactionnaires une étrange sénilité pour voir dans les fêtes franco-russes le prélude d'une restauration monarchique en France. Il y faut aussi une inconscience analogue à celle de 1815 : c'est toujours dans les fourgons de l'étranger qu'ils veulent ramener le maître, et c'est toujours, sous des formes diverses, des armées *alliées* qu'ils attendent leur roi.

Laissons ces tristes fantaisies de la décrépitude politique. Quand bien même tout le beau monde réactionnaire mobilisé pour la soirée de gala donnerait contre la République, elle ne s'en apercevrait même point. Le vrai, c'est que la réaction a continué, à propos des fêtes franco-russes, et avec la demi-complicité du gouvernement, son mouvement de pénétration, non pour renverser la République, mais pour s'en emparer. Perfidement, sournoisement, elle a tenté de dénaturer, de détourner à son profit les grandes manifestations du sentiment populaire.

Le peuple, dans ses vastes mouvements spontanés, ne se trompe guère. Même au temps du Boulangisme,

il n'entendait pas se ruer à la servitude. Il voulait protester contre un personnel parlementaire impuisant et discrédité, contre les stériles agitations politiques de l'oligarchie bourgeoise. Seulement la réaction le guettait, et, obscurément, par toutes les puissances d'argent et d'intrigue, elle dérivait vers le césarisme d'abord, vers la monarchie ensuite, ce qui était à l'origine un mouvement de socialisme confus. De même aujourd'hui, par ses acclamations aux marins russes, par la prodigieuse allégresse de ses foules, Paris n'a voulu ni rendre hommage au principe monarchique représenté par le tsar, ni réveiller la guerre, ni réchauffer la réaction, ni renier ou immobiliser la République. Non. Paris a voulu attester sa confiance en la force renaissante de la patrie, résumer en une superbe effusion de joie le silencieux effort de vingt années, constater que le cercle d'indifférence ou de haine où l'on avait prétendu enfermer la France s'ouvrait enfin, et affirmer la paix, non point précaire et humiliée, mais ferme et fière. Voilà ce qu'a signifié Paris, et point autre chose. Seulement, voyez la réaction, et écoutez-la.

La réaction bonapartiste, ensevelie sous les désastres de 1870, cherche une réhabilitation du militarisme impérial. Derrière la triste nuée de l'année terrible, et pour la dissiper, on nous montre les gloires de Crimée ou d'Italie, comme si les aventures funestes n'étaient

« *La Petite République* » du 29 octobre 1893

point l'inévitable rançon des aventures heureuses. L'Empire ne s'appelle plus Sedan : il s'appelle Magenta ou Malakoff. Et puis, parce que l'odieux Bismarck a machiné la guerre de 1870, parce qu'il a falsifié les dépêches, parce qu'il a menti, il paraît que l'Empire, dupe à demi-complaisante de ce mensonge, est innocenté : comme si la criminelle prévoyance de l'un excusait la criminelle imprévoyance de l'autre, comme si les préoccupations dynastiques de l'Empire ne l'avaient point perverti et aveuglé jusqu'à tomber, avec une sorte d'inconscience où il y avait de la préméditation, dans les pièges les plus grossiers de l'ennemi. Et enfin, si on pouvait griser de nouveau notre peuple ! si l'on pouvait exaspérer ses blessures jusqu'à la folie ! si l'on pouvait l'amener à confondre dans la même haine le militarisme prussien et la démocratie allemande ! si l'on pouvait de nouveau, par les excitations du clairon, du drapeau, des souvenirs tragiques, faire passer en lui le frisson et la tentation de la guerre ! si le peuple, la voulant aujourd'hui, pouvait s'imaginer que c'est lui qui l'a voulue il y a vingt ans ! si la France pouvait assumer ainsi les responsabilités qui écrasent le bonapartisme ! si on obtenait de la République égarée ces cris de : « A Berlin ! » qui emplirent jadis la cité soumise ! — quelle délivrance pour l'impérialisme accablé ! comme il déposerait le fardeau de honte sous lequel il se traîne depuis

vingt ans ! Pour rétablir l'Empire ? Non. Mais pour faire je ne sais quelle république militaire, livrée de nouveau aux États-Majors à panaches.

Et, après tout, est-ce que la réhabilitation n'a pas commencé ? est-ce que l'homme au « cœur léger » n'avait pas sa place marquée à la grande fête où l'on prétendait résumer la patrie française ? Les fossoyeurs appelés à fêter la résurrection ! Que ne peut-on désormais espérer de la France oublieuse ? Ne s'attendrissait-elle point — au moins c'est Cornély qui l'affirme — devant les chamarrures et les dorures de nos généraux ? ne faisait-elle point à l'armée « la place qui lui appartient, la première » ? Et n'est-ce pas ainsi qu'on inocule peu à peu le bonapartisme à la République ?

Et le cléricisme aussi. Déjà elle avait été bœniè par le pape, et comment boudier à une bœnédiction ? Mais maintenant, n'est-ce point nos amis les Russes qui ont achevé la réconciliation de la République et de l'Église ? Les républicains étaient un peu gênés sous le surplus dont les avait délicatement revêtus le Pape. Ils n'avaient pas osé inviter le Cardinal à l'Hôtel de Ville. Vite, les Russes ont réparé cette omission : une de leurs premières visites est pour l'archevêché. Ne nous ont-ils pas donné ainsi — c'est *le Temps* qui parle — une leçon d'esprit politique et de tact ? Et comment

« *La Petite République* » du 29 octobre 1893

la religion, qui fait partie si manifestement de l'alliance russe, ne rentrerait-elle pas en grâce ?

Oui, voilà ce que la réaction bonapartiste et cléricale et le modérantisme veulent faire sortir de la grande manifestation populaire et patriotique qui a remué le pays tout entier. D'une vibrante allégresse qui signifie Paix, quelques incorrigibles casse-cou de l'Empire ne seraient point fâchés que sortit la guerre. D'un mouvement qui atteste la force et la spontanéité du peuple, son ferme vouloir de substituer aux diplomaties occultes sa diplomatie à lui, la diplomatie de la rue et du grand soleil, — d'une fête qui étend à la politique extérieure elle-même, jusqu'ici réservée, la souveraineté de tous, les habiles du modérantisme et de la réaction veulent obtenir une diminution de la souveraineté populaire. Si la démocratie réclame l'entière émancipation de la société civile, on lui dira : « Silence ! ne craignez-vous pas, en contristant l'Église catholique, de contrister sa bonne cousine, l'Église russe ? » Si la démocratie réclame l'amnistie pour ceux qui expient, dans les prisons de la République, leur lutte inégale contre le capital, silence aux démagogues ! Veulent-ils donc que la France paraisse fomenter le nihilisme, et ne faut-il pas que toutes ces vieilleries socialistes ou anarchistes soient déposées, selon la fière expression d'un académicien français, « aux pieds du Tsar » ? S'il faut négocier avec nos

amis une entente plus précise, peut-on s'en remettre à ces républicains de la veille, qui ont à se faire beaucoup pardonner? Les vieux républicains français reviennent tous, plus ou moins, de la Pologne : est-il bien délicat à eux de s'imposer pour certaines négociations? et n'était-ce point déjà chose pénible que le communex Humbert, qui a écrit l'article que l'on sait, ait reçu nos hôtes à l'Hôtel de Ville? D'ailleurs, la République n'a-t-elle pas un diplomate tout prêt? N'est-ce pas Arthur Meyer qui, toute une soirée, a représenté la France devant l'étranger, « avec quelle grâce, vous le savez »? — et n'est-ce point *le Gaulois*, moniteur officiel de l'entente franco-russe, qui a reçu et publié le premier les adieux des marins russes à la bonne et grande ville de Paris? Allons, messieurs les diplomates de la République, un peu d'abnégation et de tact, disparaissent! Disparaissent aussi, démocrates intraitables, qui êtes devenus un péril extérieur! Il faut que « l'ordre règne » à Paris.

O peuple puissant et confiant, voilà ce qu'on veut faire de ta joie, de ton patriotisme sincère et profond, de ton enthousiasme.

AUX PAYS ANNEXÉS

« *La Petite République* » du 17 février 1895

Le Reichstag, sur la proposition des députés socialistes allemands, a voté la suppression du régime de la dictature en Alsace-Lorraine. Ce vote a une haute importance morale.

Ce n'est pas qu'il convienne d'en exagérer la portée pratique. C'est seulement le paragraphe de la dictature qui a été aboli dans la législation d'Alsace-Lorraine. Il donnait au gouverneur « le droit de prendre telle mesure qu'il jugerait utile dans le cas où la sécurité publique serait menacée, et de requérir la force armée selon la loi relative à l'état de siège ». Il ne faut pas croire que l'Alsace-Lorraine, ce paragraphe supprimé, rentre dans le droit commun et retrouve une liberté égale à celle des autres parties de l'empire. D'abord, il est toujours possible au gouverneur d'expulser les étrangers, c'est-à-dire les Français, et d'interrompre ou de gêner les relations de parenté ou d'amitié des Alsaciens-Lorrains. Et certes, si l'on juge des dispositions des hauts fonctionnaires allemands par l'attitude et le langage du ministre, M. de Köeller, dont toutes

les paroles, comme le lui a dit le député socialiste de Mulhouse, avaient un « fumet de dictature », on n'est pas pleinement rassuré sur le nouveau régime de l'Alsace-Lorraine. Celle-ci, d'ailleurs, reste soumise aux lois impériales françaises en matière de réunion, d'association, de presse et de colportage : le cautionnement préalable, par exemple, est exigé pour les journaux. L'Alsace-Lorraine est, en effet, comme Bebel l'a fait remarquer dans un discours admirable, dans cette situation étrange, qu'elle cumule les lois tyranniques de l'empire français et l'administration tyrannique de l'empire allemand. Il n'est donc pas démontré que, même après l'abrogation du paragraphe de la dictature, l'Alsace-Lorraine sera respectée dans la liberté de sa vie quotidienne, dans son développement politique et social.

Pourtant cette abrogation a une haute signification morale. Elle atteste que la politique de fer et de brutalité est condamnée par les faits, qu'elle n'a pas produit les résultats qu'en attendait le militarisme prussien, et qu'un adoucissement à la condition de l'Alsace-Lorraine a paru nécessaire même au vainqueur. Il nous est bien permis aujourd'hui, à nous qui avons toujours affirmé bien haut notre internationalisme en même temps que notre patriotisme, à nous qui, malgré la violence des préjugés chauvins et la perfidie de nos accusateurs, avons toujours tendu publiquement une

« *La Petite République* » du 17 février 1895

main amie à la démocratie socialiste allemande, de constater que ce sont les socialistes allemands qui ont pris l'initiative des mesures libérales qui réjouissent en ce moment l'Alsace-Lorraine. Ils ont même, dans cette question de la dictature, devancé les députés alsaciens. Et avec quelle hardiesse, avec quelle hauteur de parole ils ont condamné les brutalités rétrogrades ! « Vous ne vous souvenez donc plus — s'est écrié Bebel, dont je cite textuellement les paroles, — du temps où vous protestiez contre les vexations dont souffrait le Schleswig allemand ? Vous ne vous souvenez donc plus de vos protestations contre le régime que les Autrichiens imposaient à la Lombardie et à la Vénétie ? Et pourtant les Autrichiens avaient sur la Lombardie et la Vénétie *le même droit que vous avez sur l'Alsace-Lorraine, je veux dire le droit du glaive*. En vérité ! l'esprit public de l'Allemagne a sombré à des profondeurs infinies. » — J'espère, si en 1870 la victoire s'était prononcée pour nous, et si la France conquérante avait saisi Cologne ou Mayence, comme la Prusse conquérante a saisi Strasbourg et Metz, que nous aurions eu, nous socialistes français, le courage de tenir le langage que tiennent les socialistes allemands. Je l'espère, ou plutôt j'en suis sûr, mais je sais aussi combien de préjugés nous aurions heurtés, combien de passions orgueilleuses nous aurions scandalisées ; et je sais gré aux socialistes allemands de les affronter aussi hardi-

ment : à eux aussi on jette le mot de sans-patrie, *Vaterlandslos*.

Ce n'est pas qu'ils soient des « protestataires » ; ce n'est pas que dans les villes d'Alsace qu'ils représentent, Bebel à Strasbourg, Bueb à Mulhouse, ils aient déployé le drapeau de la protestation. A quoi cela servirait-il ? et en quoi une guerre de revanche serait-elle une solution ? Leur protestation, à eux, c'est la protestation socialiste contre le militarisme et contre la dictature de la force et du capital. Ils préparent la République sociale, et, quand elle aura triomphé des deux côtés des Vosges, la question d'Alsace-Lorraine sera résolue. Les autres partis qui ont voté la suppression de la dictature, les progressistes et le centre catholique, demandent tout d'abord aux Alsaciens-Lorrains « de reconnaître sans esprit de retour le traité de Francfort ». C'est la formule même dont s'est servi M. Lieber, le chef du centre catholique depuis la mort de Windthorst. Les socialistes allemands, eux, ne demandent aux Alsaciens-Lorrains rien de pareil. Ils ne sont ni *pour*, ni *contre* le traité de Francfort : ils sont *au-dessus*. Ils pensent que la question d'Alsace-Lorraine ne peut être résolue que par la ruine du militarisme et de l'autocratie féodale et bourgeoise, par le progrès de la démocratie sociale en Allemagne et en France. C'est là aussi notre conviction profonde.

Au demeurant, dans l'état présent de la question

« *La Petite République* » du 17 février 1895

d'Alsace-Lorraine, on peut dire qu'il y a une détente au moins momentanée. Par la voix de tous leurs députés, les Alsaciens-Lorrains ont déclaré qu'ils considéreraient une nouvelle guerre entre la France et l'Allemagne comme le plus épouvantable des malheurs, — et j'étonnerais plus d'un chauvin de France si je disais en quels termes les députés alsaciens ont parlé de certains « patriotes » français.

Si la sagesse des deux peuples, si la force croissante du socialisme international parviennent à écarter et à prévenir de nouveaux combats, l'apaisement, en cette question d'Alsace-Lorraine, pourra se produire sous deux formes bien opposées : ou bien il se produira, comme Guillaume II l'espère, par la lassitude et par l'oubli ; ou bien il se produira, comme les socialistes l'espèrent, par la justice sociale. La tactique de Guillaume II est très claire, et nous l'avons dès longtemps signalée : il veut reconquérir les bonnes grâces des classes dirigeantes de France et des badauds. Il a envoyé les télégrammes pour Mac-Mahon et Canrobert ; il s'informe de *la Gascogne* ; il déclare qu'il réserve désormais son armée contre les ennemis du dedans, c'est-à-dire contre les socialistes, et il la met ainsi au service du capital international ; il laisse entendre qu'il est personnellement favorable à une législation libérale en Alsace-Lorraine ; si l'abolition de la dictature n'a pas des inconvénients graves, il ira plus loin :

il amadouera les annexés; il rétablira la facilité des communications entre eux et la France; il apportera aux populations catholiques d'Alsace certaines satisfactions réclamées avec une vivacité imprudente par quelques députés protestataires qui risquent ainsi d'aliéner leur liberté; au besoin, il mettra à profit l'influence croissante de la papauté sur ses affaires, pour obtenir d'elle quelques paroles de médiation qui le réconcilient avec les dirigeants français; et il essaiera d'obtenir des Alsaciens « ralliés » qu'ils lui servent d'introducteurs auprès de la France et qu'ils lui rendent possible un voyage à Paris lors de la prochaine exposition universelle.

Voilà évidemment le plan impérial, toute réserve faite des fatalités ou des caprices qui peuvent jeter soudain dans la guerre Guillaume II. Ce n'est pas ainsi que nous comprenons la paix entre les deux peuples. Elle ne sera noble et solide que lorsqu'ils seront débarrassés tous deux de toute tyrannie, impériale, militaire, capitaliste. Ce jour-là, l'Alsace-Lorraine, entre deux foyers de liberté et de vie qui croiseront sur elle leurs rayons amis, sera rendue à elle-même, c'est-à-dire, dans la mesure où le cœur alsacien le voudra, à la France. Entre la paix impériale, faite d'abdication et de violence, et livrée à tous les hasards, et la *paix socialiste*, faite de justice et de certitude, deux grands peuples ont, dès maintenant, à choisir.

L'ARMÉE DÉMOCRATIQUE

Chambre des députés. Séance du 7 mars 1895 (1)

Messieurs, je remercie d'abord la Chambre d'avoir bien voulu, malgré la fatigue de ce très important mais long débat, nous permettre, à mes amis et à moi, de nous expliquer à cette tribune, et j'ai encore besoin de faire appel, non pas à une indulgence à laquelle nous n'avons aucun droit, mais à toute votre équité : car lorsque nous venons ici, au nom de l'idée socialiste, discuter avec vous le budget présent de la guerre, nous nous heurtons à de graves et particulières difficultés. Il y a, en effet, dissentiment entre nous, non seulement sur le mode de répartition de détail de notre budget, non seulement sur tel ou tel point particulier de l'organisation militaire, mais sur les conceptions sociales qui déterminent le principe même de cette organisation. C'est dire, messieurs, qu'il y a entre nous — et cela crée une grande difficulté de dis-

(1) *Suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1895.—Budget du ministère de la guerre.* — La séance était présidée par M. Henri Brisson. M. Jaurès prit la parole après M. Édouard Vaillant.

cussion — un désaccord fondamental et irréductible. De plus, je rencontre d'emblée — et je ne peux pas ne pas les rencontrer — des problèmes troublants, poignants même, à propos desquels, depuis deux années, de vives polémiques sont dirigées contre nous : le militarisme ; l'idée que le prolétariat socialiste se fait de l'armée, de la patrie ; les rapports du socialisme français avec le socialisme international ; l'aspect que prennent pour nous, pour notre parti, ces questions territoriales dont notre ami Vaillant parlait tout à l'heure : ces questions, si redoutables qu'elles soient, nous ne pouvons pas, nous ne devons pas les éluder. Elles sont posées devant le pays, elles doivent être posées devant le Parlement.

Et, messieurs, si vous suivez de près, comme vous l'avez fait assurément, les grandes discussions qui se produisent dans les Parlements étrangers, vous verrez que partout, à Londres, à Rome, à Berlin, à Vienne, à Budapest, il est parlé de toutes choses, et, en particulier, des choses de la France, avec une entière liberté ; il y est parlé de notre pays, de nos gouvernants, de nos chefs d'État, de nos institutions, du mouvement de notre politique intérieure, de la répercussion que cette politique intérieure de la France peut avoir sur l'ensemble des affaires européennes. Il me semble que la même liberté de discussion fondamentale doit être assurée ici.

Et si quelques-uns nous opposent, par un scrupule de prudence patriotique, qui ne nous est pas étranger, croyez-le bien, que ce sont les douloureux souvenirs d'il y a vingt-cinq ans qui nous conseillent à tous ou cet excès de réserve, ou cet excès de susceptibilité, je répondrai très nettement que notre pays, dans les épreuves qu'il a traversées, a peut-être perdu pour un moment quelque chose de sa substance, mais qu'il n'a rien perdu, rien laissé de sa puissance réelle, de sa fierté, de son droit plein à la liberté et à la vie.

Messieurs, vous voulez la paix ; vous la voulez profondément. Toutes les classes dirigeantes de l'Europe, les gouvernements et les peuples la veulent aussi, visiblement avec une égale sincérité. Et pourtant, dans cet immense et commun amour de la paix, les budgets de la guerre s'enflent et montent partout d'année en année, et la guerre, maudite de tous, redoutée de tous, réprouvée de tous, peut, à tout moment, éclater sur tous. D'où vient cela ?

Au risque de vous paraître affligé de la plus cruelle monotonie, je dois dire ici tout d'abord quelle est, selon nous, la raison profonde de cette contradiction, de ce perpétuel péril de guerre au milieu de l'universel désir de la paix. Tant que, dans chaque nation, une classe restreinte d'hommes possédera les grands moyens de production et d'échange, tant qu'elle possé-

dera ainsi et gouvernera les autres hommes, tant que cette classe pourra imposer aux sociétés qu'elle domine sa propre loi, qui est la concurrence illimitée, la lutte incessante pour la vie, le combat quotidien pour la fortune et pour le pouvoir ; tant que cette classe privilégiée, pour se préserver contre tous les sursauts possibles de la masse, s'appuiera ou sur les grandes dynasties militaires ou sur certaines armées de métier des républiques oligarchiques ; tant que le césarisme pourra profiter de cette rivalité profonde des classes pour les duper et les dominer l'une par l'autre, écrasant au moyen du peuple aigri les libertés parlementaires de la bourgeoisie, écrasant ensuite, au moyen de la bourgeoisie gorgée d'affaires, le réveil républicain du peuple ; tant que cela sera, toujours cette guerre politique, économique et sociale des classes entre elles, des individus entre eux, dans chaque nation, suscitera les guerres armées entre les peuples. C'est de la division profonde des classes et des intérêts dans chaque pays que sortent les conflits entre les nations. Depuis un siècle, c'est la Pologne aboutissant, par la guerre de ses paysans et de ses nobles, à la guerre étrangère ; — c'est la France révolutionnaire jetant un défi à l'Europe, d'abord pour répondre aux trahisons sourdes des privilégiés, puis pour mieux se débarrasser, dans une crise exaspérée, de ses nobles et de ses rois ; — c'est

l'aristocratie anglaise armant contre nous, pour sauver ses privilèges et ses grands fiefs coloniaux, toutes les forces monarchiques et féodales de l'Europe; — c'est Napoléon, continuant et amplifiant la guerre au delà du nécessaire et du juste, par instinct, je le veux bien, par habitude peut-être, et par ennui, mais aussi pour continuer son absolutisme qui se serait forcément détendu dans la paix, et pour faire du peuple idéaliste et violent de la Révolution une démocratie héroïque et subalterne. — Plus tard, ce sont les aventuriers de Décembre, jouant d'une main tremblante et vieillie la France sur une suprême partie de dés; — et c'est la noblesse militaire de Prusse, conduite par les Hohenzollern, imposant à l'Allemagne, par sa victoire sur la France, sa domination politique et sociale, et imprégnant de militarisme féodal l'unité allemande qui aurait pu s'accomplir par d'autres voies. — Partout, ce sont ces grandes compétitions coloniales où apparaît à nu le principe même des grandes guerres entre les peuples européens, puisqu'il suffit incessamment de la rivalité déréglée de deux comptoirs ou de deux groupes de marchands pour menacer peut-être la paix de l'Europe. Et alors, comment voulez-vous que la guerre entre les peuples ne soit pas tous les jours sur le point d'éclater? Comment voulez-vous qu'elle ne soit pas toujours possible, lorsque, dans nos sociétés livrées au désordre infini de la concurrence,

aux antagonismes de classes et à ces luttes politiques qui ne sont bien souvent que le déguisement des luttes sociales, la vie humaine elle-même en son fond n'est que guerre et combat ?

Ceux qui de bonne foi s'imaginent vouloir la paix, lorsqu'ils défendent contre nous la société présente, lorsqu'ils la glorifient contre nous, ce qu'ils défendent en réalité sans le vouloir et sans le savoir, c'est la possibilité permanente de la guerre. C'est en même temps le militarisme lui-même qu'ils veulent prolonger. Car cette société tourmentée, pour se défendre contre les inquiétudes qui lui viennent sans cesse de son propre fonds, est obligée perpétuellement d'épaissir la cuirasse contre la cuirasse; dans ce siècle de concurrence sans limite et de surproduction, il y a aussi concurrence entre les armées et surproduction militaire : l'industrie elle-même étant un combat, la guerre devient la première, la plus excitée, la plus fiévreuse des industries.

Et il ne suffit pas aux nations de s'épuiser ainsi à entretenir les unes contre les autres des forces armées ; il faut encore — et ici je demande la permission de dire nettement ma pensée — que les classes privilégiées, possédantes, de tous les pays isolent le plus possible cette armée, par l'encasernement et par la discipline de l'obéissance passive, de la libre vie

des démocraties. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Interruptions au centre.*) On ne nous a pas caché depuis vingt ans que c'était là aujourd'hui, en Europe, la conception des armées de métier. L'Assemblée nationale acclamait l'illustre rapporteur de la loi militaire disant : « Quand on parle d'armée, il ne faut plus parler de démocratie » ; et elle couvrait de huées le défenseur de Belfort, Denfert-Rochereau, réclamant contre le dogme de l'obéissance passive. Et au moment même où, de l'autre côté de la frontière, un empereur d'armée disait récemment à ses soldats qu'il avait désormais besoin surtout de leur fidélité contre l'ennemi intérieur et qu'ils devaient être prêts à tirer, sans hésitation et sans faiblesse, sur leurs pères et sur leurs frères enrôlés par la démocratie sociale, à ce moment même, ou quelques jours après, dans cette discussion, on nous signifiait — et je remercie l'orateur du parti conservateur de sa sincérité et de sa franchise — on nous signifiait que l'armée était la grande sauvegarde au dehors et au dedans : nous avons compris ce que cela voulait dire.

Et voilà comment, messieurs, vous aboutissez à cette double contradiction : d'une part, tandis que tous les peuples et tous les gouvernements veulent la paix, et malgré tous les congrès de philanthropie internationale, la guerre peut naître d'un hasard toujours possible ; et d'autre part, alors que s'est développé par-

tout l'esprit de démocratie et de liberté, se développent aussi les grands organismes militaires qui, au jugement des penseurs républicains qui ont fait notre doctrine, sont toujours un péril chronique pour la liberté des démocraties. Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand elle est à l'état d'apparent repos, porte en elle la guerre, comme la nuée dormante porte l'orage. Messieurs, il n'y a qu'un moyen d'abolir enfin la guerre entre les peuples, c'est d'abolir la guerre entre les individus, c'est d'abolir la guerre économique, le désordre de la société présente, c'est de substituer à la lutte universelle pour la vie, qui aboutit à la lutte universelle sur les champs de bataille, un régime de concorde sociale et d'unité. Et voilà pourquoi, si vous regardez, non pas aux intentions, qui sont toujours vaines, mais à l'efficacité des principes et à la réalité des conséquences, logiquement, profondément, le parti socialiste est dans le monde aujourd'hui le seul parti de la paix. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Et ne croyez pas, messieurs, lorsque nous affirmons ici notre haine de la guerre, ne croyez pas que nous soyons résignés pour notre pays à la brutalité des faits accomplis. (*Très bien ! Très bien à l'extrême gauche.*) Nous n'oublions pas, nous ne pouvons pas oublier. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Je ne sais si

quelqu'un oublie, mais ce n'est pas nous ! Le chancelier de Caprivi, qu'on a beaucoup cité ces jours-ci, et que je veux citer à mon tour, disait, dans cette langue réaliste des hommes d'État allemands, au cours de la discussion sur la loi militaire, et pour établir l'incontestable sincérité de ses sentiments pacifiques : « La nation allemande est rassasiée. » Nous sommes, messieurs, dans la nécessité douloureuse de dire : « La nation française est mutilée. » (*Très bien ! Très bien ! — Mouvement.*) Nous n'oublions pas la blessure profonde reçue par la patrie, parce qu'elle est en même temps une blessure profonde reçue par le droit universel des peuples. (*Applaudissements sur divers bancs.*) Mais si nous ne nous reconnaissons pas le droit d'oublier, nous ne nous reconnaissons pas et nous ne reconnaissons à personne le droit de haïr, car notre pays même, si noble et si bon qu'il soit, a eu lui aussi, et c'est notre honneur de pouvoir le dire, il a eu lui aussi dans le passé, et à l'égard même du peuple que vous savez, de longues heures de brutalité et d'arbitraire domination. Et dans les fautes des autres peuples nous reconnaissons trop les fautes du nôtre pour que notre patriotisme même nous permette de nourrir de meurtrières inimitiés. Ni haine, ni renoncement ! Voilà notre devise. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Contre l'atteinte portée au droit nous ne protestons pas seulement comme Français, entendez-le bien,

subissant un déchirement intime dans le déchirement commun de la patrie : nous protestons aussi comme socialistes. Il est intolérable, au moment même où le socialisme veut affranchir toutes les volontés humaines, qu'il y ait des volontés françaises séparées violemment du groupe historique dont elles veulent faire partie. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*) Et si nous combattons, si nous poursuivons le capitalisme, c'est parce qu'il donne à l'homme prise sur l'homme ; si nous combattons dans cette force du capital la prolongation du vieil esprit de domination et de conquête, ce n'est pas pour subir ce vieil esprit de domination et de conquête sous sa forme la plus brutale, quand il fait ouvertement violence à la conscience des peuples. Si nous combattons le militarisme, ce n'est pas pour lui laisser son dernier trophée. Dans nos conflits intérieurs, dans nos grèves, dans nos luttes économiques, nous nous indignons quand le soldat de France est exposé à tirer sur ses frères. Mais à quoi donc sont exposés ceux qui sont enrôlés ailleurs par le militarisme impérial, sinon à tirer un jour sur des frères ? Voilà pourquoi — je tiens à le dire du haut de la tribune, — il n'y a pas dans la conscience sociale du prolétariat universel une seule protestation contre le régime capitaliste qui ne condamne en même temps par une logique invincible les annexions violentes pratiquées sur des peuples qui

n'acceptent pas l'autocratie militaire de l'étranger.
(*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Mais ce n'est pas dans la guerre de revanche qu'est la solution. La guerre de revanche ne peut avoir d'autre effet que de transformer de nouveau en champ de massacres, de sang et de ruines, les provinces disputées; elle ne peut avoir d'autre effet, par le renouvellement incessant des luttes, que d'exaspérer ces passions qui aboutissent de part et d'autre à des convulsions sans fin; elle ne peut avoir d'autre effet que d'imposer à deux peuples, à perpétuité, par l'urgence perpétuelle du péril, la dictature militaire, et si la patrie ne périssait pas dans la défaite, la liberté pourrait périr dans la victoire. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Non, messieurs, la solution n'est pas là. Elle est, non seulement pour ceux qui sont séparés de nous, mais pour tous les autres peuples ou fragments de peuples qui peuvent souffrir de la conquête, elle est dans le développement de la liberté politique et de la justice sociale en Europe.

Ah! il n'y a aucun rapport entre l'Alsace-Lorraine, qui sent battre à côté d'elle, comme un grand cœur qui ne s'arrêtera jamais, le peuple dont elle a été retranchée violemment, et cette Irlande qui n'a aucun point d'appui national hors d'elle-même, ou cette Pologne démembrée qui serait morte depuis longtemps si la vie

profonde des peuples avait besoin d'un organisme visible pour subsister silencieusement. Et pourtant même pour ces absorbés, même pour ces démembrés, même pour ces dévorés se préparent à l'heure présente et s'accomplissent les lentes réparations, par le seul progrès des libertés générales. A mesure que les gouvernements ont à compter de plus en plus avec la force de l'opinion, à mesure surtout que le suffrage universel se développe sur l'Europe — il a conquis la Belgique, demain il va conquérir l'Autriche-Hongrie, ailleurs peut-être il s'introduira sous d'autres formes, — tous les groupes d'intérêts, tous les groupes de sympathies, toutes les idées, toutes les forces d'un peuple sont appelées à la vie publique et à la vie légale, et même les conquis deviennent une force devant laquelle le conquérant est forcé de capituler parfois, avec laquelle il est obligé de compter toujours, et les vaincus avec lesquels le vainqueur est obligé de compter ne sont plus tout à fait des vaincus. La tactique des peuples opprimés change aujourd'hui par la nature des choses, comme la tactique du prolétariat lui-même. De même que le prolétariat a renoncé à la guerre des rues désormais inefficace pour marcher, par l'organisation de ses forces économiques et politiques, à la conquête du pouvoir, de même les peuples conquis, opprimés et foulés renoncent aux soulèvements armés de jadis pour utiliser au profit de leur

indépendance nationale les libertés politiques croissantes. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Nous ne sommes plus au temps où l'Irlande écoutait tous les bruits de guerre de l'Europe et attendait le débarquement de l'étranger qui devait la libérer de l'occupant. Nous ne sommes plus au temps où Mickiewicz terminait son *Livre des Pèlerins* par cette formidable prière : « Et la guerre universelle pour notre libération, donnez-la-nous, Seigneur ! » Non ! Mais lorsque l'Irlande, au Parlement même de Londres, fait et défait les majorités, lorsqu'elle donne et retire le pouvoir, lorsque les trois maîtres de la Pologne, à la même heure, pour conserver leur pouvoir sur l'opinion ou pour leurs combinaisons parlementaires, sont obligés de caresser à la fois le sentiment national polonais, lorsqu'ils ressuscitent ainsi, par la simultanéité forcée et étrange de leur démarche, l'unité visible du peuple qu'ils s'étaient partagé, j'ai le droit de dire que la justice immanente a aujourd'hui en Europe d'autres moyens et d'autres voies que la guerre. La nation conquérante ne peut développer ses propres libertés qu'en les communiquant aux conquis, aux vaincus eux-mêmes ; et comme ceux-ci sont un peuple par les idées, par les sentiments, par les traditions et par les espérances, par les affinités qui les relient entre eux et qui les relient aux groupes historiques dont ils ont été séparés, toujours vous voyez sur le fond même

des luttes parlementaires se dessiner des figures de peuples, et il y aura d'étranges et de profonds remaniements de nations avant qu'aucune carte les ait signalés.

Et puis, messieurs, ce n'est pas seulement le développement des libertés politiques, c'est surtout le développement de la justice sociale qui abolira les iniquités de nation à nation, comme les iniquités d'individu à individu. De même qu'on ne réconcilie pas des individus en faisant simplement appel à la fraternité humaine, mais en les associant, s'il est possible, à une œuvre commune et noble, où, en s'oubliant eux-mêmes, ils oublient leur inimitié, de même les nations n'abjureront les vieilles jalousies, les vieilles querelles, les vieilles prétentions dominatrices, tout ce passé éclatant et triste d'orgueil et de haine, de gloire et de sang, que lorsqu'elles se seront proposé toutes ensemble un objet supérieur à elles, que quand elles auront compris la mission que leur assigne l'histoire, que Châteaubriand leur indiquait déjà il y a un siècle, c'est-à-dire la libération définitive de la race humaine qui, après avoir échappé à l'esclavage et au servage, veut et doit échapper au salariat. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Dans l'ivresse, dans la joie de cette grande œuvre accomplie ou même préparée, quand il n'y aura plus de domination politique ou économique de l'homme sur l'homme, quand il ne sera

plus besoin de gouvernements armés pour maintenir les monopoles des classes accapareuses, quand la diversité des drapeaux égiera sans la briser l'unité des hommes, qui donc alors, je vous le demande, aura intérêt à empêcher un groupe d'hommes de vivre d'une vie plus étroite, plus familière, plus intime, c'est-à-dire d'une vie nationale, avec le groupe historique auquel le rattachent de séculaires amitiés? Et comme c'est la classe des salariés, comme c'est, en tout pays, la classe prolétarienne qui pressent le mieux l'ordre nouveau, parce qu'elle souffre le plus de l'ordre présent, comme c'est elle qui dès aujourd'hui prépare le mieux l'accord international des peuples par l'accord international du prolétariat, avec elle et comme elle nous sommes internationalistes pour préparer l'abolition des iniquités sociales, qui sont la cause des guerres, et l'abolition des guerres, qui sont le prétexte des armées.

*
* *

Mais, en attendant cette réalisation de la paix internationale par l'unité socialiste, il est du devoir de tous les socialistes, dans tous les pays, de protéger chacun leur patrie contre toutes les agressions possibles. (*Exclamations au centre. — Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*) — Je m'étonne des marques de satisfaction étonnée qui semblent accueillir ces paroles,

comme si l'on avait jamais pu sérieusement et honnêtement nous prêter une autre pensée. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*) — Et alors, de ce point de vue où nous sommes placés, nous venons vous dire que l'organisation présente de la force défensive de la France ne répond pas aux nécessités actuelles; nous venons vous dire, nous emparant des déclarations faites par les orateurs de la droite et des déclarations plus graves faites par le rapporteur lui-même du budget de la guerre (1), qu'en ce moment vos institutions militaires subissent une crise profonde. Pourquoi? Parce qu'elles sont dominées par deux grands faits contradictoires que j'indique d'un mot. D'une part, la proportion de l'armée encasernée à l'effectif total de l'armée va sans cesse en décroissant, et, d'autre part, par une sorte de superstition, par une sorte de survivance étrange d'une conception surannée, c'est sur cette partie de l'armée encasernée, qui est aujourd'hui la moindre, que vous concentrez votre principal effort de dépenses budgétaires et d'organisation, laissant sans organisation suffisante, sans cadres suffisamment puissants, cette grande armée des réserves, qui est, aujourd'hui, la partie maîtresse de l'armée nationale. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

(1) Le rapporteur du budget de la guerre était M. Jules Roche.

Chambre des députés. Séance du 7 mars 1895

M. Raiberti et M. Cavaignac ont caractérisé avec force l'évolution de tout notre système militaire, et cette évolution est celle-ci : réduction croissante de la proportion de l'effectif encaserné, par rapport à l'effectif total. Sous la loi de 1832, le soldat fait sept ans ; quand il les a faits, il ne doit plus rien au pays, même en cas de guerre, car la garde nationale était soigneusement oubliée dans la pratique : on peut dire que l'armée, sous la loi de 1832, est dans les casernes. — Arrive la loi de 1868 : elle réduit la durée du service à la caserne à cinq ans ; elle crée une réserve de quatre ans, et en même temps elle crée une garde nationale mobile dans laquelle on commence à entrevoir confusément les grandes armées sédentaires et mobilisables que réalisera l'avenir prochain ; mais alors, vous le voyez, l'encasernement occupe encore, sous la loi de 1868, la moitié de la durée du temps obligatoire du service. — Intervient la loi de 1872 : elle porte la durée totale du service à vingt ans, et sur ces vingt ans il n'y a en moyenne, grâce aux deux portions du contingent, que quatre années à la caserne, et l'encasernement n'occupe plus qu'un cinquième de la durée totale du service obligatoire. — Arrive la loi de 1889 : elle étend d'abord la durée du service obligatoire de vingt ans à vingt-cinq ans, et elle réduit la durée maxima de la présence à la caserne à trois ans, la durée moyenne à deux ans ; en sorte qu'ici la durée de l'encasernement

n'occupe plus qu'un douzième ou un quatorzième à peine de la durée totale du service, et, comme M. Cavaignac le remarquait — et M. Raiberti aussi, — ce n'est pas seulement la proportion de la durée qui change, c'est la proportion dans la quantité des effectifs. Sur les 3 millions de combattants que la France devrait mettre en ligne au jour du péril, il n'y en a que 400 ou 500,000 dans la caserne, c'est-à-dire le sixième à peine de notre armée; et ces réserves ne sont plus une force tout à fait fictive et tout à fait nominale : vous avez la prétention, par elles, comme M. Raiberti l'expliquait si bien l'autre jour, de créer des unités nouvelles; ce mouvement ne s'arrêtera pas, et vous allez être obligés, quoi qu'on en ait dit tout à l'heure et malgré les réserves faites par M. le ministre de la guerre, vous allez être obligés de suivre l'exemple de l'Allemagne en instituant le service maximum de deux ans.

Ah! je sais bien qu'on allègue que nous ne sommes pas, à cet égard, dans les mêmes conditions que l'Allemagne, puisqu'elle n'a réalisé le service de deux ans que pour pouvoir saisir une partie de l'effectif qu'elle ne saisissait pas encore, et que notre contingent, plus réduit, est déjà saisi tout entier. Mais d'abord, prenez-y garde, il n'y a là peut-être qu'une apparence : même avec une population stationnaire, il faut espérer que notre contingent d'hommes valides ira croissant,

et c'est là l'ambition de toutes les législatures républicaines ; à mesure que se développent, que se développeront et que produiront leurs effets les lois d'hygiène sociale et d'hygiène ouvrière (*Applaudissements à l'extrême gauche*), à mesure que vous protégerez plus efficacement les travailleurs de l'industrie contre l'insalubrité du logement et contre l'insalubrité de l'usine, à mesure que les familles pauvres seront déchargées du fardeau des impôts de consommation qui diminuent les moyens de bien-être et la force de santé, votre contingent d'hommes valides à incorporer ira croissant, et, par un entraînement heureux, le bien apporté à la condition des populations ouvrières aura accru les forces mêmes de la race et les forces défensives du pays. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Par conséquent, il faudra vous préoccuper, vous aussi, de faire passer par votre éducation de la caserne un nombre croissant de conscrits.

Et, de plus, est-ce qu'on s'imagine — quoique l'Allemagne ait institué le service de deux ans surtout pour incorporer une part d'effectif qui lui échappait — est-ce qu'on s'imagine qu'avant de l'accepter, elle ne s'est pas assurée que la qualité de ses troupes et la qualité de l'éducation militaire n'en subiraient pas une diminution ? Vous ne ferez pas accepter longtemps à ce pays, si patriote qu'il soit, — mais accablé de trop de charges nécessaires pour se prêter

aux charges arbitraires et inutiles, — vous ne lui ferez pas accepter que, si le service de deux ans ne réduit pas la qualité des soldats de l'autre côté de la frontière, il doive la réduire de ce côté-ci. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

Et puis, on va nous opposer — et M. Delafosse l'a fait par avance — que nous cédon à je ne sais quelle préoccupation d'égalité en quelque sorte mathématique et mécanique, et on oppose à ce souci français de l'égalité abstraite, arithmétique, mécanique, la méthode allemande qui, elle, ne fait varier la loi militaire que dans la mesure des besoins et des nécessités militaires, avec des préoccupations beaucoup plus concrètes. — Eh bien! c'est là une erreur et un préjugé. Dans toutes ces discussions vous exagerez la différence des peuples et des races; en ce moment-ci, la nation allemande est aussi jalouse d'égalité mathématique, d'égalité palpable, — je dirai, si vous le voulez, monsieur Delafosse, d'égalité brute, — que la nation française. Et le même favoritisme, qui peut être ici développé par les inégalités de la loi militaire, s'était développé en Allemagne; et c'est — j'ai recueilli ces renseignements dans le discours même du chancelier, — c'est parce que, par le renvoi anticipé des soldats dont l'instruction était supposée parfaite, il y avait favoritisme, c'est parce que des soldats allemands étaient renvoyés avant l'heure sans être suffisamment

préparés, seulement à cause des relations des officiers et des familles, que le chancelier de Caprivi a demandé que le service militaire et unique pour tous fût fixé à deux ans. Or, en France, vous vous trouvez, depuis la loi de 1889, par l'exagération systématique du jeu des dispenses, en face d'un développement nouveau de favoritisme et d'inégalités. On avait dit : « On sera dispensé si l'on est licencié, si l'on est ouvrier d'art, si l'on est de telle ou telle école, si l'on prépare le doctorat en droit; » — et aussitôt tous ceux qui n'avaient besoin ni de la licence, ni du doctorat en droit et qui n'avaient jamais été que nominalelement des ouvriers d'art, ont élargi la porte des dispenses que vous aviez ouverte (*Applaudissements à l'extrême gauche*), et une grande partie de la bourgeoisie a échappé en fait à la seule loi d'égalité prétendue qui ait été édictée depuis vingt ans. (*Nouveaux applaudissements à l'extrême gauche.*) Lorsque, l'autre jour, l'honorable M. Mézières venait signaler l'abaissement du niveau de la licence, je suppose qu'il parlait comme professeur de Sorbonne, mais qu'il parlait davantage encore comme président de la commission de l'armée, constatant qu'on élargissait encore une fois tous les prétextes et toutes les occasions de dispenses pour fausser l'esprit de la loi d'apparente égalité qui avait été votée. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Pour toutes ces raisons, vous serez obligés d'aboutir

au service maximum de deux ans, que vous le vouliez ou non, et ainsi se continuera — et elle ne s'arrêtera pas là — l'évolution irrésistible qui diminue le rapport de l'effectif encaserné à l'effectif total. Il n'y aura pas contre ce mouvement de retour possible. On peut bien ici, dans des hypothèses de tribune, faire appel à un nouvel Alexandre ou à un nouveau César qui, avec quelques légions ou quelques phalanges, balayerait de nouveau les grandes cohues des armées modernes; on peut bien rappeler le témoignage d'orgueil que se rendaient les Romains d'avoir vaincu, avec un petit nombre de combattants, *paucitas romana*, toutes les foules du globe; mais vous ne referez pas le système des armées antiques ou des armées de métier, parce que, aujourd'hui, les nations, par le perfectionnement de leur administration et de leurs finances, sont en état de saisir et de mobiliser tous les citoyens, et qu'étant en état de les saisir et de les mobiliser tous, elles sont obligées de les saisir et de les mobiliser tous. Toute ressource possible devient une ressource nécessaire. Et, dans des guerres où l'existence tout entière de la nation sera en jeu, chaque nation voudra mettre sa force tout entière. Aussi, si ce nouvel Alexandre dont vous parlez venait, il essaierait, non pas de revenir aux petites armées macédoniennes, mais d'utiliser au maximum, en les passionnant de son génie, les forces innombrables des armées nationales.

Permettez-moi de vous le dire, et cela je le dis respectueusement, c'est le devoir des officiers de notre armée, non pas, par une modestie impuissante, de revenir au système des armées antiques ou des petites armées de métier, mais de se mesurer hardiment par d'héroïques efforts d'esprit et de travail avec l'immense difficulté des armées modernes. Qui parle trop d'Alexandre risque fort d'oublier de Moltke, et cela n'est pas très rassurant. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Donc, messieurs, voilà la situation contradictoire où est en ce moment-ci votre organisation militaire : d'une part, il n'y a qu'une proportion décroissante de l'effectif dans vos casernes, parce que toute votre armée réelle et efficace est au dehors ; et je ne comprends pas qu'on vienne dire — il m'avait semblé le comprendre dans les paroles de M. Delafosse et aussi dans celles du Gouvernement — je ne comprends pas qu'on vienne dire que le premier choc décidera de la destinée de la nation. Eh oui ! il faut mettre, si on le peut, de son côté les premières victoires ; mais il ne faut pas dire à ce peuple, qui tant de fois s'est relevé du premier choc de la défaite, que toute la guerre est dans les premières batailles, que toute la patrie est dans les premiers bataillons. Il faut lui donner, au contraire, par une organisation appropriée de cette immense armée de réserve, le sentiment vrai, perma-

ment, familier, qu'il y a derrière les premiers bataillons une immense réserve de forces défensives que les premiers échecs n'entameraient pas, qui ne serait jamais épuisée, et qui finirait par lasser la patience et l'obstination de l'envahisseur. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Et alors, je vous demande, puisque en fait, au point de vue numérique, au point de vue de la force de combat, l'axe de votre armée s'est déplacé peu à peu, puisque ce qu'on appelait l'armée active est devenu ce qu'on appelle la réserve, puisque cette réserve, tout à la fois sédentaire et mobilisable, est maintenant votre véritable armée active, pourquoi ne pas porter hors de la caserne votre principal effort de dépense et d'organisation militaire ? Et pour cela, d'abord, sans entrer dans des détails prématurés, il faut renoncer à cet esprit de défiance envers la démocratie et la nation elle-même, qui a fait repousser par le Sénat le système du recrutement régional. Oui ! c'est une chose étrange ! Au moment où l'on dit que tout doit être subordonné à la défense du pays, au moment où l'on va retirer à de grandes catégories de travailleurs le droit commun dont ils jouissaient, sous prétexte de défense nationale, que fait-on ? On diminue, de l'aveu de tous, la rapidité de la mobilisation, pour ne pas laisser l'armée en contact immédiat avec la population ouvrière. Eh bien,

nous vous demandons, non seulement d'entrer dans cet esprit du recrutement régional, mais d'en faire, autant que possible, un recrutement cantonal et communal... (*Rumeurs sur divers bancs. — Applaudissements à l'extrême gauche*)... de faire, le plus possible, que notre armée soit l'image superposable du pays lui-même, de façon à perdre le moins de temps et à rompre le moins possible le lien qui doit attacher l'armée à la nation elle-même.

Ah! je le sais bien, vous allez nous apporter des objections d'ordre technique qui ont été opposées à toutes les transformations opérées antérieurement dans l'armée. Mais ce ne sont pas là les vraies raisons : c'est en réalité devant des raisons sociales et politiques que l'on hésite. Si l'on ne veut pas rapprocher l'armée de la nation, si l'on ne veut pas organiser un système de recrutement et d'éducation militaires qui respecte le plus possible le citoyen et le producteur dans le soldat, c'est parce que l'on n'est pas résolu inflexiblement à pratiquer envers la démocratie laborieuse, envers les classes ouvrière et paysanne, une politique généreuse qui prévienne à jamais toutes les difficultés et tous les conflits.

Je le sais bien, vous nous direz aussi qu'en répandant ainsi l'armée dans la nation, nous risquons que l'armée soit envahie par la politique. Mais n'en fait-elle pas maintenant? Et, tout d'abord, cette grande

armée de réserve, dont on parle pour l'oublier soudain, n'est-elle pas mêlée incessamment à toute la vie du pays, à sa vie nationale, à sa vie politique? Et je ne suppose pas que, malgré quelques exemples, vous ayez la prétention d'imposer une orthodoxie politique et sociale à tous vos officiers et à tous vos sous-officiers de réserve? Mais, dans l'armée active, dites-vous, il n'y a pas de politique! — Ah! c'est la tactique profonde de tous les ennemis de la République et de la démocratie, depuis deux ans, de faire de la politique en ayant l'air de faire autre chose. Le clergé, lui, ne fait plus de politique: il est rallié; il s'occupe seulement de religion; mais, sous prétexte de défendre les seuls intérêts religieux, il prépare des remaniements législatifs et parlementaires qui compromettraient la République elle-même. Et il en est ainsi de certaines coteries militaires puissantes. Ah! elles ne font pas de politique ouvertement, c'est vrai; mais il est impossible de toucher aux conceptions d'ordre militaire, qui sont l'expression, le résumé, la condensation de toute une politique; il est impossible d'introduire, de proposer ou de faire proposer des conceptions militaires quelconques, sans soutenir par là même une doctrine et une politique.

On a dit l'autre jour — M. Raiberti rappelait le mot — : « L'armée est une grande muette. » Il y a, messieurs, des coteries militaires puissantes qui parlent

beaucoup par délégation et par procuration ; elles ont des journaux puissants et répandus, violemment rétrogrades, qui attaquent toute l'œuvre faite par la République depuis vingt ans, et qui n'ont pas assez de défis, assez d'insolences, assez d'ironie pour ces politiciens, faiseurs de lois, qui veulent se mêler des choses de l'armée... (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche*)... qui raillent ou qui attaquent tout ce que vous avez fait et affirmé dans le sens de la démocratie, et la réduction du service militaire, et l'égalité au moins partielle de ce service, — et qui vous disent que jamais on n'aura d'armée si on ne refait de fond en comble, par une éducation chrétienne nouvelle, l'âme de la nation. Ce sont ces mêmes organes si répandus et violemment rétrogrades qui, lors de l'incorporation d'un député, applaudissaient avec joie à cette première mainmise de l'autorité militaire sur la représentation nationale. Ces coteries ont leurs journaux ; elles ont aussi leurs orateurs qui viennent ici même, — et je les en loue, il faut toujours dire toute sa pensée, — non pas pour attaquer de front la République : c'est fini, cela, mais pour insinuer que la pratique et l'organisation du grand commandement, que l'ordre et la règle nécessaires dans l'armée nationale pourraient bien être incompatibles avec l'esprit des institutions républicaines... — Elles ne font pas de politique, ces coteries ? Je dis qu'elles font toutes les politiques, ex-

L'ARMÉE DÉMOCRATIQUE

cepté la politique républicaine. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche.*)

Alors nous vous demandons si vous serez longtemps dupes de ces choses et si, sous prétexte d'éviter une politique qui se fait en réalité, et qui se fait contre vous, vous allez arrêter la pénétration de l'armée par l'esprit national, par le véritable esprit de la démocratie et du peuple. Il vous faut choisir, monsieur le président du conseil.

M. RIBOT

Président du conseil, ministre des finances

Mon choix est fait. (*Très bien ! très bien ! sur un grand nombre de bancs.*)

M. JAURÈS

Votre choix est fait, dites-vous ? Je reconnais là votre décision habituelle. (*Sourires à l'extrême gauche.*)

Il vous faut choisir entre la petite armée de métier livrée à la réaction, telle que M. Delafosse la définissait, et l'armée nationale confondue avec la nation, vivant de sa vie, faisant corps avec elle, et seule capable de sauver et la République et la patrie. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche.*)

(« *Journal officiel* » du vendredi 8 mars 1895)

LES COMPÉTITIONS COLONIALES

« La Petite République » du dimanche 17 mai 1896

Pendant que nos adversaires ne savent pas trop s'ils doivent dissimuler la croissance du socialisme pour rassurer leurs troupes ébranlées, ou l'avouer pour réclamer des mesures nouvelles de réaction, le socialisme n'a qu'à continuer en tout sens son œuvre. En ce moment, c'est le Congrès socialiste international du mois d'août prochain qui doit préoccuper les socialistes de tous les pays. On sait que toutes les organisations ouvrières et socialistes et tous les groupes parlementaires socialistes y doivent être représentés ; et comme depuis le dernier Congrès international de Zurich il y a eu partout en Europe une puissante poussée socialiste, le Congrès de Londres peut avoir et doit avoir une exceptionnelle importance. Seul, à Zurich, le socialisme allemand était représenté par un groupe parlementaire considérable ; depuis, le socialisme a fait pénétrer ses élus en grand nombre dans la Chambre belge, dans la Chambre française, dans la Chambre italienne ; de plus, le mouvement grandit en Autriche, et l'heure est proche sans doute où les travailleurs

anglais, sans renoncer à leur puissante action corporative, s'engageront, eux aussi, dans l'action politique. C'est donc à chacun de nous de se préparer au Congrès en étudiant les questions qui seront à son ordre du jour.

Il en est une des plus délicates et des plus urgentes : c'est celle qui a trait à la politique coloniale. Elle est délicate, parce qu'elle touche aux passions chauvines et aux intérêts immédiats de tous les peuples ; elle est urgente, parce que, des complications et des compétitions coloniales, peuvent à tout moment surgir de grandes guerres.

Il ne faudra donc pas, à mon sens, que le socialisme se borne à définir, par une formule théorique, son sentiment sur la politique coloniale. C'est entendu : nous la réprouvons, parce qu'elle gaspille des richesses et des forces qui devraient être dès maintenant appliquées à l'amélioration du sort du peuple ; nous la réprouvons, parce qu'elle est la conséquence la plus déplorable du régime capitaliste, qui resserre sur place la consommation en ne rémunérant pas tout le travail des travailleurs, et qui est obligé de se créer au loin, par la conquête et la violence, des débouchés nouveaux ; nous la réprouvons, enfin, parce que, dans toutes les expéditions coloniales, l'injustice capitaliste se complique et s'aggrave d'une exceptionnelle corruption : tous les instincts de dépré-

« *La Petite République* » du dimanche 17 mai 1896

dation et de rapines, déchaînés au loin par la certitude de l'impunité, et amplifiés par les puissances nouvelles de la spéculation, s'y développent à l'aise ; et la férocité sournoise de l'humanité primitive y est merveilleusement mise en œuvre par les plus ingénieux mécanismes de l'engin capitaliste. Tout cela, le socialisme international le dira, ou plutôt le redira sans doute à Londres.

Mais si le Congrès de Londres se bornait à une sorte de déclaration dogmatique, il ferait une œuvre singulièrement vaine. En fait, tous les peuples sont engagés dans la politique coloniale ; et ce ne sont pas nos formules d'avenir qui leur feraient rebrousser chemin ; la loi d'expansion et de conquête à laquelle ils cèdent tous semble irrésistible comme une loi naturelle ; et nous aurons beau dénoncer toutes les vilénies, toutes les corruptions, toutes les cruautés du mouvement colonial, nous ne l'arrêterons pas : le fleuve humain n'attend pas pour couler d'avoir été filtré par nous. Ceux qui, comme nous, se réclament du principe socialiste doivent se garder de toute responsabilité dans les effets du principe capitaliste ; mais ils n'imaginent pas naïvement que la société capitaliste, tant qu'elle subsistera, désobéisse à sa propre loi. Quelle doit donc être, dans ces questions si redoutables pour la paix du monde et pour le socialisme international, l'attitude *pratique* des socialistes ?

Il y a, je crois, trois règles pratiques qui peuvent être adoptées par les socialistes de tous les pays.

La première, c'est de veiller constamment à ce que les compétitions coloniales des divers peuples ne puissent jamais aboutir entre eux à la guerre. Il faudra pour cela que les socialistes aient le courage, chacun dans sa nation, de blâmer les prétentions excessives. Les socialistes n'y pourront réussir et ne pourront même s'y employer sérieusement qu'en suivant de très près, et pour ainsi dire au jour le jour, le mouvement colonial. Jusqu'ici, par hostilité théorique, ils ont trop laissé le monopole de ces questions à la presse chauvine et capitaliste, qui les dénature, qui nie les faits, qui crée des légendes. Il faut que, par un échange constant de documents sérieux et d'informations loyales, les socialistes de tous les pays arrivent à créer en ces questions une opinion internationale, qui bride les prétentions démesurées des uns et des autres. Assurément, ce n'est pas trop attendre de la haute conscience internationale et humaine du socialisme que de compter sur la loyauté des informations réciproques.

La deuxième règle, pour les socialistes de tous les pays, sera de demander, pour les peuples vaincus ou les races soumises de l'Asie, de l'Amérique, de l'Afrique, le traitement le plus humain, le maximum de garanties. Qu'il s'agisse des Hindous dominés par

« *La Petite République* » du dimanche 17 mai 1896

l'Angleterre, des Arabes dominés par la France, ou des races africaines que se disputent et se partagent tous les peuples de l'Europe, c'est le devoir des socialistes de prendre, dans le Parlement de chaque pays, l'initiative des propositions humaines ou des protestations nécessaires. Cette action socialiste se produira, en chaque pays, avec d'autant plus de force et d'autorité qu'elle sera universelle, et universellement probe, et que nul ne pourra y soupçonner un piège.

Enfin, il me semble que les socialistes devraient avoir comme troisième règle de marquer de plus en plus d'un caractère international les principales forces économiques que se disputent avidement les peuples. Il est visible, par exemple, à l'heure actuelle, que tous les peuples européens cheminent vers les sources du Nil, parce que la possession du Haut Nil et des grands lacs africains donne la maîtrise de l'Égypte et de tout le développement africain : c'est là le secret de tous les efforts, publics ou cachés, de toutes les combinaisons, loyales ou perfides, des peuples européens en Afrique, depuis dix ans surtout; et il est possible que ces rivalités, en s'exaspérant, aboutissent à la guerre. Pourquoi un système de garanties internationales n'assurerait-il pas le libre passage du Nil, de la source à la mer, à toutes les activités, comme on a fait déjà pour le Danube et pour le canal de Suez?

LE TSAR A PARIS

« *La Petite République* » du vendredi 14 août 1896

Il faut vraiment que l'opportunisme et la réaction comptent sur la diminution intellectuelle et morale du peuple de Paris, pour lui demander d'acclamer le tsar. Que le gouvernement qui, depuis deux ans, a humilié notre politique extérieure devant la politique russe, fasse accueil au représentant le plus complet de la réaction européenne, c'est son rôle ; que les réactionnaires calculent le contre-coup que pourra avoir sur notre politique intérieure l'ovation populaire à un souverain absolu, et qu'ils mesurent avec joie ce qui reste de badauderie monarchiste dans l'âme des foules, c'est leur rôle encore. Mais au peuple français et socialiste on ne peut demander que son silence.

Français, il ne peut oublier que depuis deux ans les gouvernants ont sacrifié à l'autoocratie russe tous les intérêts et la dignité même de la France. C'est pour complaire au tsar, qui voulait ménager l'empereur Guillaume, que la flotte française a dû aller à Kiel saluer l'empereur allemand, qui nous jette de si insolents défis militaires. C'est parce qu'elle est devenue

« *La Petite République* » du vendredi 14 août 1896

dans l'Extrême-Orient la servante de la Russie, qui menace l'intégrité du territoire chinois, que la France est devenue suspecte à la Chine et qu'elle va être exclue du marché chinois au profit de l'Angleterre. C'est parce que le tsar a intérêt à maintenir tout le système d'abus et de violences du régime turc, jusqu'au jour où il pourra intervenir seul et tout absorber, que la France a laissé se commettre en Arménie, sans une protestation, sans un murmure, les plus abominables massacres qu'ait vus l'histoire. Et récemment, est-ce que la France ne consentait pas à faire le blocus de la Crète, à étouffer au profit des Turcs la juste insurrection crétoise, uniquement pour plaire à la Russie qui s'est constituée la gardienne du Turc? Oui, sans l'opposition de l'Angleterre, la France, oublieuse de toutes ses traditions, allait prendre parti contre la Crète, et contre la Grèce, et contre le droit. Et si cette politique dure, dans quelques années il ne restera plus rien de l'honneur de la France dans le monde, et de la liberté de sa diplomatie. Ce n'est pas nous seuls, socialistes, toujours suspects d'exagération aux prétendus sages, qui parlons ainsi. Le rédacteur ordinaire du *Temps* pour les affaires extérieures, M. de Pressensé, écrivait textuellement il y a quelques jours : « Il est temps que la France retrouve un peu du prestige qu'elle a perdu pour s'être laissé subalterniser par la Russie. »

Certes, quand, il y a quelques années, presque tout le peuple de Paris acclamait les officiers russes, ce n'est pas à cela qu'il entendait aboutir. Il voulait répondre par sa sympathie à la sympathie présumée du peuple russe; il voulait signifier sa joie de n'être pas seul dans le monde, et sa confiance en l'avenir; sevré depuis longtemps de toute parole amie, il accueillait avec une cordialité expansive ces hôtes lointains qui lui parlaient avec une sorte d'amitié. Mais dans sa gratitude et dans sa joie il y avait de la fierté, la juste fierté de la France populaire qui sait ce qu'elle vaut, et le prix de ce qu'elle donne en se donnant. Si à ce moment-là on eût dit à ce peuple que des gouvernants sans habileté et sans fierté transformeraient en un lien de servage le lien d'amitié qu'il voulait former, il eût renié d'emblée ses propres acclamations. Et pourquoi nos gouvernants ont-ils laissé dégénérer un régime d'amitié en un régime de dépendance? Parce qu'ils ont perdu le sens de ce qu'était la France en perdant le sens de ce qu'était la République; ils ont cru que la République devait se faire pardonner d'être la République, aussi bien devant les alliés du dehors que devant les ennemis du dedans; et ils ont mis la République à la suite du tsar pour nos affaires extérieures, comme ils l'ont mise à la suite de la réaction pour nos affaires intérieures. Ceux que l'idée républicaine embarrasse au dedans sont embarrassés au dehors par la forme répu-

« La Petite République » du vendredi 14 août 1896

blicaine; et ils ne traitent plus en égaux, au nom d'une France fière de son droit; ils traitent en inférieurs, au nom d'une France repentante et toute prête à donner des gages. Voilà ce qu'a fait la réaction gouvernementale des puissantes sympathies populaires qui faisaient fête au peuple russe. Et c'est cette déchéance, c'est cette « subalternisation » de la France, reconnue par les modérés eux-mêmes, qu'on demande au peuple de Paris d'acclamer sur le passage du tsar.

On lui demande aussi d'acclamer la pire réaction capitaliste. Le temps n'est plus où l'on pouvait dire que la Russie était si loin de nous par son état social qu'il n'y avait aucune analogie, aucune coïncidence possible entre la forme de la réaction russe et la forme de la réaction française. Maintenant la civilisation industrielle et capitaliste a pénétré en Russie : il y a de grandes usines à Saint-Pétersbourg et à Moscou, comme à Paris et à Roubaix; et tout récemment, au lendemain même du sacre du tsar Nicolas, quarante mille ouvriers des fabriques, à Saint-Pétersbourg, se mettaient en grève. Ils demandaient que leur travail, un travail écrasant de quinze heures par jour, fût moins misérablement payé; malgré le régime de servitude qui interdit toute réunion, toute discussion, la propagande ouvrière s'était faite dans les fabriques par des manuscrits distribués secrètement; puis, un beau jour, les délégués des fabriques s'étaient tous

réunis dans un jardin public, sous les yeux de la police stupéfaite, et, héroïquement, ils avaient décidé le combat; leurs réclamations étaient si justes, l'opinion leur était si favorable que les patrons, après quelques semaines, firent savoir qu'ils allaient faire des concessions; mais aussitôt le gouvernement du tsar intervint pour *défendre aux patrons de céder* : n'allaient-ils pas encourager la rébellion ouvrière? Les patrons retirèrent leurs concessions; les ouvriers, vaincus par la famine et par le tsar, rentrèrent dans les fabriques, et leurs délégués, au nombre d'une centaine, furent envoyés en Sibérie.

Voilà ce qu'on demande aux prolétaires parisiens d'acclamer à pleine poitrine : on leur demande de supplicier une fois de plus les prolétaires russes. Honte sur eux s'ils commettent ce crime! Comme l'empereur Guillaume, qu'il aura embrassé la veille à Berlin, comme nos gouvernants réactionnaires, le tsar Nicolas est aujourd'hui l'un des gardiens de l'ordre capitaliste; il est une des forces d'oppression qui pèsent sur les ouvriers de tous les pays. Que Leygues et Trarieux et Rességuier lui fassent cortège et l'acclament : les ouvriers assisteront en silence à toutes ces parades de réaction; ils attendront patiemment, sans vaine protestation et sans adhésion servile, que les hourrahs inconscients soient tombés, que les derniers feux d'artifice soient éteints; et ils garderont leur dignité

« *La Petite République* » du 1^{er} septembre 1896

intacte pour pouvoir dire le lendemain à la France républicaine qu'ils sont restés républicains, à l'humanité socialiste qu'ils sont restés socialistes.

« *La Petite République* » du 1^{er} septembre 1896

Vous vous rappelez le discours récent où M. Méline renouvelait ses attaques contre le socialisme et retirait l'impôt sur la rente qui risquait de le brouiller avec la droite. Voici comment « le journal populaire russe », *le Fils de la Patrie*, complaisamment reproduit par *le Nord*, organe officiel des relations franco-russes, parle de ce discours réactionnaire : « Le beau discours de M. Méline doit être considéré comme un signe des temps et comme le signal d'une profonde modification dans la politique intérieure de la République : comme tel il a dû produire partout un excellent effet. » Si l'on songe que rien en Russie n'est publié sans l'autorisation du gouvernement et le visa de la censure, on comprendra sans peine la portée de ces paroles. L'autocratie et l'aristocratie russes croient de leur intérêt de se rapprocher de la France, mais elles comptent bien que celle-ci se débarrassera sans tarder de tout esprit républicain, et elles notent avec joie les premiers gages de réaction qui leur sont donnés par les gouvernants français.

Le gouvernement russe a exploité largement, depuis trois ans, le mouvement d'opinion qui s'est produit en France : il nous a emprunté plus de six milliards pour développer ses voies ferrées, combler le déficit de ses budgets et soutenir le cours de sa monnaie de papier ; il s'est appuyé sur nous pour ses desseins politiques dans l'Extrême-Orient ; il se donne peu à peu l'air d'être dans le monde l'arbitre souverain de la paix, et il sait bien que, dans le règlement définitif des affaires balkaniques, ce prestige accru lui sera d'un grand secours. Mais tous ces avantages que lui procure l'accord, au moins apparent, avec la France, le tsar ne voudrait pas les payer trop cher. Il veut bien se servir de nous, mais il ne veut pas se brouiller avec les autres peuples et les autres gouvernements ; aussi il évite avec soin tout ce qui peut l'engager à fond avec la France : il vient chez nous, mais après s'être arrêté chez tous les souverains de l'Europe ; et l'on annonce qu'à Paris il descendra non pas chez nous, non pas sur le sol de la France, mais à l'ambassade russe, sur le sol russe. Quand le journal *le Temps* a donné cette nouvelle, il a bien compris que ce refus de l'hospitalité française en France même avait quelque chose d'étrange, et il nous a gravement expliqué que sur le sol russe le tsar gardait aux yeux de ses peuples, malgré son absence, la direction effective des affaires. — Mais à Vienne, au vieux château de la Hofburg,

« *La Petite République* » du 1^{er} septembre 1896

mais à Breslau, chez Guillaume, mais à Balmoral, dans le château d'été de la reine d'Angleterre, est-ce qu'il sera sur le sol russe?

La vérité, c'est que, tout en venant chez nous, il entend se livrer le moins possible et marquer les distances. *Le Figaro* a, dès le début, recommandé de réduire au minimum les manifestations populaires et de donner à la réception du tsar une sorte de discrétion aristocratique; et dès le lendemain, il livrait son secret: « Nous savons, disait-il, que nous traduisons ainsi la pensée de nos hôtes: *ce qu'on redoute, c'est l'excès de l'enthousiasme.* » Pressez-vous donc, travailleurs de Paris, sur le passage du maître auguste, et laissez-lui voir la dévotion de vos âmes; mais « ayez de la tenue » — c'est encore le mot du moniteur officiel du tsar —; surveillez vos gestes et vos cris; car vous risqueriez d'encanailler la fête et de compromettre aux yeux de son frère de Berlin l'autocrate russe. C'est bon pour notre Félix Faure, quand il accompagne M. Bourgeois dans le Midi, d'être un peu housculé par les acclamations populaires: il faut plus de ménagements à la majesté de l'autre; et la rue elle-même doit avoir des enthousiasmes de salon; c'est par ses bonnes manières que la République gardera la haute amitié dont on l'honore; et le tsar pourra parler sans trop d'embarras, aux autres souverains de l'Europe, de ses relations avec nous: « C'est, je vous

assure, un peuple très décent, très assagi, et auquel il ne manque guère qu'un roi pour être irréprochable. » Oh ! nationalistes prétendus qui nous parlez des énergies spontanées et profondes de notre France comme si nous voulions les amortir, c'est vous qui les redoutez, même quand elles s'égarerent avec vous !

Et au lendemain de ces fêtes où les conservateurs voudraient que le peuple républicain marchât sur le pavé de Paris comme sur le parquet d'une antichambre royale, quelle garantie nouvelle de sécurité aura la France ? Où sera le traité précis, loyal, public, assurant notre frontière contre la surprise d'une invasion ? Brousse le demandait ici même l'autre jour, et assurément tout le peuple patriote adresse au gouvernement la même question. Il n'y aura pas de réponse, et on ne pourra pas montrer de traité parce qu'il n'y en a pas, parce que le tsar ne laisse pas traîner chez nous sa signature ; ou, s'il y en a un, le gouvernement ne pourra pas le montrer aux patriotes les plus exaltés, à ceux qui ne conçoivent le relèvement de la France que par une revanche militaire, car ce traité avec le tsar russe ne peut être qu'un traité de *statu quo* consacrant définitivement le traité de Francfort et le démembrement de la France. Que la Ligue des Patriotes le demande à un des siens, à un député français, un des plus sincères assurément et des plus fervents nationalistes ; il a été reçu par le tsar Alexandre III, au

« *La Petite République* » du 1^{er} septembre 1896

moment des fêtes de Cronstadt, et le tsar lui a dit, avec une insistance significative : « Dites bien à vos amis, monsieur, que toute entente de la France et de la Russie ne peut avoir pour base que le *statu quo*. » Pour nous, qui croyons que le socialisme international libérera les peuples comme les individus et qu'il restituera à tous les groupements nationaux leur intégrité et leur liberté, ces paroles nous importent peu. Mais qu'en pensent les chauvins qui nous accusent? et n'est-ce pas la répudiation même de leur rêve exalté qu'ils acclameront sur le passage du tsar?

Non : en échange de tous les services d'argent, de diplomatie et de docilité que la France a rendus au tsar, le tsar n'apporte rien à la France. Il n'apporte quelque chose qu'aux classes réactionnaires de notre pays : quand on aura brisé dans notre peuple toute fierté, quand on aura persuadé à ce peuple de France, qui trouva jadis dans sa ferveur révolutionnaire une si prodigieuse force nationale, qu'il ne peut plus défendre son indépendance et son sol que sous la protection du tsar, on lui persuadera tous les jours que pour garder cette protection nécessaire, cette amitié vitale, il faut être bien sage. Quoi! nous ferions de la politique hardie, de la politique populaire et socialiste! Mais nous allons gêner et refroidir notre auguste allié! Et la République elle-même sera une sorte de trahison contre la France. Voilà où l'on nous

mène, et c'est notre devoir de le dire et de le redire, contre tous les engouements, contre tous les aveuglements. Oh! nous n'empêcherons rien, et les foules se précipiteront, et se livreront. Mais quand ce torrent sera passé, il n'y aura plus en France qu'un parti républicain et français : le parti socialiste.

La « Petite République » du 4 octobre 1896

Pour qu'une fête soit vraiment belle, il ne suffit point de prodiguer les drapeaux, de marquer royalement le linge présidentiel et de dorer les carrosses : il faut que ce soit autour d'une haute idée commune que tout un peuple soit groupé. Quelle est donc l'idée qui dominera les fêtes franco-russes ?

Est-ce une idée de revanche ? Le peuple se dit-il que par l'entente des forces françaises et des forces russes l'immanente justice va s'accomplir enfin ? Se dit-il que bientôt l'acte odieux de violence commis contre tout un peuple par le militarisme allemand sera réparé, et que le drapeau de la France républicaine flottera sur Strasbourg et sur Metz ? — Si le peuple de Paris, si le peuple de France avait fait ce rêve, il serait exposé à un cruel réveil ; car l'autocrate russe, frère des autres souverains d'Europe, ne peut pas coopérer, il ne peut même pas consentir à une guerre de réparation nationale

qui ébranlerait les dynasties de l'Occident ; il ne peut pas se détourner de sa propre politique et de ses des- seins sur l'Orient pour nous rendre notre frontière perdue ; il ne peut pas permettre que la France répu- blicaine crie au monde le droit des peuples opprimés, car l'ensemble des institutions politiques et sociales de l'Europe monarchique et conservatrice en serait ébranlé. Ce n'est donc pas la revanche franco-russe que le peuple pourra saluer, c'est seulement la paix franco-russe, c'est-à-dire la paix sans la revendication de l'Alsace opprimée, la paix sans l'affirmation du droit de la France, la paix telle que la veut le tsar, non telle que la veut la France elle-même. Et ce n'est certainement pas cette acceptation du fait accompli qui peut faire battre le cœur de la foule.

Se dit-elle que grâce à la Russie nous ne serons pas exposés à une invasion nouvelle, à un nouveau démembrement ? — Certes, la France a le droit de chercher toutes les garanties de sécurité. Mais per- sonne ne lui fera cette injure de supposer qu'elle doute à ce point d'elle-même, de son énergie, de sa puissance, qu'elle attende son salut de l'étranger. Et ce n'est pas le protecteur non plus, ce n'est pas le sauveur qu'en la personne du tsar Paris acclamera.

Serait-il donc vrai, comme le disent nos journaux de réaction, que l'instinct monarchique se réveille au cœur du peuple de France, qu'il subit de nouveau

la fascination séculaire du pouvoir personnel, et que, n'ayant plus en France même que des idoles déconsidérées, ridicules et pourries, il attend avec une curiosité dévote la grande idole du Nord, moscovite et byzantine ? — Non, certes ; et si le peuple est fatigué de ses dirigeants, il n'est fatigué ni de la République, ni de sa propre souveraineté ; les ouvriers mêmes qui, entraînés par je ne sais quelle force obscure, acclament le tsar, autocrate et persécuteur des prolétaires russes, défendraient la liberté républicaine.

Qu'y a-t-il donc au fond de la conscience populaire ? Quelque tristesse que nous cause, à nous socialistes, l'aveugle empressement des foules vers la Russie, il me déplaît de penser qu'il n'y a, dans tout ce qui se prépare, que vanité théâtrale plate et vide de badauderie : même en ses erreurs, même en ses illusions, le peuple de France retient assurément quelque grandeur. Que veut-il donc, et pourquoi, contre tout bon sens, contre toute raison, semble-t-il visité par un beau rêve, soulevé par un vague et puissant espoir ? C'est qu'il n'a pu trouver depuis vingt ans le noble emploi de sa force ; c'est qu'il n'a trouvé, ni dans la contrefaçon de la République qu'il subit, ni dans les lointaines expéditions mal conduites, une expansion de son âme et une consolation à son orgueil blessé ; c'est qu'entre les vieux partis impuissants et corrom-

pus et le socialisme nouveau, qui refera le monde, il n'a pas fait encore un choix décisif; c'est qu'il a le dégoût du présent et que l'universelle justice humaine est encore un fantôme trop lointain pour lui; c'est qu'il erre ainsi et attend et espère, mais sans savoir encore quoi; et quand une occasion lui est donnée de se sentir vivre, de s'affirmer, même par des acclamations vaines, et de saluer dans la personne ambiguë du visiteur qui passe sa propre espérance incertaine encore et mal définie, il se livre à la force secrète de son désir, et il veut crier à tous les vents de l'Europe qu'il est le peuple de France, qu'il se sent soulevé par des énergies inconnues, et que l'avenir est à lui.

Voilà ce que n'ont point compris les hommes d'État misérables qui conduisent encore ce peuple pour quelques jours. C'est par de fières et nobles paroles d'espérance nationale et humaine qu'ils devaient répondre à l'inquiétude secrète, au besoin de vie, d'action, d'ivresse, qui tourmente le peuple nouveau de la vieille France. Ils ont préféré ramener toute chose à la petitesse de leur propre pensée, se perdre dans d'humiliants calculs de cérémonial, et abaisser autant qu'il dépendait d'eux, par leur attitude et leur nullité, cette France républicaine qui sent tressaillir en elle sa prochaine grandeur.

Mais qu'importent ces hommes, et les Félix Faure,

et les Hanotaux, et les Méline ? Ce qui importe, c'est que nous prenions tous conscience de ce qu'est et veut la France. Elle ne veut point d'aventures, mais elle veut, sous des formes nouvelles, refaire sa grandeur dans le monde, donner un plein essor à sa force et à son génie. Elle ne veut pas être une âme contrainte et refoulée : elle veut agir sur les choses humaines, et hardiment et au grand jour, selon la juste part que l'histoire et la Révolution assignent à la France ; elle veut se proposer une grande et noble fin et y tendre de toutes ses énergies. Et elle s'apercevra bien vite que ce n'est pas par un impossible accord avec l'autocrate russe qu'elle pourra renouveler et agrandir sa vie ; cet accord, au contraire, ne peut que lui enlever tout espoir de retrouver son intégrité nationale, et refouler ses énergies républicaines et socialistes. La faillite de la combinaison franco-russe suivra donc de près la fête franco-russe ; et le peuple de France comprendra enfin, après toutes les illusions et toutes les duperies, que c'est seulement dans la République socialiste qu'il trouvera le noble emploi de sa force, l'expansion de sa conscience, l'essor de son orgueil et de sa joie et la grandeur nationale inséparable aujourd'hui de l'affranchissement humain. O peuple de France, que ton rêve monte et monte encore ; car, si haut qu'il aille, l'idée socialiste ne sera jamais au-dessous de lui.

Millerand définissait très bien, il y a quatre jours, l'attitude du parti socialiste français pendant les fêtes franco-russes : « Il regarde, il écoute et il attend. » L'essentiel pour nous, en effet, pendant ces grandes manifestations à la fois gouvernementales et populaires, était de saisir le véritable sentiment de la foule. Nous connaissons celui des ouvriers vraiment socialistes ; comme nous, tous, ils veulent la France libre et forte, et comme nous ils pensent que seul l'avènement politique du prolétariat international assurera à l'Europe la paix, à toutes les nations la justice. Mais il y a, en dehors des groupements socialistes proprement dits, une foule immense où notre doctrine n'a point vraiment pénétré encore ; et c'est elle qui, par ses mouvements, par son instinct, peut faire les événements et décider de la patrie ; c'est d'elle, je l'avoue, que nous redoutions un pareil excès d'enthousiasme et d'irréparables entraînements ; et nous avons constaté avec une joie profonde que, dans toutes ces fêtes, elle est restée parfaitement maîtresse d'elle-même. Elle a fait éclater sa joie sans rien perdre de sa sagesse et de sa fierté ; nous l'avons vue curieuse et vivante, et vibrante, flattée aussi d'une visite qui lui semblait un hommage à la France républicaine ; mais elle ne s'est point livrée ; elle est restée capable de réflexion et de contrôle, et dans quelques jours, quand le Parlement aura à

statuer sur les crédits, nous pourrons, sans faire violence à l'instinct du peuple, demander des explications sur l'entente franco-russe et en signaler les périls ou les illusions; assurément le peuple tout entier ne sera point de notre avis, mais il entendra nos paroles sans colère, et il saura les méditer.

Car on ne pourra pas s'en tenir toujours à des effusions sentimentales. Il faudra bien qu'on dise à la France quelle est la signification de l'accord franco-russe. Il peut, en effet, avoir deux sens bien différents et même opposés. Il peut signifier que l'Europe est coupée en deux, et qu'à la triple alliance de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie s'oppose nettement la double alliance de la Russie et de la France. C'est ainsi assurément que l'entendait, il y a quelques années, la partie la plus ardente du peuple, quand l'affaire Schnæbélé et les insolences de M. de Bismarck exaspérèrent à nouveau les blessures de l'année terrible; c'est ainsi qu'aujourd'hui encore paraissent l'entendre quelques échauffés, que nos diplomates feront bien de rappeler vite à la sagesse. Dans un discours récent, M. Sansbœuf déclarait que la Ligue des Patriotes s'associerait aux fêtes avec quelque réserve, parce que la question d'Alsace-Lorraine n'y était pas suffisamment posée. Que nos gouvernants se hâtent de réprimer, par des explications décisives, ces dangereuses et fausses interprétations. Je sais bien qu'elles

sont isolées et qu'elles ne peuvent engager la France elle-même; et assurément la guerre n'en sortirait pas. Mais rien ne serait funeste et humiliant pour nous comme de nous donner encore l'air d'être des boute-feu, sans être vraiment décidés au combat.

Il sera donc bien entendu, par les déclarations gouvernementales les plus expresses, que l'amitié franco-russe n'a qu'un but essentiel : la paix. Elle ne signifie donc pas que la France et la Russie forment un camp tout armé en face de la triple alliance; elle se produit au contraire à une heure où tous les groupements agressifs de l'Europe perdent leur netteté et leur acuité, et où la triple alliance même se décompose. L'accord franco-russe signifie que la Russie croit possible de se lier à la France sans rompre décidément avec les autres puissances; il constate aussi que la France, aidée par la Russie, croit possible de renouer avec les États de la Triple : c'est la constatation d'une sorte de détente générale, et comme une reprise de la conversation européenne; c'est donc tout le contraire d'une alliance spéciale offensive ou défensive.

Mais qui ne voit qu'ainsi ramené à ses proportions exactes l'accord franco-russe est singulièrement vide? Et quelle imprudence chez nos gouvernants de laisser entendre par leur silence même plus que ne contient la réalité! Quelle folie d'exciter je ne sais quelle secrète

espérance nationale, quand il faudra bientôt amortir les vibrations de la conscience populaire ! La diplomatie de nos gouvernants s'achemine à la même banqueroute que leur politique intérieure.

Et il nous importerait peu, si la France n'usait, en ces chemins sans issue, la force nouvelle d'espérance et d'action qui la soulève. Elle ne veut point de la guerre, et ce n'est pas d'elle que viendront les provocations. Mais elle veut s'affirmer dans le monde avec toute sa force et tout son droit. Et ce ne sont ni nos gouvernants ni les sympathies de la Russie qui lui restitueront sa grandeur et son vrai rôle dans le monde. Aveugle qui ne voit pas que le socialisme seul, sans guerre aventureuse et meurtrière, peut rendre à la France toute sa puissance de rayonnement et d'action ! C'est nous, nous seuls qui sommes les vrais nationalistes, car nous seuls pouvons fonder l'unité profonde de la nation. Ne voyez-vous pas que sous l'éclat superficiel des fêtes et la trêve passagère des partis elle reste nécessairement divisée contre elle-même ? Ne voyez-vous pas qu'elle sera coupée en classes antagonistes, c'est-à-dire en consciences antagonistes, tant que le travail et la propriété ne seront pas confondus ? Ceux qui préparent cette unification de la France par un nouveau régime social lui préparent par là même une force incomparable. Et si la République parlementaire a obligé enfin un tsar autocrate à la reconnaître et à la saluer, com-

«La Petite République» du dimanche 11 octobre 1896

ment la République populaire, la République sociale, n'exercerait-elle pas sur le monde, tout entier tourmenté d'un besoin de justice, la plus décisive action ?

J'ai donc la conviction profonde que tous les sentiments obscurs d'espérance et de fierté dont vibrait l'immense foule ne trouveront qu'en l'idée socialiste leur satisfaction. Cette foule, au moment même où elle acclamait l'alliance franco-russe, était, par le cœur, plus près de nous que de ceux qui masquent derrière le splendide décor de la fête populaire le vide de leur politique et l'impuissance de leur pensée. C'est sans embarras que nous pouvions nous mêler à ce peuple et nous pénétrer en silence de son espoir et de sa joie, car tout ce qu'il y a de grand et de noble dans son rêve aura dans l'idée socialiste son accomplissement. C'est dans la République sociale seulement que la France trouvera un renouveau de sa grandeur séculaire, l'intégrité de son domaine et la plénitude de son action.

Toute autre politique n'est et ne peut être que déception. Il nous suffit que la France ait mis dans la politique franco-russe, même pour un instant, une parcelle de son cœur pour que nous en parlions avec respect ; mais c'est avec une fermeté irréductible que nous opposerons la politique socialiste à la politique gouvernementale.

LES MASSACRES D'ARMÉNIE

Chambre des députés. Séance du 3 novembre 1896 (1)

Messieurs, je compterais davantage sur l'efficacité de l'amicale remontrance adressée au Sultan par M. le ministre des Affaires étrangères (2) de la France, si je ne me rappelais que de pareilles admonestations lui ont été adressées à maintes reprises, sans aucun résultat et sans aucun effet. Après les explications de M. le ministre des Affaires étrangères, il me semble que la question reste entière.

M. le ministre, j'ai admiré avec quel courage vous avez essayé, à cette tribune, de renverser les responsabilités; j'ai entendu, contre ceux que vous appeliez les agitateurs arméniens au dehors, des paroles sévères et un avertissement où il y avait quelque menace. Vous avez prétendu, comme l'honorable M. de Mun,

(1) *Discussion de l'interpellation de M. Denys Cochin, de M. le comte de Mun, de M. Delafosse et de plusieurs de leurs collègues sur les événements d'Arménie.* La séance était présidée par M. Henri Brisson.

(2) Le ministre des Affaires étrangères était M. Gabriel Hanotaux.

que c'étaient eux qui, par leur imprudence, par leurs excitations, étaient pour une large part responsables des maux qui s'étaient abattus sur leurs compatriotes. Et vous avez oublié d'ajouter, ou du moins vous n'avez pas ajouté avec la même force qu'y a mis M. de Mun lui-même, qu'assurément et quel que soit le jugement porté sur eux, ils n'avaient pas été les provocateurs ; vous avez oublié de rappeler qu'avant leur responsabilité, s'ils en ont une — et que peut être d'ailleurs la responsabilité de quelques hommes ou de quelques comités à côté du martyr et du massacre de tout un peuple ? — vous avez oublié de rappeler qu'au-dessus et bien avant la responsabilité de ces hommes, il y avait la responsabilité du Sultan lui-même et celle de l'Europe.

Voilà dix-huit ans, messieurs, — et bien avant qu'il se soit fondé en France ou à Londres des comités arméniens, — que l'Europe réunie au congrès de Berlin avait reconnu elle-même la nécessité de protéger les sujets arméniens de la Turquie. Voilà dix-huit ans qu'elle avait inséré dans le traité de Berlin l'engagement solennel de protéger la sécurité, la vie, l'honneur des Arméniens. Et il était entendu, en même temps, que l'Europe devrait demander des comptes annuels, devrait exercer un contrôle annuel sur les réformes et sur les garanties introduites par le Sultan dans ses relations avec ses sujets d'Asie Mineure. Eh bien !

où sont ces comptes? où sont ces contrôles? où est la trace de cette intervention solennellement promise par l'Europe elle-même? Et lorsque, devant la faillite de tous ces engagements, lorsque, devant l'indifférence de l'Europe qui détourne la tête, qui laisse se perpétuer contre l'Asie Mineure tous les abus antérieurs, qui se contente d'avoir dépecé l'empire turc, de lui avoir pris au profit des uns ou des autres la Bulgarie, la Bosnie, l'Herzégovine et Chypre, et laisse subsister dans ce qui lui reste de provinces les abus qui avaient servi de prétexte à sa première intervention, peut-être pour se ménager plus tard un prétexte à de nouvelles interventions ou à de nouvelles spoliations, — ... vous vous étonnez que les Arméniens, qui sont les dupes ou les victimes de cette intrigue européenne, de ce manquement à la parole européenne, aillent dans les capitales, à Paris, à Londres, essayer d'éveiller un peu la pitié, l'attention de l'Europe! Et c'est contre eux, monsieur le ministre des Affaires étrangères de France, qu'au lendemain de ces massacres qui ont fait cent mille victimes, oubliant que c'est l'Europe qui a manqué à sa parole, c'est contre ces victimes que vous avez eu ici les paroles les plus sévères! (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Nous aussi, nous voulons la paix; mais nous ne pensons pas que ce soient des paroles comme celles qu'a prononcées M. le ministre des Affaires étrangères, que

ce soit une attitude comme celle que nous constatons par tous les documents, qui puisse assurer pacifiquement le respect des droits, la sécurité et la vie pour les sujets arméniens.

Il est inutile, à l'heure où nous sommes, d'étaler de nouveau devant la Chambre et devant le pays, trop longtemps indifférent ou peu averti, les horreurs qui ont été accumulées en Asie Mineure. L'essentiel, à cette heure, c'est de préciser les responsabilités, et non seulement, comme l'a fait M. de Mun avec sa force souveraine, avec sa sobre et décisive éloquence, la responsabilité du Sultan, mais la responsabilité de l'Europe elle-même et la responsabilité précise du Gouvernement de la France; et c'est aussi de chercher avec quelque précision quelle peut être la solution de la question qui est posée à cette heure devant la conscience européenne.

Oui, messieurs, il a été accumulé contre les populations d'Asie Mineure un ensemble de faits dont on a pu dire qu'ils avaient à peine, à ce degré, quelques précédents. Mais si ces faits avaient été spontanés, si tous les viols, tous les vols, tous les meurtres, tous les pillages, tous les incendies qui se sont produits en Asie Mineure s'étaient produits spontanément, il n'y aurait là qu'un élément accoutumé, malgré tout, de l'histoire humaine.

Et, lorsque, dans les rapports des délégués et de la commission d'Erzeroum chargés d'examiner les faits qui s'étaient produits à Sassoun, lorsque, dans les rapports officiels des consuls de l'Europe sur les faits des six principaux vilayets d'Asie Mineure, j'ai lu le détail des brutalités atroces commises de concert par les Kurdes et par la soldatesque du Sultan; lorsque j'y ai vu les premières résistances de cette population arménienne, si longtemps moutonnaire et passive, à l'arbitraire et aux pilleries des Kurdes; lorsque j'y ai vu les premières rencontres sanglantes de ces nomades, dans les ravins et les bois, avec les pâtres et les laboureurs de l'Arménie, et la fureur soudaine des Kurdes, et la guerre d'extermination qui a commencé, et l'émigration des familles arméniennes partant de leurs maisons détruites par l'incendie; et les vieillards portés sur les épaules, puis abandonnés en chemin et massacrés; et les femmes et les mères affolées mettant la main sur la bouche de leurs enfants qui crient, pour n'être pas trahies par ces cris dans leur fuite sous bois, et les enfants cachés, tapis sous les pierres, dans les racines des arbres, et égorgés par centaines; et les femmes enceintes éventrées, et leurs fœtus embrochés et promenés au bout des baïonnettes; et les filles distribuées entre les soldats turcs et les nomades kurdes et violées jusqu'à ce que les soldats les ayant épuisées d'outrages les fusillent enfin en un exercice monstrueux de

sadisme, avec des balles partant du bas-ventre et passant au crâne, le meurtre s'essayant à la forme du viol; et le soir, auprès des tentes où les soldats et les nomades se livraient à la même orgie, les grandes fosses creusées pour tous ces cadavres, et les Arméniens fous de douleur qui s'y précipitaient vivants; et les prêtres décapités, et leurs têtes ignominieusement placées entre leurs cuisses; et toute cette population se réfugiant vers les hauts plateaux; — et puis, lorsque tous ces barbares se sont aperçus que l'Europe restait indifférente, qu'aucune parole de pitié ne venait à ceux qu'ils avaient massacrés et violentés, la guerre d'extermination prenant tout à coup des proportions beaucoup plus vastes: et ce n'étaient plus de petits groupes qu'on massacrait, mais, dans les villes, par grandes masses de 3,000 et 4,000 victimes en un jour, au son du clairon, avec la régularité de l'exécution d'une sentence: voilà ce qui a été fait, voilà ce qu'a vu l'Europe; voilà ce dont elle s'est détournée! — et lorsque, je le répète, j'en ai vu le détail, il m'a semblé que toutes les horreurs de la guerre de Trente ans étaient déchainées dans cet horizon oriental lointain et farouche.

Mais ce qui importe, ce qui est grave, ce n'est pas que la brute humaine se soit déchainée là-bas; ce n'est pas qu'elle se soit éveillée. Ce qui est grave, c'est qu'elle ne s'est pas éveillée spontanément; c'est qu'elle a été excitée, encouragée et nourrie dans ses appétits

les plus féroces par un gouvernement régulier avec lequel l'Europe avait échangé plus d'une fois, gravement, sa signature. Car c'est là ce qui domine tout : c'est le Sultan qui a voulu, qui a organisé, qui a dirigé les massacres. Il a vu que, depuis quinze ans, partout où il y avait une agglomération chrétienne, cette agglomération chrétienne tendait à l'autonomie, soit par son propre mouvement, soit sous des impulsions étrangères ; il a vu qu'ainsi, dès le début de son règne, la Bulgarie, la Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine avaient échappé à l'empire ottoman : et il s'est dit que les revendications arméniennes, se produisant non loin de cette île de Chypre devenue, par un codicille secret du traité de Berlin, une île anglaise, pourraient bien servir de prétexte à de nouveaux démembrements. Et comme il était incapable de retenir à lui ces populations, pourtant si douces, par des réformes, par un régime d'équité et de justice ; comme il s'enfonçait de plus en plus, malgré d'hypocrites promesses, dans un absolutisme aigri et haineux, il n'a plus compté bientôt que sur une force qui, celle-là, lui resterait fidèle jusqu'à la fin : la force du vieux sentiment ture, dont parlait avec raison M. de Mun. Et c'est cette force qu'il a déchainée contre l'Arménie. Et il a pensé, messieurs, et pensé avec raison, qu'il n'avait, pour aboutir dans ce dessein, qu'à mettre l'Europe devant le fait accompli, devant le massacre

Chambre des députés. Séance du 3 novembre 1896

accompli. Il l'a vue hésitante, incertaine, divisée contre elle-même, et pendant que les ambassadeurs divisés, en effet, et impuissants le harcelaient, en pleine tuerie, de ridicules propos de philanthropie et de réformes, il achevait, lui, l'extermination à plein couteau, pour se débarrasser de la question arménienne, pour se débarrasser aussi de l'hypocrite importunité d'une Europe geignante et complice comme vous l'êtes. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Interruptions.*)

En même temps, il se jouait de l'Europe, il se jouait de vous et de l'humanité. Ah! vous avez décidé qu'il y aurait à Erzeroum une commission d'enquête sur les premiers massacres de Sassoun; vous avez décidé que des délégués européens seraient adjoints à cette commission d'enquête! Mais, lisez, monsieur le ministre — vous les avez lus, assurément, — les procès-verbaux de la commission, et vous verrez que la commission turque a toujours refusé aux délégués européens de se transporter sur les points où s'étaient produits les plus abominables massacres afin de recueillir subitement sur place des témoignages sincères; vous verrez aussi par le procès de Tamayan en 1894, dont parle le consul d'Angora, à quels procédés sauvages le gouvernement du Sultan avait recours pour obtenir en sa faveur des témoignages mensongers. Il s'agissait de faire dire aux Arméniens par force, en leur

extorquant dans les tortures leurs signatures, que c'étaient eux qui avaient commencé. Il y avait partout des fonctionnaires qui se sentaient responsables et qui se disaient : « L'Europe interviendra peut-être demain et le Sultan sera obligé de nous demander des comptes. » Et le Sultan lui-même voulait pouvoir prouver aux ambassadeurs, qui passaient au palais, sa bonne foi et la bonne foi de ses bons sujets ; et l'on exigeait des Arméniens, à l'heure même où leurs familles râlaient sous le meurtre, qu'ils attestassent que c'étaient eux les coupables, que c'étaient eux qui avaient commencé ; et il y a un de vos consuls qui raconte qu'un des principaux témoins a été torturé comme je vais vous dire : on lui trépanait doucement la tête, puis on y introduisait une coquille de noix ou de noisette remplie de poix et, dans l'intervalle des évanouissements successifs que provoquait cette atrocité, on lui disait : « Veux-tu maintenant signer que ce sont tes frères d'Arménie qui ont commencé ? » Voilà les témoignages que l'on apportait à l'Europe ! Voilà la vérité sur la responsabilité du Sultan !

*
* * *

Mais il y a — et il n'est pas besoin d'être diplomate pour la démêler — il y a aussi une responsabilité de l'Europe ; et c'est notre devoir à tous, avec ce large

Chambre des députés. Séance du 3 novembre 1896

patriotisme européen dont je remercie M. Denys Cochin d'avoir parlé avec une pénétrante éloquence, c'est notre devoir à tous, si l'Europe a failli à sa mission, si, divisée contre elle-même par des convoitises, par des jalousies, par des égoïsmes inavouables, elle a laissé égorger là-bas tout un peuple qui avait le droit de compter sur sa parole, uniquement parce qu'elle avait peur de se battre dans le partage des dépouilles ; c'est notre devoir, à nous, de venir confesser ici les fautes et les crimes de l'Europe pour qu'elle soit tenue aux réparations nécessaires. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche.*)

Oui, et dans cette responsabilité générale de l'Europe dite chrétienne et civilisée, il y a trois peuples, parmi lesquels j'ai la douleur profonde de compter le nôtre, il y a trois peuples qui ont assumé une responsabilité particulièrement pesante, et ces trois peuples sont l'Angleterre, la Russie et la France.

Messieurs, j'ai dit l'Angleterre... Ah ! je ne veux m'associer contre ce grand pays à aucune manœuvre tendancieuse, à aucune des haines qu'on essaye de créer à l'heure actuelle dans l'esprit de notre peuple. Je sais qu'on tente à cette heure, par une détestable diversion, de substituer, dans la conscience française, à l'impérissable revendication de l'intégrité nationale... (*Vifs*

applaudissements)... je ne sais quelle haine systématique contre l'Anglais. Ni mes amis ni moi nous ne nous associerons à cette diversion trop habile. (*Très bien! très bien! sur divers bancs. — Mouvements divers.*) Mais je ne veux pas pour cela me dissimuler les responsabilités qu'à mon sens l'Angleterre a encourues dans la question arménienne. Et nous n'avons pas besoin de les définir nous-mêmes : elles ont été définies courageusement par de nobles esprits de l'Angleterre elle-même. Vous n'avez, pour saisir les responsabilités anglaises, qu'à lire le beau livre que le duc d'Argyll, le dernier survivant, avec M. Gladstone, du ministère de Crimée, a publié, il y a quelques mois, sous ce titre : « *Nos responsabilités en Turquie* » : le duc d'Argyll constatait que, depuis un siècle, — depuis qu'après la grande lutte de Pitt et de Fox sur la question de la politique anglo-russe, l'Angleterre était entrée décidément dans la lutte contre la Russie, — l'Angleterre se faisait trop souvent, dans un intérêt purement égoïste, la gardienne jalouse de la Turquie, et qu'elle y avait perpétué, par sa protection même, bien des abus, bien des désordres, bien des iniquités qui auraient pu disparaître. Mais ce sont là les responsabilités anciennes de l'Angleterre. Il y en a d'autres qui ont surgi précisément depuis qu'elle a adopté une attitude en apparence contraire : oui, nous assistons, depuis quelques années, depuis un an ou deux, et pré-

cisément à propos de la question arménienne, à un étrange renversement des rôles, entre l'Angleterre et la Russie. Jusqu'ici, c'était la Russie — le traité de Berlin en fait assez foi — qui poussait à l'intervention de l'Europe dans les démêlés entre le Sultan et ses sujets; et c'était l'Angleterre qui essayait de restreindre le plus possible cette intervention de l'Europe, de façon à ménager l'intégrité et l'indépendance de la Turquie: depuis un an, c'est l'Angleterre qui a pris la place de la Russie, et la Russie qui a pris la place de l'Angleterre; et on entend des hommes d'État, comme le duc d'Argyll, dire explicitement qu'ils préféreraient, pour la Turquie, le protectorat de la Russie elle-même à la prolongation de l'état de choses actuel.

Messieurs, je tiens à le répéter, je ne mets pas en doute la sincérité de ces sentiments. Nous comprenons mal la loi et les effets du grand capitalisme anglais; il est mêlé à toutes les affaires du monde, et des événements qui, pour nous, trop casaniers, sont lointains, émeuvent en quelque sorte de près la sensibilité anglaise: mais l'insatiable besoin d'expansion capitaliste agit toujours, et la noble émotion humaine, si sincère qu'elle soit, est toujours prête à se convertir en protectorat. Je dis donc qu'au moment où l'Angleterre adoptait une attitude, une tactique aussi neuve, aussi déconcertante, son devoir étroit était de prendre toutes les précautions nécessaires pour que nul ne pût

y voir une arrière-pensée d'ambition nationale. Et comme, à l'heure même où l'Angleterre semblait ouvrir à la Russie l'Orient turc, comme, à l'heure même où elle semblait tenter la Russie par la promesse, par l'annonce de la dislocation possible de l'empire ottoman, la même Angleterre hésitait à exécuter en Egypte ses engagements internationaux, on a pu se demander, en effet, en Europe, si, dans son attitude en la question arménienne, il n'y a pas une arrière-pensée. Et il a suffi de ce soupçon pour réduire presque à rien l'autorité morale des paroles de ce grand vieillard qu'on saluait respectueusement tout à l'heure. Voilà, il me semble, dans la question, la responsabilité anglaise.

Mais il y en a une autre, et vous me permettez de la définir avec la même liberté. Il le faut d'autant plus que, des paroles, à mon sens bien incomplètes et bien vagues, qu'a prononcées M. le ministre des Affaires étrangères, il y a un point seulement qui vaut, je crois, d'être retenu : c'est lorsque M. le ministre des Affaires étrangères nous a annoncé, comme une des conséquences les plus heureuses du voyage récent à Paris du chef de la nation russe, une sorte d'entente précise franco-russe sur la question d'Arménie ; il nous a laissé entendre, par conséquent, que c'était cette entente précise de la France et de la Russie dans la question arménienne qui allait fournir probable-

ment — il l'espérait — au concert européen une base d'action et d'intervention dans la question arménienne. Nous avons donc d'autant plus le droit, et vous me permettrez bien de dire l'obligation stricte, de chercher avec une sincérité parfaite quelle a été jusqu'ici, depuis trois ans, dans la question arménienne, le rôle de la Russie; il le faut d'autant plus, messieurs, que, comme je le montrerai tout à l'heure, — et ce sera là la responsabilité propre du gouvernement français, — la France n'a pas eu d'autre politique en Asie Mineure que la politique de la Russie elle-même; et ce n'est pas ma faute si je suis obligé de deviner péniblement la figure de la France à travers la politique de la Russie. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

Eh bien, messieurs, il n'est point malaisé, malgré son apparente complexité, de démêler et de fixer en quelques mots la politique de la Russie en Orient. De même que la maison de Savoie a utilisé en Italie, pour son agrandissement, le mouvement révolutionnaire italien, sauf à le réprimer après la victoire; de même qu'en Allemagne M. de Bismarck, pour assurer l'hégémonie de la Prusse, a caressé un moment la révolution allemande et fondé le suffrage universel, sauf à persécuter ensuite cette révolution allemande, après qu'elle eut servi d'instrument à la maison de Hohenzollern; de même, messieurs, depuis un siècle, la

Russie a essayé d'exalter au delà de toutes ses frontières, pour son agrandissement et sa domination, tous les sentiments révolutionnaires slaves, tous les sentiments révolutionnaires et nationalistes des groupes opprimés par la Turquie. C'est ainsi que la Russie favorisait en Pologne le soulèvement des paysans opprimés contre les nobles. C'est ainsi qu'il y a vingt ans la Russie se faisait dans les Balkans, dans la Bulgarie, dans la Roumanie, la Serbie, la Bosnie et l'Herzégovine, la protectrice de l'idée slave, et qu'en 1876 Alexandre II prêchait à ses maréchaux de cour réunis à Moscou, et à sa fidèle noblesse, la sainte révolte pour la sainte cause des Slaves. Et en Arménie même, messieurs, M. le ministre des Affaires étrangères parlait tout à l'heure de meneurs, d'excitateurs; mais, qu'il y prenne garde, il risquait de blesser par ses paroles des personnages singulièrement puissants et singulièrement augustes pour lesquels il professe beaucoup de respect: il est à la connaissance de tous — et M. le ministre ne le démentira pas — que depuis la guerre russo-turque les agents les plus actifs du mécontentement national ou du mécontentement chrétien en Arménie ont été précisément les amis de la Russie, ont été précisément les soldats arméniens engagés volontaires de l'armée russe au moment de sa lutte contre la Turquie. Mais la Russie s'est aperçue depuis quelques années qu'il devenait dangereux pour elle-même de jouer ainsi le

jeu de la révolution et de l'indépendance; elle s'est aperçue que la Pologne, malgré les prodigieuses saignées périodiques pratiquées sur elle, et aussi malgré son système de police qui a été prolongé par notre gouvernement jusque sur la colonie polonaise de France... (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Réclamations au centre et à droite*)... elle s'est aperçue que la Pologne avait gardé toute sa foi, et qu'il s'était produit dans les grands faubourgs de ses villes industrielles une fusion de l'idée nationale et de l'idée socialiste qui devenait inquiétante pour l'avenir (*Nouvelles rumeurs au centre et à droite*); et surtout, elle s'est aperçue, après le traité de Berlin, que la nationalité bulgare, émancipée par elle, ne prétendait pas passer du joug turc sous le joug russe. Et alors, voilà le secret de toutes ses préoccupations et de toute son attitude dans la question arménienne. (*Protestations au centre et à droite.*)

Il y a deux périodes dans cette question : la première va des massacres de Sassoun jusqu'aux premiers massacres de Constantinople en novembre 1895, et la seconde, de cette époque jusqu'à aujourd'hui. Eh bien! dans ces deux périodes, la Russie n'a eu qu'une préoccupation. Le prince Lobanoff, quand les ambassadeurs des autres puissances le pressaient de se joindre à eux pour une énergique action commune sur le Sultan, lorsqu'il s'agissait, à la veille des plus

grands massacres de Constantinople et de l'Asie Mineure, de prendre des mesures efficaces pour les prévenir; plus tard, lorsqu'il s'est agi d'envoyer un stationnaire de plus dont la présence aurait peut-être empêché le Sultan de verser de nouveau le sang, — le prince Lobanoff a toujours répondu deux choses; il a répondu : « Je ne veux pas que l'Arménie puisse devenir une nouvelle Bulgarie, et que les Arméniens, sujets de la Russie, puissent se prévaloir contre nous des institutions qui auraient été accordées à l'Arménie sous la domination turque » (*Mouvements divers*) puis il a ajouté qu'il y avait dans le mouvement des révolutionnaires arméniens, dont, avant tout, il ne fallait pas faire le jeu. En sorte que la politique de la Russie dans la question arménienne a toujours été une politique d'attente, d'ajournement; elle s'est réservé d'intervenir et d'agir le jour où, l'Arménie ayant été débarrassée par la violence turque de tous ses éléments virils nationalistes et révolutionnaires, elle pourrait, sans péril pour elle et sans inoculer à l'empire russe un virus d'indépendance ou de révolution, mettre la main sur l'Arménie. (*Murmures au centre, à droite et sur plusieurs bancs à gauche. — Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*) Non! il n'y a pas de murmures prétendus patriotiques qui puissent nous empêcher de dire ce qui est la vérité. (*Nouvelles rumeurs sur les mêmes bancs.*) Et c'est parce que

Chambre des députés. Séance du 3 novembre 1896

c'est la vérité que le ministre des affaires étrangères ne peut pas publier le *Livre jaune*, car c'est là qu'est la responsabilité de la France.

Messieurs, M. Clemenceau disait il y a quelques semaines, dans un article éloquent, qu'il y a un siècle, devant de pareils massacres, l'Europe entière n'eût pas hésité à faire appel à la France et que la France eût répondu.

M. DELCASSÉ

Mais depuis 1870 ?

M. JAURÈS

Je ne veux prononcer ici aucune parole chauvine ; depuis un siècle, depuis que la Révolution française a contribué précisément à émanciper d'autres peuples, la France ne peut plus — et c'est son honneur, parce que c'est son œuvre — prendre seule l'initiative des grands progrès et de l'idée de justice ; mais ce qu'elle avait le droit de réclamer de ses gouvernants, c'est qu'il fût impossible, dans un pays envers lequel elle était engagée, d'accumuler pendant deux ans, pendant trois ans, d'abominables massacres que les documents officiels chiffrent à 30,000, en avertissant qu'ils ne sont que le tiers de la vérité ; c'est qu'il fût impossible que ces massacres fussent consommés et continués, et que

LES MASSACRES D'ARMÉNIE

partout dans le monde on puisse, par des documents certains, savoir quelle a été la politique de l'Angleterre, quelle a été la politique de la Russie, mais que personne ne puisse savoir quelle a été la politique de la France. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Quoi! le silence complet, silence dans la presse, dont une partie, je le sais, directement ou indirectement, a été payée pour se taire (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche*), silence dans nos grands journaux, dont les principaux commanditaires sont les bénéficiaires de larges entreprises ottomanes, mais surtout silence du gouvernement de la France! Quoi, devant tout ce sang versé, devant ces abominations et ces sauvageries, devant cette violation de la parole de la France et du droit humain, pas un cri n'est sorti de vos bouches, pas une parole n'est sortie de vos consciences, et vous avez assisté, muets et, par conséquent, complices, à l'extermination complète..... (*Rumeurs prolongées et vives réclamations sur un grand nombre de bancs. — Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT

Il n'est pas possible, monsieur Jaurès, que vous adressiez au Gouvernement de la République des paroles qui seraient insultantes. Il n'est pas possible de

Chambre des députés. Séance du 3 novembre 1896

dire qu'il a été complice d'un égorgement. Je vous engage à retirer cette parole. (*Applaudissements au centre et à gauche.*)

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Elle s'adresse d'ailleurs à tous les cabinets successifs.

M. JAURÈS

M. le ministre des Affaires étrangères veut bien constater mon impartialité, et me dispenser par cela même de retirer les paroles relevées par M. le président, en constatant, ce qui est vrai, qu'elles s'adressent également aux cabinets précédents...

M. LE PRÉSIDENT

Non ! non ! monsieur Jaurès. Quant à moi, je trouverais vos paroles plus graves si elles s'adressaient à tous nos gouvernements et impliquaient de la part de la France une complicité qu'elle n'a jamais connue ! (*Vifs applaudissements.*)

M. JAURÈS

Si je pouvais, messieurs, aussi aisément retirer de l'histoire de ces trois dernières années les responsabilités encourues par nous tous, qu'il m'est facile, pour

déférer au vœu de M. le président, de retirer la parole qui exprimait ma pensée, il y a longtemps que je l'eusse fait. (*Très bien ! à l'extrême gauche. — Rumeurs au centre et à droite.*)

Quelle est donc la solution que vous pouvez et que vous devez donner à ce problème poignant ? Il y en a trois, messieurs.

Ou bien le *statu quo*, les vaines admonestations se succédant les unes aux autres, et le Sultan ajournant toujours les réformes, parce qu'il est toujours convaincu que sous l'apparent accord de l'Europe se cachent toutes les jalousies et tous les dissentiments. — Il y a une autre solution, que vous avez paru indiquer, monsieur le ministre des Affaires étrangères. C'est une sorte de concert européen où la politique russe donnerait la direction. J'ai dit, tout à l'heure, pour quelles raisons cette solution me paraissait imprudente et fâcheuse. — Il y en a une troisième.

Puisque l'Europe a montré son incapacité d'agir, puisqu'elle a été paralysée par toutes les jalousies et toutes les convoitises, à ce point qu'elle a laissé s'accomplir à sa porte un meurtre épouvantable sans remuer la main pour le prévenir, c'est de constater devant les travailleurs du monde entier cette faillite de la vieille Europe gouvernementale. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche.*) Oui ! vous n'êtes même plus, gouvernements divisés de nations antagonistes, capables

de remplir la vieille et élémentaire fonction de la civilisation et du christianisme! M. de Mun, tout à l'heure, parlait éloquemment des obligations qui engagent la France envers les vieilles communautés chrétiennes. Certes, ce n'est pas, il s'en faut de beaucoup, à nos yeux, l'obligation unique; pas plus — je demande à M. Hubbard la permission de le lui dire — qu'il ne nous suffit que la plupart des Arméniens là-bas soient chrétiens pour que nous considérions qu'il y a des circonstances atténuantes à l'abstention de la France. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche. — Rumeurs au centre et à droite.*) Mais il y a quelque chose de plus grave et de plus significatif, c'est que ce soit justement à propos de cet Orient où le christianisme il y a dix-huit siècles avait surgi en annonçant une sorte d'universelle douceur et d'universelle paix, que ce soit précisément à propos de cet Orient et des questions qui s'agitent là-bas, de Trébizonde à Jérusalem, qu'éclate la faillite morale de la vieille Europe chrétienne et capitaliste! (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Nouvelles rumeurs au centre et à droite.*) Et alors, puisque les gouvernements, puisque les nations égarées par eux sont devenus incapables d'établir un accord élémentaire pour empêcher des actes de barbarie de se commettre au nom et sous la responsabilité de l'Europe, il faut que partout le prolétariat européen prenne en mains cette cause même. (*Ah! ah! au centre et à droite.*)

LES MASSACRES D'ARMÉNIE

Il faut que partout il manifeste son indignation et sa volonté, et qu'il oblige ainsi les puissances misérables, qui, pour ne pas se dévorer entre elles, laissent assassiner tout un peuple, à accomplir leur devoir d'élémentaire humanité avec un ensemble qui supprimera toute possibilité de résistance et de conflit, et qui conciliera l'œuvre de paix et l'œuvre de justice. Tel est le sens de l'ordre du jour que nous avons remis à M. le président et que je prie la Chambre de voter. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) (1)

(« *Journal officiel* » du mercredi 4 novembre 1896)

(1) Cet ordre du jour était ainsi conçu : « La Chambre française, constatant la responsabilité de l'Europe dans les odieux massacres d'Arménie, déplorant les convoitises, les jalousies, les calculs réactionnaires qui ont empêché l'Europe actuelle d'exercer en Orient une action commune au profit de l'humanité outragée, espère que les travailleurs de tous les pays s'uniront pour créer un état d'opinion désintéressé, et pour obtenir des puissances européennes qu'elles assurent la sécurité des Arméniens et réconcilient en Turquie les populations de toute religion et de toute race par des garanties communes de liberté, de bien-être et de progrès. »

LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE CRÉTOISE

Chambre des députés. Séance du 22 février 1897 (1)

Messieurs, je ne relèverai pas l'éloge un peu inattendu qui a été fait de la diplomatie européenne au lendemain des événements douloureux que vous connaissez, mais je vous prie de n'être pas dupes de l'impression qu'on a essayé de créer dans vos esprits. Vous avez, à l'heure présente, d'abord à déterminer des responsabilités gouvernementales pour le passé (*Mouvements divers*), je veux dire pour les massacres d'Arménie, et à vous demander ensuite quelle sera dans un avenir prochain, quelle est aujourd'hui même la politique qui convient le mieux aux intérêts de la France.

Ce que j'appelle la tactique, tactique prévue, de M. le ministre des Affaires étrangères (2), ç'a été de placer la Chambre et le pays entre l'approbation

(1) *Discussion de l'interpellation de M. Jaurès sur les intentions du Gouvernement relativement aux événements de Crète.* La séance était présidée par M. Henri Brisson.

(2) Le ministre des Affaires étrangères était M. Gabriel Hanotaux.

presque entière de la politique qu'il a suivie et le péril d'une guerre, du recours à la force, qu'il a laissé entrevoir. Un péril de guerre! Nous prétendons, nous, — et ce ne sont pas là des paroles vaines, ce sont les événements mêmes qui le démontrent, — nous prétendons que c'est la politique du Gouvernement lui-même qui, dans le passé, a créé un péril de guerre, et qui peut le créer demain. (*Rumeurs au centre et à droite. — Applaudissements à l'extrême gauche.*) D'où peut-il venir, en effet : de ce démembrement, de cette dislocation de l'empire ottoman, que le premier devoir de la diplomatie, comme le disait M. le ministre des Affaires étrangères, est de retarder et de prévenir. Mais est-ce que cette dislocation se produit spontanément? D'où vient que l'empire ottoman est menacé d'un démembrement? Tout simplement de ce fait que les diverses populations groupées sous l'autorité du Sultan n'y ont pas trouvé les garanties nécessaires : c'est parce que les populations arméniennes ont été massacrées, que la question d'Orient s'est rouverte ; c'est parce que les populations crétoises n'ont pas reçu les garanties auxquelles elles avaient droit, que le péril actuel s'est déclaré. Et c'est vous, qui, pendant des années, avez assisté impassible, impuissant tout au moins, à toutes ces causes de trouble et de désordre, c'est vous, qui n'avez pas réclamé à temps avec énergie les réformes pour les Arméniens, c'est vous, qui avez

laissé égorger tous ces peuples, qui avez laissé les crimes se commettre (*Exclamations au centre. — Applaudissements à l'extrême gauche*), — c'est vous qui venez dénoncer le péril de guerre que vous-même avez créé. (*Bruit.*)

Pour la Crète, il y a quelques mois, à cette tribune même, M. le ministre des Affaires étrangères nous annonçait que la diplomatie avait réglé le différend, qu'il était intervenu entre toutes les puissances de l'Europe des transactions, un projet de réformes qui garantissaient la sécurité aux populations chrétiennes de l'île. Pourquoi donc, quelques mois après, dans cette île que vous déclariez pacifiée, les désordres ont-ils repris? Pourquoi les fusillades, pourquoi les incendies, pourquoi les meurtres? Parce que du projet de réformes dont vous nous aviez annoncé le vote, aucune puissance n'a surveillé l'application et l'exécution. Et c'est parce que le Sultan, que vous avez encouragé de votre complaisance, a tout fait pour paralyser l'exécution des réformes, que les Crétois ont été acculés à ce soulèvement, et que l'intervention de la Grèce s'est produite. Ce qui a fait à l'heure actuelle le péril crétois, le péril de guerre, c'est précisément que les réformes annoncées il y a plusieurs mois par M. le ministre des Affaires étrangères n'ont pas été appliquées; et je m'étonne que l'on reproche aujourd'hui à la Grèce son intervention, alors qu'on a rendu, par tous ces attermoi-

ments et par cet ajournement des réformes, cette intervention presque inévitable.

J'ai retenu des déclarations de M. le ministre trois points plus particulièrement importants et décisifs.

M. le ministre nous a dit que, pour le règlement définitif — autant que ces choses peuvent être définitives — de la question ottomane, des réformes d'ensemble étaient préparées pour toutes les populations de l'empire, et que si le Sultan n'acceptait pas ces réformes, il y aurait une intervention efficace pour les lui faire accepter. Messieurs, à cette politique je n'ai qu'un reproche à faire, pour ma part, c'est de venir bien tard, c'est de venir trop tard. Vous déclarez, — et vous ne faites par là que préciser votre responsabilité, — vous déclarez qu'il dépend de vous, qu'il dépend du concert européen d'imposer demain au Sultan, même réfractaire, les réformes et les garanties nécessaires pour les populations de son empire : que ne l'avez-vous fait depuis trois années (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche*), depuis que les tueries, depuis que les massacres se multiplient, se prolongent sur les populations arméniennes et crétoises?

Vous avez dit, monsieur le ministre, que pour l'île de Crète la diplomatie allait instituer un régime d'autonomie qui la soustrairait à la domination directe du Sultan.

Messieurs je n'ai pas à discuter à cette heure, parce que nous n'avons pas les éléments nécessaires, la solution même du problème que M. le ministre des Affaires étrangères nous indique; je ne chercherai pas à relever certaines contradictions de termes, inévitables et bienfaisantes peut-être dans les transactions diplomatiques, entre l'autonomie crétoise et ce qu'on a appelé l'intégrité de la puissance ottomane. Mais depuis si longtemps, dans les rapports de la France et de l'empire ottoman, la France s'est si souvent contentée de promesses vaines et de formules trompeuses, que nous avons le droit et le devoir d'attendre que les termes dans lesquels le gouvernement comprend l'autonomie de l'île crétoise nous soient définis avec plus de précision. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

M. le ministre des Affaires étrangères me permettra ici d'exprimer un regret. Il a dit tout à l'heure qu'on reprochait à la France de ne pas avoir pris, pour le règlement de la question orientale, pour la protection des Arméniens ou des Crétois, des initiatives que d'ailleurs, selon lui, n'avaient pas prises d'autres peuples. Je lui en demande bien pardon, mais je suis obligé de constater avec une véritable tristesse — et la Chambre constatera avec moi — que bien souvent, depuis trois ans, d'autres puissances, notamment dans le memorandum du 20 octobre, ont formulé des pro-

positions précises et décisives, que la France n'a acceptées qu'après de longs ajournements et de longues hésitations.

Mais, aujourd'hui même, cette proposition d'autonomie crétoise, est-ce qu'elle est émanée de l'initiative de la France? Messieurs, nous nous trouvons dans cette situation singulière que le gouvernement de la France républicaine entend le concert européen de tout autre façon que les autres gouvernements. Oui, les autres puissances, l'Angleterre elle-même, — et M. le ministre des Affaires étrangères avait raison de rappeler les discours de M. Balfour et de lord Salisbury, — ont déclaré qu'elles voulaient agir dans le concert européen et par lui seul; elles ont déclaré que le concert européen supposait nécessairement une certaine subordination des vues particulières des puissances aux vues d'ensemble. Mais le lendemain même du jour où les ministres anglais faisaient cette déclaration, ils prenaient devant l'Europe l'initiative d'une proposition d'autonomie crétoise, qui donne à l'heure présente à l'Angleterre cette situation très forte, ou du moins cette apparence très heureuse, d'avoir apporté le premier règlement pacifique et humain de la question crétoise. Je demande au ministre de la République française pourquoi, lorsque dans le concert européen, sous sa condition fondamentale et dans ses limites, les autres

Chambre des députés. Séance du 22 février 1897

puissances prennent des initiatives, pourquoi la France s'est interdit jusqu'ici de prendre des initiatives conformes à ses traditions les plus nobles et à ses souvenirs les plus glorieux. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Il n'y a qu'une chose que nous ayons faite, et, à l'heure même où nous discutons à cette tribune, à l'heure même où s'échangent entre nous, dans la lassitude commençante de ce débat, des explications, il se peut, comme en témoignent les dépêches de ce matin, que la force de la France soit engagée dans l'île de Crète contre le petit peuple de Grèce, et ici j'ai bien le droit de dire que je ne suis pas rassuré, que je suis troublé, au contraire, par les paroles de M. le ministre des Affaires étrangères. Elles constituent une menace très claire et très formelle contre le petit peuple grec. M. le ministre des Affaires étrangères a déclaré qu'il saurait, que l'Europe saurait, le cas échéant, user de rigueur contre un peuple qui chercherait à abuser, pour son profit exclusif, des événements actuels. Oui, et les dépêches de ce matin nous annoncent que, sur la terre crétoise où ont débarqué, il y a plusieurs jours, d'un côté les forces grecques, et de l'autre celles des puissances européennes, il y a eu un commencement de conflit : l'escadre de l'Europe aurait envoyé des boulets sur un camp retranché où se trouvaient des soldats crétois et des soldats grecs. Messieurs, je ne sais pas si,

dans aucune hypothèse, la France pourrait assumer, sans une responsabilité redoutable, sans une réputation douloureuse de tout son passé, le fait d'une agression contre le peuple de Grèce ; mais il me sera bien permis de dire que vous n'en avez pas le droit, vous qui n'avez pas su résoudre le problème crétois avant l'intervention de la Grèce et en dehors de la Grèce. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Ah ! vous éprouvez le besoin — il ne faut pas s'y tromper — de donner à l'opinion publique émue un commencement de satisfaction, et vous déclarez à cette tribune — nous prenons acte de vos paroles — qu'en aucun cas l'île de Crète ne pourra retomber sous la domination ottomane ! Mais, je le demande à votre loyauté, je le demande à la clairvoyance de la Chambre, si les Crétois avaient subi passivement, comme les ont subis les Arméniens, tous les outrages, toutes les violations de promesses, et l'ajournement indéfini des réformes, s'ils avaient été enveloppés comme les Arméniens dans un silence systématique et livrés aux massacreurs, si la petite Grèce ne s'était pas trouvée là pour penser à cette vieille parcelle de la terre hellénique, si elle ne vous avait pas forcé la main et obligé à prendre la défense des opprimés en la prenant elle-même, à l'heure actuelle vous déclareriez, monsieur le ministre des Affaires étrangères, au nom du principe de l'intégrité de l'empire ottoman, que la Crète, étant à l'empire

ture, doit lui rester, qu'il n'est pas possible de rompre cette intégrité. (*Nouveaux applaudissements à l'extrême gauche.*) C'est donc, de votre propre aveu, à la Grèce, et à la Grèce seule, que vous devez l'heureuse nécessité où vous vous êtes trouvé d'intervenir pour libérer la Crète. Et j'espère bien que vous n'intervenez là-bas que pour cette libération; j'espère bien que ces menaces que vous avez formulées à cette tribune, vous ne les exécuterez pas : vous ne pouvez pas les exécuter.

Et laissez-moi vous le dire, il y a une singulière et douloureuse coïncidence entre les premiers coups de canon qui sont partis là-bas contre les troupes grecques et l'arrivée de certains navires. (*Très bien! Très bien!*) Sur les résolutions à adopter à l'égard de la Grèce, il y avait visiblement, sinon une opposition absolue, au moins des hésitations entre les puissances : les unes voulaient respecter les droits acquis par la Grèce de par son intervention; les autres, au contraire, voulaient lui arracher la Crète pour une autre combinaison. Mais, en dehors de toutes les puissances hésitantes et divisées, il y en avait une qui avait une opinion claire, une opinion brutale, et cette puissance, la puissance allemande, disait : « Il est impossible de discuter avec la Grèce : elle est en état d'insurrection; il est impossible de régler la condition de l'île de Crète tant qu'elle n'aura pas été évacuée par les troupes grecques, et nous entendons exclure la Grèce du concert euro-

péen et du règlement des affaires de Crète, d'abord pour donner une leçon à ce petit peuple indiscipliné qui se permet de forcer la main aux grands empires, et ensuite pour ne pas permettre qu'il se reconstitue en Europe, à l'occasion d'une question quelconque, un droit nouveau fondé sur le respect des nationalités. » Or, le jour même ou le lendemain de l'arrivée des vaisseaux envoyés tardivement par l'empereur Guillaume dans les eaux de la Crète, ont commencé les actes d'hostilité, de violence, de brutalité. Vous pouvez demander à ce pays ce que vous voudrez; demandez-lui, puisque vous dites qu'il a besoin de se recueillir, et de songer — ce sont vos paroles de tout à l'heure — à ses foyers immédiats, demandez-lui de restreindre en effet ses horizons et ses soucis; demandez-lui de ne se laisser aller à aucune des aventures de la force, à aucune tentation d'imprudente générosité; demandez-lui de ne se jeter dans aucun péril de guerre. Mais à la minute même où vous prononcez ces paroles, à la minute même où vous rappelez la France à la paix, à la prudence humble, mais nécessaire (*Rumeurs au centre. — Très bien! très bien! à l'extrême gauche*), à cette minute même, ne laissez pas entendre qu'il y a ou une guerre commencée ce matin, ou une guerre possible demain, et cette guerre-là, non plus pour forcer le Sultan et la Turquie à des réformes d'humanité, mais pour châtier la Grèce

Chambre des députés. Séance du 22 février 1897

d'avoir libéré une partie des populations opprimées, et pour donner satisfaction à l'esprit de domination conservatrice de l'empereur Guillaume. Et c'est parce que nous sommes engagés par vous, monsieur le ministre des Affaires étrangères, et par le Gouvernement, dans cette direction, que nous ne pouvons pas vous accorder notre confiance.

Vous nous avez dit qu'il fallait choisir ; vous nous avez dit qu'il n'était pas suffisant de critiquer et de ruiner votre système, que nous devions en opposer un. Nous vous l'avons dit depuis longtemps, notre système : c'était simplement celui que, depuis des années, votre ambassadeur même à Constantinople vous conseillait. Notre système, c'était de ne pas laisser s'envenimer, s'exaspérer jusqu'à des convulsions meurtrières les blessures des populations de l'empire ottoman ; notre système, c'était de faire entendre la voix de l'humanité, et la voix de la France, qui devrait être indiscernable de la voix de l'humanité, et de la faire entendre à temps. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

Vous avez attendu. Vous avez reçu pendant des années les rapports de vos consuls, les rapports de vos ambassadeurs, qui vous apportaient par milliers les chiffres des massacres. Vous n'avez pas agi, vous n'avez pas su agir utilement. Et vous, qui n'avez pas

su prévenir les désordres et les troubles localisés pourtant dans cette petite partie de l'empire ottoman, vous vous flattez, avec la même politique, avec la même complaisance pour le même Sultan, de résoudre le problème !

Mais, monsieur le ministre des Affaires étrangères, vous avez, à l'heure actuelle, une grande faiblesse. Le Sultan, quoi que vous fassiez, ne vous croira pas. Il est habitué, depuis trois ans, à vous voir faire le silence sur ses opérations et ses massacres ; il est habitué, depuis trois ans, à vous voir plaider pour lui les circonstances atténuantes ; et il sait que, lorsque le Français qui nous représente à Constantinople demandait des mesures vigoureuses, énergiques, vous interveniez toujours pour faire dégénérer en simple procédure de paroles les actes qui auraient pu l'arrêter (*Applaudissements à l'extrême gauche*) ; par conséquent, demain, quand vous lui parlerez de réformes ; quand vous lui demanderez d'appliquer réellement à tout son empire les réformes que vous n'avez pas su lui imposer pour l'Arménie elle-même, ce Sultan se souviendra de la vanité de vos paroles passées, de la complaisance et de la complicité de votre attitude passée ; il se souviendra que vous avez, depuis trois ans, travaillé pour lui, et il ne dira qu'une fois de plus : « Il faut laisser passer l'orage » — et il aura d'autant plus raison de se le dire que vous, qui n'avez

pas su réaliser le concert de l'Europe pour châtier le Sultan et lui imposer des réformes, vous êtes en train de le réaliser pour venger la Turquie et le Sultan de l'intervention de la Grèce en vue de libérer le peuple crétois. (*Nouveaux applaudissements à l'extrême gauche.*)

En sorte que le système que M. le ministre des Affaires étrangères vous demande de sanctionner, messieurs, c'est tout simplement la continuation de celui qu'il a suivi depuis trois ans, c'est-à-dire un décor de vaines manifestations, de vaines paroles, de vaines menaces, de vaines promesses, et derrière ce décor la réalité de l'oppression, la réalité du massacre. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Je dis que c'est de votre attitude à vous, monsieur le ministre, de votre attitude imprudente, que sortira la guerre. C'est vous-même qui en avez donné la leçon à toutes les populations de l'empire ottoman. Ah ! si elles vous avaient vu intervenir à temps et sérieusement, avec conscience et efficacité, pour briser leurs chaînes ou pour panser leurs blessures, alors, oui ! elles attendraient peut-être patiemment du développement des réformes et de la paix un salut probable. Mais toute votre attitude, toute votre conduite, tous vos actes ont appris à ces populations que tant qu'il n'y avait pas un commencement de guerre, tant qu'il n'y avait pas soulèvement, aventure, il n'y avait rien à espérer

de l'Europe. C'est pourquoi votre présence ici continue à signifier à toutes les populations de l'empire ottoman qu'il n'y a pour elles d'espérance que dans la force. Vous êtes le vrai parti de la guerre, le seul parti de la guerre, et vous n'aurez ni sauvé ni maintenu la paix. (*Applaudissements répétés à l'extrême gauche. — Rumeurs sur divers bancs.*)

(« Journal officiel » du mardi 23 février 1897)

* * *

Chambre des députés. Séance du 15 mars 1897 (1)

Je n'affronterais pas à cette heure la fatigue de la Chambre et la mienne propre, si je ne considérais comme un devoir d'opposer une réponse à M. le président du conseil (2). M. le président du conseil lui-même a donné à la question un tour nouveau en parlant du rôle qui devait appartenir dans le monde à la France républicaine, et M. le ministre des Affaires

(1) *Discussion des interpellations : 1° de M. Goblet sur la suite que le Gouvernement entend donner à la note adressée à la Grèce; 2° de M. Jules Delafosse sur l'action diplomatique du Gouvernement dans les affaires d'Orient; 3° de M. Millerand sur la suite que le Gouvernement entend donner à la réponse de la Grèce.* La séance était présidée par M. Henri Brisson.

(2) Le président du conseil était M. Jules Méline, ministre de l'agriculture.

étrangères (1) avait dit avant lui que s'il importait d'examiner avec soin la question crétoise, il importait aussi de dégager les conceptions générales qui à cette heure doivent régler la politique de la France dans le monde.

Je crois en effet, messieurs, que ce n'est pas sur la solution particulière du problème crétois que vous allez vous prononcer ce soir, mais bien sur toute la direction de notre politique étrangère dans le monde à l'heure actuelle. (*Mouvements divers.*) Je suis d'accord avec M. le président du conseil sur la position du problème. Il nous a dit qu'il ne s'agissait ni d'imagination, ni de sentimentalité. Nous aussi, quelle que puisse être notre sympathie pour la race hellénique, quelle que puisse être notre espérance dans le rôle qu'elle peut jouer en Orient, nous entendons ne subordonner en rien à des considérations sentimentales les intérêts précis et positifs de la France. (*Très bien! très bien!*)

Mais quels sont ces intérêts? Quels sont les périls qui nous ont été signalés? Il y en a trois qui ont été précisés par le Gouvernement. M. le ministre des Affaires étrangères et M. le président du conseil nous ont dit que la France et la Chambre devaient avoir

(1) Le ministre des Affaires étrangères était M. Gabriel Hanotaux.

trois préoccupations : la première, de maintenir la paix en Europe; la seconde, de ne pas troubler ou même de ne pas affaiblir le concert européen; et la troisième, de ne pas porter la plus légère atteinte à cet accord de la France et de la Russie qui pour la première fois depuis vingt-cinq ans avait fait sortir notre pays de l'isolement douloureux auquel il avait été condamné.

Eh bien! messieurs, c'est moi qui ai le droit de dire à M. le président du conseil et au Gouvernement qu'il ne faut pas apporter à cette tribune et devant le pays des thèses générales ou des menaces vagues. Il ne faut pas seulement parler à la Chambre des périls qu'une autre attitude dans la question crétoise et dans la question grecque ferait courir à la paix. Il faut encore, par l'analyse exacte de la situation présente, définir les causes qui pourraient compromettre la paix.

J'ai retenu de l'importante déclaration de M. le ministre des Affaires étrangères une parole sur laquelle j'appelle l'attention de la Chambre. Depuis quelques semaines, pour nous faire accepter successivement les mesures qui ont été adoptées à l'égard de la Crète, pour nous faire accepter le premier débarquement dans l'île, les premières hostilités des flottes européennes contre la population crétoise, et le blocus de la Crète et de la Grèce elle-même, pour nous faire

accepter, messieurs, toutes ces mesures devant lesquelles, il y a un mois, auraient certainement reculé l'instinct de la Chambre tout entière et le sentiment du pays tout entier, que nous a-t-on dit? On nous a dit que, si nous consentions directement ou indirectement, soit par l'annexion de la Crète à la Grèce, soit par une autonomie qui conduirait indirectement à cette annexion, si nous consentions à un agrandissement territorial ou politique de la Grèce, les autres peuples des Balkans réclameraient un agrandissement égal; que toutes les convoitises seraient allumées à la fois dans l'Orient, et que les grandes puissances de l'Europe seraient obligées à leur tour d'entrer dans cette conflagration générale.

Messieurs, je ne conteste pas les rivalités qui en Orient opposent les différents éléments de la population balkanique. Tous ces peuples : Bulgares, Serbes, Grecs, savent que l'Orient de l'Europe peut être appelé à de hauts destins, et ils s'y essaient d'avance en s'efforçant de s'y marquer, de s'y retenir la place la plus large possible; et il est certain qu'entre tous ces peuples il y a des rivalités qui pourraient être un péril. Mais M. le ministre des Affaires étrangères a reconnu lui-même à cette tribune la sagesse des populations balkaniques, et en vérité il est aisé de comprendre à quelles préoccupations obéissent à

l'heure actuelle et la Serbie et la Bulgarie. Assurément elles peuvent désirer, comme la Grèce, des agrandissements de territoire ou d'influence, mais elles ont un autre souci qui les domine visiblement aujourd'hui. Ce souci, c'est de maintenir leur indépendance nationale, c'est de maintenir leur autonomie. Et l'autonomie de ces peuples, serbe, bulgare, est exposée à un double péril. Ils peuvent être guettés en effet par la Turquie, essayant de reconquérir sur eux l'ancienne domination. Mais ce péril n'est pas le seul, et les Serbes, les Bulgares savent que leur indépendance nationale peut être menacée par les grandes puissances européennes, ou par l'Autriche-Hongrie, ou par la Russie. Et voilà pourquoi, à l'heure actuelle, dans les Balkans, en Bulgarie, en Serbie, malgré les jalousies que pourrait exciter le développement nouveau de la Grèce, il y a aussi ce sentiment profond que la croissance dans l'Orient de l'Europe d'un État libre comme la Grèce peut assurer par contre-coup des garanties nouvelles d'indépendance et d'autonomie à tous ces peuples qui ne veulent pas être absorbés. Voilà pourquoi, messieurs, tandis qu'on nous menaçait depuis quelques semaines, si nous n'arrêtons pas brutalement les prétentions de la Grèce, des convoitises et du déchaînement de la Bulgarie, le chef du gouvernement bulgare a déclaré qu'il ne considérerait pas l'annexion de la Crète à la Grèce comme

un titre à la Bulgarie de réclamer un agrandissement territorial, et vous avez pu voir — c'est là la traduction même du sentiment national — que de Sofia les étudiants bulgares ont envoyé aux étudiants hellènes à Athènes une adresse fraternelle, associant dans une même espérance d'avenir la Bulgarie et la Grèce.

Par conséquent, de ce côté, il n'y avait et il n'y a aucun péril, et c'est vous qui avez à dessein exagéré et suscité dans les esprits ce péril de guerre pour faire accepter contre la Grèce des mesures de coercition et de répression que personne, jusque là, n'avait songé à exercer. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Non ! le péril pour la paix n'est pas là ! Il est précisément dans la politique que vous suivez. Et pourquoi ? Parce qu'elle va constituer, parce qu'elle constitue déjà pour le Sultan l'encouragement le plus dangereux à la fois pour l'humanité et pour la paix. Tout à l'heure, l'honorable M. Denys Cochin demandait à M. le ministre des Affaires étrangères de lier la question de la Turquie à celle de la Grèce et de menacer la Turquie si elle ne réalisait pas des réformes, comme il va menacer la Grèce si elle ne retire pas ses troupes. Et je m'étonnais de la confiance que paraît avoir encore l'honorable M. Denys Cochin dans l'espèce de coercition affectueuse à exercer sur le Sultan. (*Nouveaux*

applaudissements à l'extrême gauche.) Mais, au-dessus des déclarations, il y a les leçons de choses que le Sultan, à l'heure actuelle, reçoit de l'Europe. Lorsque le Sultan voit que, pendant trois années, il a pu, grâce au sommeil complaisant de l'Europe, conduire impuni des massacres qui n'ont peut-être pas de précédents dans les derniers siècles de l'histoire humaine, lorsqu'il voit l'Europe, se levant dans le premier sursaut de ce réveil tardif, au lieu de se tourner vers les victimes du Sultan pour guérir leurs blessures... (*Bruit au centre*), au lieu de se tourner vers les populations opprimées, pour les aider à conquérir leur indépendance, se faire d'abord, pour première démarche, pour première politique, la servante de ses intérêts à lui, il se dit qu'il tient l'Europe dans ses mains, qu'il peut, à son gré, jouer d'elle. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Et qu'a-t-il vu depuis trois semaines? Quel spectacle de sa propre force, quelle glorification de sa propre impunité et de son propre crime allez-vous lui donner demain? Il y avait eu des populations arméniennes résignées : pour celles-là l'oubli. Il y a un petit peuple crétois qui se soulève, et l'Europe alors vient au secours du Sultan, pour monter la garde autour de l'île de Crète et pour écraser ces populations opprimées. Comment voulez-vous que demain, lorsque, sur les conseils de M. Denys Cochin, vous irez proposer au Sultan des réformes, celui-ci prenne votre langage

au sérieux? Dès maintenant vous l'avez investi de l'impunité de l'Europe.

Mais bien mieux! Avant que le Sultan ait pu par de premières mesures réformatrices se réhabiliter lui-même devant le monde de l'œuvre sanglante qu'il a accomplie, vous le choisissez pour collaborateur en Crète. Ah! vous avez repoussé, — et c'est pourtant une proposition nouvelle que la sagesse de la diplomatie hellénique vous avait faite, — vous avez repoussé le concours des troupes grecques pour le rétablissement de l'ordre dans l'île de Crète; vous avez dit aux troupes grecques qu'elles ne pourraient pas collaborer avec les troupes européennes; vous avez refusé de mettre le drapeau de la Grèce libératrice à côté du drapeau français; mais le drapeau du Sultan, vous le maintenez sur la Crète, et l'ombre du drapeau du Sultan continuera à se projeter sur la Crète au moment même où vous chasserez par la force les libérateurs du pays! (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

C'est vous qui jetez ainsi en Orient le plus redoutable germe de guerre. Ce que je dis là ne sont pas de vaines prophéties. Il semblait que le Sultan, averti enfin par l'indignation tardive de l'Europe, allait suspendre les massacres arméniens, et M. le ministre des Affaires étrangères lui avait écrit, au lendemain des interpellations qui s'étaient débattues

ici : « Il ne faut plus qu'il soit versé une goutte de sang » (1). Mais il a repris confiance, il ne vous redoute plus ; il voit tout à coup que vous restez encore ses meilleurs soutiens et ses meilleurs amis. Et voici qu'à l'heure même où nous parlons, les massacres d'Arménie recommencent, les populations arméniennes sont massacrées de nouveau, et le Sultan ne nous permet pas d'oublier une minute à quelle collaboration vous vous résignez, en acceptant l'action des troupes ottomanes pour la pacification de la Crète. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

La Chambre sait donc ce qu'elle fait, ce qu'elle vote à cette heure. Ce qu'on lui demande d'instituer, ce n'est pas la paix : c'est peut-être notre paix à nous, et pour un moment, notre paix étroite, notre paix égoïste. Mais ce n'est pas une paix que cette paix sanglante, c'est la caricature de la paix, c'est la forme la plus odieuse de la guerre ! (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

(1) Nous savons bien que la majorité approuvera demain, comme elle approuvait hier, tous les actes gouvernementaux. Mais nous savons aussi que l'opposition parlementaire la plus impuissante en apparence peut agir, en réalité, sur la marche des événements : le *Livre jaune* atteste que les débats sur les affaires d'Arménie, malgré les ordres du jour de triomphe qui ont suivi, ont obligé M. Hanotaux à regarder de plus près aux massacres arméniens.

(Jean Jaurès. — *La Lanterne* du dimanche 2 mai 1897)

Non ! ce n'est pas la peur de la guerre, et ce n'est pas le désir passionné de sauver la paix qui vous conduit à la politique turque que vous faites. Pour faire cette politique, vous avez deux raisons décisives et vraies, les raisons certaines qu'il faut étudier à cette tribune et qu'il faut dire au pays.

La première, M. Goblet y a fait allusion : C'est la puissance financière des porteurs de bons ottomans (*Interruptions au centre. — Applaudissements à l'extrême gauche*), des porteurs de valeurs ottomanes qui ont essayé de confondre la politique du pays avec leur propre intérêt et qui, soucieux avant tout de prolonger, même sans réformes, l'existence actuelle de l'empire ottoman, pour prolonger le service des coupons de la dette, ont imposé peu à peu à l'opinion publique, par les mille moyens dont ils disposent, précisément la politique aujourd'hui suivie. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Interruptions au centre.*) Si quelques rumeurs, éveillées par mes paroles, peuvent m'opposer un vague démenti, assurément M. le ministre des Affaires étrangères ne pourra pas contester la place très grande que les préoccupations et les intérêts de cet ordre ont tenue dans la conduite de notre politique, parce que c'est dans le *Livre jaune* même (*Très bien ! Très bien ! à l'extrême gauche*), c'est dans les documents

politiques les plus certains qu'apparaît l'influence de ces porteurs de titres ottomans.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Vous savez bien au contraire qu'une campagne financière est dirigée contre moi, monsieur Jaurès. Vous le savez parfaitement.

M. JAURÈS

Monsieur le ministre des Affaires étrangères, je ne sais pas et je n'ai pas à savoir s'il y a des campagnes financières engagées pour ou contre vous, et je vous prie de penser, lorsque j'apporte à cette tribune l'analyse de la situation générale du pays, qu'il n'est jamais entré dans ma pensée de mêler votre personne à ces sortes de questions et à ces sortes de différends. Mais j'imagine que vous ne contestez pas mon droit, étudiant les documents diplomatiques, d'y relever l'action certaine, que vous avez jugée certainement légitime, de grands intérêts qui à nos yeux ne doivent pas peser autant dans cette question orientale que d'autres intérêts plus généraux, plus humains.

Vous avez dit à cette tribune, monsieur le ministre des Affaires étrangères, en réponse à notre interpellation du 3 novembre, que le passage du tsar Nicolas à Paris avait été l'occasion d'un entretien entre le gou-

vernement de la République et le souverain russe et qu'il était résulté de cet entretien d'importantes décisions communes pour la solution de la question orientale. Nous n'avons pas eu de longues illusions à cet égard. A l'heure où le chef du gouvernement russe se rencontrait avec les chefs de la République française il semblait naturel que l'on se fût entretenu des abominables massacres d'Arménie, et du moyen d'y mettre un terme et d'en empêcher le retour. Le *Livre jaune* nous atteste — c'est une dépêche de M. le ministre des Affaires étrangères à ses agents — que ce sont des intérêts d'un autre ordre qui, dans cette rencontre solennelle des deux peuples, ont été examinés et débattus. Quelle est la concession qu'à cette époque M. le ministre des Affaires étrangères avait obtenue du tsar et de son ministre ? C'était la promesse que la Russie entrerait dans l'administration de la dette ottomane où elle n'est pas représentée. C'était, par conséquent, la promesse que la signature de la Russie viendrait garantir pour les porteurs de titres ottomans, quelles que fussent les dislocations ou les secousses de l'empire, le service des coupons.

Il est vrai que quelques jours après, vous appreniez de Saint-Petersbourg que mieux conseillé, mieux informé, et ne voulant pas engager l'indépendance de la Russie dans la responsabilité des finances ottomanes, le gouvernement russe vous retirait la seule promesse

qu'il vous eût faite de passage à Paris. Mais j'ai bien le droit de dire, lorsqu'on cherche dans les documents diplomatiques les plus certains le bilan politique de ces fêtes, où il y a eu à côté de grandes illusions un grand souffle d'espérance nationale, et lorsqu'on n'y trouve qu'une conversation, précaire d'ailleurs et inefficace, sur la garantie à apporter aux porteurs de titres ottomans, j'ai bien le droit de dire que le poids des intérêts financiers a pesé et pèse encore d'une manière abusive sur la conduite de notre politique étrangère dans les affaires d'Orient. (*Rumeurs au centre. — Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Il y a une autre force qui pèse à l'heure actuelle sur l'Europe et sur la conduite des affaires communes. Vous avez parlé du concert européen. Mais vous savez bien — vous l'avez reconnu vous-même — que sous l'apparente unité de ce concert se cachaient des politiques très différentes et des tendances très opposées. Il y a une période, toute la période des massacres arméniens, où certains peuples voulaient une politique, où d'autres peuples en voulaient une autre. Eh bien, je vous demande si aujourd'hui dans le concert européen la juste influence de la France républicaine s'est suffisamment exercée.

Que voyons-nous depuis quelques semaines? Nous

voyons partout des contraintes brutales conseillées dès la première heure par d'autres peuples que le nôtre ; nous voyons que dès le début, et avant même que les négociations aient pu être serrées de près avec la Grèce, comme pour empêcher une solution pacifique et bienveillante, l'empereur allemand avait proposé ce blocus du Pirée, auquel on vous demande, quelques semaines après, de souscrire maintenant au nom de la France. (*Très bien ! à l'extrême gauche.*) Nous savons par des communications quotidiennes des agences que le tsar a pesé tous les jours dans le sens d'une intervention rigoureuse, d'une coercition brutale à l'égard de la Grèce. De sorte que nous assistons, sous le prétexte de ce qu'on appelle le concert européen, à ces deux choses : d'une part, toutes les grandes puissances d'absolutisme qui sont encore dans l'Europe affirmant leur politique, imposant et proclamant leur volonté, et, à côté, le silence de la France républicaine (*Applaudissements à l'extrême gauche*), qui ne fait pas à cette poussée de force autocratique en Europe un contre-poids suffisant.

Messieurs, vous prétendez nous mettre dans cette alternative ou d'une rupture du concert européen ou d'une abdication de ce qui a été jusqu'ici la politique traditionnelle de la France. Eh bien, messieurs, laissez-moi vous le dire, à une autre époque, lorsqu'il s'agissait aussi, sous la Restauration, des premières

tentatives de liberté nationale du peuple grec opprimé, il y a eu un concert européen fortement organisé : c'était ce concert européen qui s'appelait la Sainte-Alliance. Et il est tout à fait inexact de prétendre — j'en demande pardon à mes collègues monarchistes de la droite — qu'à cette époque troublée la monarchie française ait pris généreusement la défense du peuple grec. Alors comme aujourd'hui le concert européen tout entier prenait parti contre le peuple grec naissant, et c'était seulement une opposition de gauche avec Benjamin Constant, ou une opposition de droite avec M. de Châteaubriand qui s'opposait à la politique turque du ministère Villèle. Et le ministère Villèle s'opposait à toute intervention généreuse de la France en faveur des Grecs soulevés, avec la même fermeté et au nom des mêmes principes, avec les mêmes paroles de paix que le ministère actuel oppose à une intervention bienveillante de la France au profit du peuple crétois. Alors il y avait aussi des massacres sur lesquels se faisait le silence ; alors aussi Benjamin Constant demandait à la majorité : « Voulez-vous que nous ajoutions le silence de l'opposition au silence de toutes les têtes qui ornent les murs du sérail ? »

Eh bien, malgré cette coalition, — et vous devinez bien la conclusion qu'annoncent mes paroles, — malgré cette coalition de toutes les puissances européennes, dominées alors par l'esprit de contre-révolution, contre

le peuple grec naissant, malgré cet esprit d'hostilité du concert européen contre la Grèce, peu à peu la force des choses, la force du droit, malgré M. de Villèle, malgré Metternich, malgré le tsar Nicolas, obligea les puissances européennes à briser dans la question grecque cette politique de la Sainte-Alliance et à aider à l'émancipation de la Grèce. J'ai le droit de dire que si la France de 1827 a pu échapper, sous la monarchie, à l'étreinte de la Sainte-Alliance, et, sans rompre le concert avec l'Europe, acheminer peu à peu le concert européen à une politique plus libérale et plus humaine, j'ai le droit de dire qu'il dépend de vous aujourd'hui, non pas de rompre le concert européen, mais d'y introduire la politique d'humanité et de liberté qui est nécessairement celle de la France.

Monsieur le ministre des Affaires étrangères, êtes-vous sûr qu'il vous serait impossible d'obtenir pour cette politique le consentement de la Russie elle-même ? Vous savez bien que tout le long de ce siècle la Russie a eu, à l'égard de la Grèce comme à l'égard de toutes les populations orientales, une double politique alter-nante : tantôt la Russie les écrase pour ne pas laisser s'éveiller les idées de liberté, et tantôt, au contraire, elle les encourage pour étendre sur elles son protecto-rat moral. Eh bien, à l'heure où l'on fait valoir devant nous, pour emporter nos décisions, le prix de l'alliance

russe et de l'amitié de la Russie, je demande à la Chambre la permission de lui citer simplement deux très courts extraits de journaux importants de l'opinion russe, et je demanderai à la Chambre d'avoir à l'égard de la politique russe la même liberté que la Russie affirme à l'égard de la politique française. Voici ce que dit la *Gazette de Saint-Petersbourg*, dirigée par le prince Oukhtomski, qui a accompagné le tsarevitch dans son voyage à travers le monde et qui est un des représentants les plus accrédités de la pensée du tsar. Il signale nettement les illusions enfantines que la presse française entretient sur les rapports de la France et de la Russie. Voici ce qu'il dit :

« Les journaux français qualifient avec beaucoup d'insistance le comte de Mouravief de francophile et de germanophobe. Ils oublient que le nouveau ministre ne peut être ni ceci ni cela, et qu'il sera tout simplement Russe au plein sens du mot. Ce qui nous en est un sûr garant, c'est, d'une part, l'illustre nom historique qu'il porte, et c'est d'autre part le fait que dans un empire comme la Russie il n'y a nulle place pour des opinions personnelles et que « philie » et « phobie » sont également inconcevables et impossibles.

» Celui qui écrit ces lignes a entendu le comte Mouravief dire à Copenhague, quelques mois à peine avant sa désignation à ce poste élevé, qu'un diplomate russe

doit être complètement et véritablement affranchi de toutes tendances de ce genre, et que le fondement de nos relations internationales est la bienveillance sincère pour les gouvernements de toutes les puissances. D'où il résulte qu'il ne saurait être question ici d'une « phobie » quelconque ni d'une « philie » quelconque.

» Il y a donc... » — messieurs, écoutez ces paroles — « une excessive naïveté dans la hâte avec laquelle des publicistes, pleins d'imagination, abusent le public de l'étranger en lui représentant le comte Mouravief, cet homme qui voit les choses d'un large et clair regard, d'un regard d'homme russe, comme inclinant à la francophilie ou à la germanophobie. »

Messieurs, je trouve toutes naturelles ces paroles du diplomate russe, et s'il est parfaitement juste qu'il voie, lui, représentant de la Russie, les choses européennes d'un regard d'homme d'État russe, j'ai simplement le droit de demander à nos gouvernants de regarder les choses européennes d'un regard d'hommes d'État français; et ce n'est pas un regard français... (*Vives protestations au centre, à gauche et à droite. — Très bien! très bien! à l'extrême gauche. — Au centre : la censure!*)

M. LE PRÉSIDENT

Monsieur Jaurès, vous ne pouvez pas adresser une

pareille injure au gouvernement de votre pays. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL

Vous faites le plus grand tort à la France. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

On a attaqué odieusement un gouvernement ami et on a attaqué odieusement les ministres français! (*Applaudissements sur les mêmes bancs. — Bruit à l'extrême gauche.*)

M. JAURÈS

J'ai à répondre et je répondrai à M. le ministre des Affaires étrangères et au président de la Chambre.

Je dois dire au président de la Chambre, quelle que soit ma déférence pour lui, qu'il m'est impossible d'accepter pour mes paroles le blâme qu'il leur a infligé. Car je ne contestais pas, au moment où je parlais, les intentions françaises du Gouvernement; mais j'opposais, et j'en avais le droit, la liberté du regard que les hommes d'État russes jetaient sur les faits européens pour n'y démêler que ce qui était

Chambre des députés. Séance du lundi 15 mars 1897

immédiatement conforme à l'intérêt de leur pays, à la préoccupation excessive, à l'obsession dangereuse, à mon sens, qui fait que les ministres de la France s'habituent à regarder les affaires du monde d'un point de vue qui n'est pas exclusivement un point de vue français. (*Exclamations au centre. — Bruit prolongé.*)

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Voulez-vous le démontrer ?

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL

C'est odieux ! (*Très bien ! très bien ! au centre.*)

M. JAURÈS

Je dis, messieurs... (*Nouvelles exclamations au centre et cris : A l'ordre ! à l'ordre !*)

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Démontrez-le !

M. LE PRÉSIDENT

Monsieur Jaurès, vous aggravez encore vos paroles ;

j'ajoute au blâme que je vous ai adressé un formel rappel à l'ordre. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL

On n'a jamais parlé de cette façon !

M. JOSEPH JOURDAN (Var)

Si on vous disait que vous regardez les affaires d'Europe d'un œil anglais, que répondriez-vous ?

M. JAURÈS

Je m'étonne que, pour avoir apporté ici des paroles d'un homme d'État russe, je soulève une pareille colère sur les bancs de cette Chambre. J'ai le sentiment profond, quelque interprétation qu'il vous plaise de donner à mes paroles, qu'en parlant comme je l'ai fait et dans l'intention où j'ai parlé, je n'ai ni excédé mon devoir, ni excédé mon droit. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Je vous prie d'écouter encore une lecture. (*Interruptions au centre.*) Je préviens la Chambre que, dans une question qui engagera la responsabilité de nous tous, autant je désire éviter le retour des incidents passionnés qui, contre ma volonté, se sont produits tout à l'heure, autant j'ai le ferme dessein de remplir

jusqu'au bout ce que je considère comme mon devoir. (*Très bien! très bien! sur les mêmes bancs.*) Et je rappelle à M. le président du conseil que, tout à l'heure, il nous demandait de ne pas nous séparer du concert européen, surtout parce qu'il importait à la France de ne pas retomber, par le refroidissement de ses rapports avec la Russie, dans l'état d'isolement douloureux où elle était il y a quelques années. Et je prétends — c'est la démonstration que j'avais entreprise — je prétends qu'il y a dans les traditions historiques de la Russie et dans les manifestations de sa pensée, à cette heure même, des éléments, des tendances qui vous permettraient, je le crois, même à l'heure actuelle, d'obtenir dans la question crétoise une attitude de la Russie plus conforme à nos propres traditions; et j'en apportais la preuve dans ces lignes de la grande revue libérale russe, *le Messager de l'Europe*, critiquant la politique de la France elle-même en Orient, dans ces lignes singulièrement instructives :

« Il serait insensé de la part d'une grande puissance civilisée de mettre son autorité au service de l'intangibilité d'un corps politique » — il s'agit de l'empire ottoman — « qui s'écroule et qui continue d'être, pour des millions d'hommes, une cause de souffrances et de misères... En tous les cas — continue la grande revue russe — les ministres de la France ré-

publicaine auraient dû parler moins des droits du Sultan et se préoccuper davantage de l'intangibilité des populations. » (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Je ne m'exagère pas, et j'espère que la Chambre ne s'y trompera point, la portée de ces paroles, mais vous savez tous qu'il faut, en Russie, pour que certaines affirmations de politique générale puissent se produire, le consentement gouvernemental. J'ai simplement le droit de conclure que si le gouvernement russe, pour les intérêts immédiats de sa politique en Orient, décourage les tendances nationalistes des peuples balkaniques, il laisse se produire, avec une complaisance dont plus tard il tirera parti, l'affirmation d'un sentiment contraire favorable à ces populations elles-mêmes. Eh bien, prenez garde qu'un jour, lorsque vous aurez déclaré solennellement à cette tribune que vous ne pouvez pas aller au secours des Crétois ou que vous ne pouvez pas ne pas vous associer à des mesures de coercition contre la Grèce, parce que la solidarité de votre politique avec la politique russe vous y oblige, prenez garde que dans l'avenir, lorsque votre discrédit auprès de ces populations orientales sera complet, et lorsque l'intérêt de la Russie sera d'avoir une autre politique, elle n'essaie précisément de rejeter sur la France, et sur la France seule, la responsabilité de l'attitude qui aura été prise par vous

Chambre des députés. Séance du lundi 15 mars 1897

et par elle en Orient. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Tout à l'heure, M. le président du conseil disait : « L'heure n'est plus aux chimères des nationalités et la France a assez souffert de la politique des nationalités pour ne pas aller tenter de nouveau en Orient quelque aventure de cet ordre. »

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL

Je n'ai pas dit cela de cette façon.

M. JAURÈS

Monsieur le président du conseil, permettez-moi de vous dire que lorsqu'on vous demande de ne pas aller écraser en Grèce et en Crète une nationalité qui a le droit de s'affirmer, on ne vous demande pas de vous jeter dans une aventure.

Et, après tout, vous qui vous réclamez toujours contre nous des souvenirs de la Révolution française, vous n'avez pas le droit d'oublier que c'est la Révolution française qui, il y a un siècle, a suscité partout, parmi les peuples, ces mouvements d'indépendance qui se sont traduits par l'affirmation des nationalités (*Applaudissements à l'extrême gauche*), et ce qui nous a perdus, ce qui nous a diminués, quoi qu'il ait pu être dit à cette tribune, — et c'étaient des paroles

imprudentes, — ce qui nous a diminués, ce n'est pas la croissance de l'Italie, ce n'est pas la constitution d'une Italie unie et affranchie; ce qui nous a diminués, monsieur le président du conseil, c'est la politique contradictoire, tantôt révolutionnaire, tantôt contre-révolutionnaire de l'Empire, qui intervenait d'abord pour susciter l'espérance italienne, et ensuite pour l'écraser et l'humilier (*Applaudissements à l'extrême gauche*), n'ayant ainsi pour lui-même le bénéfice ni d'une politique ni de l'autre. Puisque vous avez réveillé ces souvenirs des nationalités, vous êtes, à l'heure actuelle, dans la question orientale, en train de commettre la même faute et de vous livrer à la même contradiction. Vous intervenez au profit du Sultan : mais vous savez bien, quels que soient vos efforts pour rester dans le concert européen, que vous ne pourrez pas intervenir contre la Crète et contre la Grèce d'une action aussi certaine, aussi délibérée que le veut l'empereur d'Allemagne, et vous n'aurez pas, dans le sens conservateur, le bénéfice de cette politique; vous n'aurez pas non plus le bénéfice de la politique libérale, humaine qui eût consisté, sinon à aider, au moins à ne pas écraser sous le poids de la France une nationalité qui réclame son droit. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Rumeurs au centre.*)

Messieurs, j'ai démontré, malgré votre opposition,

Chambre des députés. Séance du lundi 15 mars 1897

que c'est vous qui suscitez le péril de guerre. J'ai démontré que, sans quitter le concert européen, vous pouviez lui imprimer, en restant fidèles aux traditions de la France, une autre direction. J'ai montré même que vous auriez pu, avec plus de confiance dans la vertu républicaine de la France, obtenir de votre alliée russe une autre politique.

Vous ne l'avez pas voulu ; vous avez acculé ce pays, depuis trois ans, par vos fautes, par une longue tolérance des crimes du Sultan, à une politique de réaction et de violence qui sera une politique de guerre et d'humiliation. Vous seuls en porterez la responsabilité. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche. — Exclamations au centre.*) (1)

(1) Quoique M. Hanotaux ait obtenu de la Chambre, dans les affaires crétoises, l'approbation de sa politique, il n'a pu la suivre jusqu'au bout, car il a senti la résistance de l'opinion à la résistance d'une partie du Parlement.

(Jean Jaurès. — *La Lanterne* du dimanche 2 mai 1897)

L'ALLIANCE RUSSE ET LA RÉACTION

« *La Petite République* » du samedi 24 juillet 1897

Un problème nouveau, un problème poignant se pose aux démocrates, aux socialistes. Il semblait que depuis le manifeste du duc de Brunswick, ou tout au moins depuis 1815, nous n'avions plus à tenir compte, dans notre politique intérieure, de l'intervention étrangère. En fait, ces temps sont revenus. La France ne s'appartient plus à elle-même. Car l'étranger s'habitue peu à peu à compter sur la complicité réactionnaire de nos gouvernements, et s'il en surgissait un qui fût vraiment populaire, réformateur et démocrate, ce serait pour l'Europe un scandale intolérable : accoutumée à notre servitude, elle verrait un défi dans le réveil de notre liberté. Et contre un mouvement socialiste s'organiserait sans aucun doute la contre-révolution européenne. Oui, terrible perspective, à laquelle il faut que les travailleurs soient préparés. S'ils parviennent à renverser l'oligarchie capitaliste qui détient le pouvoir et la propriété, s'ils font de la République une vérité, s'ils installent la République sociale au fond des mines et dans les

« La Petite République » du samedi 21 août 1897

ateliers et dans les grandes plaines, s'ils s'affranchissent par la mise en commun de la propriété, ce ne sera pas seulement contre les conspirations et les intrigues du dedans, ce sera contre la violence du dehors qu'ils auront à défendre leur droit nouveau. Dans l'état présent de l'Europe, et selon la marche visible des événements, il n'est plus permis d'espérer sans aveuglement et d'annoncer sans trahison l'installation pacifique du socialisme chez les nations d'avant-garde. Le peuple qui le premier entrera dans le socialisme verra d'emblée se ruer contre lui tous les pouvoirs réactionnaires affolés : il serait perdu s'il n'était pas prêt lui-même à saisir le fer, à répondre aux obus par les obus, pour donner le temps à la classe ouvrière des autres pays de s'organiser et de se soulever à son tour.

« La Petite République » du samedi 21 août 1897

La presse française, si prodigue de détails souvent puérils sur les fêtes franco-russes, néglige de renseigner le pays sur les faits les plus importants du séjour de Guillaume II à Pétersbourg. La France saura comment est ciselé le rameau d'or que M. Félix Faure déposera sur le tombeau d'Alexandre III; elle ne saura pas quel accueil a été fait par le tsar Nicolas à l'empereur d'Allemagne, et s'il y a un lien sérieux

entre Saint-Pétersbourg et Berlin. Un seul journal de France, *la Dépêche*, de Toulouse, a envoyé son correspondant à Saint-Pétersbourg pour le séjour de Guillaume ; les autres envoyés des journaux ne partent qu'avec M. Félix Faure : ils verront le côté français des fêtes russes et de la politique russe ; ils n'en auront pas vu le côté allemand ; et, même sans parti pris, ils auront une notion fautive des choses et la communiqueront au pays.

Deux faits sont maintenant hors de doute. Le premier, c'est qu'il a été fait très grand accueil à Guillaume II. La foule n'a été ni enthousiaste ni peut-être même très sympathique ; mais les fêtes de la cour ont été splendides.

Le second fait certain, c'est qu'une entente entre la Russie et l'Allemagne contre l'Angleterre a été au moins ébauchée. Sans doute le toast de Nicolas II a été plus réservé que celui de Guillaume ; mais Guillaume ne se serait certainement pas permis les libres et ardentes paroles qu'il a prononcées s'il avait pensé qu'elles choqueraient son hôte : il est allé à Saint-Pétersbourg pour le gagner, non pour le blesser ; et c'est assurément avec l'assentiment du tsar qu'il a tourné la pointe de ses paroles, aiguës comme un glaive, contre l'adversaire commun, contre l'Anglais. Tous les témoignages de sympathie populaire et officielle qui seront sans doute prodigués à M. Félix

« *La Petite République* » du samedi 21 août 1897

Faure n'effaceront point cela ; bien mieux, on peut affirmer sans paradoxe que c'est surtout Guillaume II qui se réjouira des marques d'amitié données à notre président par le tsar. Avant tout, Guillaume II voudrait désarmer les souvenirs et les revendications de la France ; il voudrait l'annexer à sa politique intérieure et extérieure : lutte contre le socialisme, lutte contre l'Angleterre ; il ne peut pas négocier directement avec la France : il a besoin, pour l'attirer à lui sans scandale, de l'intermédiaire de la Russie ; et plus la Russie prodiguera à la France les témoignages d'amitié, plus la France badaude permettra à ses gouvernants de l'engager à fond dans la politique russo-allemande. De plus, le tsar et Guillaume espèrent que les rivalités de la France et de l'Angleterre, au Siam, à Madagascar, en Égypte, précipiteront la France dans une politique anti-anglaise ; et alors, la Russie, l'Allemagne, la France formeront une ligue continentale ayant pour but de restreindre la puissance économique et coloniale de l'Angleterre, et d'organiser partout la résistance contre la Révolution.

Certes, s'il ne s'agissait que du capitalisme anglais, si envahissant et si peu scrupuleux, s'il ne s'agissait que des aventuriers à la Cecil Rhodes et à la Jameson, ou des méthodistes, leurs complices, nous n'aurions qu'un médiocre souci. Mais au profit de

qui et de quoi veut-on partir en guerre contre l'Angleterre? Est-ce pour arracher l'Inde à la meurtrière exploitation étrangère et pour la rendre à elle-même? Est-ce pour appeler à la liberté et à la vie la population égyptienne et pour organiser en Égypte un système de garanties internationales? Non. Ce qu'on veut arracher aux Anglais, c'est pour le livrer au caporalisme prussien et au tsarisme russe.

L'Angleterre est détestée à Saint-Petersbourg et à Berlin non seulement parce qu'elle occupe une large part du monde et ferme toutes les routes aux autres peuples, mais parce qu'elle est condamnée, même sous les ministères conservateurs, à rester un foyer de libéralisme, un asile pour les proscrits. La France, la France d'Hanotaux et de Méline, Nicolas et Guillaume savent qu'on en fait ce qu'on veut : elle baise la main sanglante d'Abd-ul-Hamid ; elle paralyse la résistance de la Grèce ; elle livre les finances grecques aux banquiers berlinois ; elle expulse les libéraux espagnols coupables de dénoncer les tortures de Montjuich ; elle proscrit à nouveau les proscrits cubains ; elle livrera demain au Sultan, s'il insiste, la jeune Turquie ; elle a, sous prétexte d'anarchisme, toléré la loi la plus tyrannique qui soit au monde ; elle est prête, contre les socialistes et le peuple, à toutes les violences de police : oui, la France gouvernementale n'est plus qu'une nation d'antichambre, et les empe-

« *La Petite République* » du 4 septembre 1897

reurs sont contents d'elle. Mais il y a eu, dans l'attitude de l'Angleterre en Arménie, en Grèce, en Crète, quelque chose d'énigmatique et d'inquiétant; et il est temps de mettre les Anglais à la raison. Voilà le plan qui s'ébauche sous nos yeux, et avec la complicité de nos gouvernants.

Quand donc la Révolution sociale permettra-t-elle, à la France trahie de n'être ni anglaise ni prussienne ni russe, mais française et humaine?

« *La Petite République* » du 4 septembre 1897

De parti pris, on a réduit l'alliance franco-russe à une combinaison gouvernementale en vue d'intérêts réactionnaires. En Russie, c'est le caractère dominant des fêtes de Saint-Pétersbourg, et, pour qu'on ne m'accuse pas de déformer la réalité, je veux citer les paroles par lesquelles l'envoyé spécial du *Télégramme*, journal de M. Ressayguier et organe gouvernemental du Sud-Ouest, résume son impression, dans le numéro du mardi 31 août : « On ne peut s'empêcher de remarquer que le président de la République a été trop rarement mis en contact avec la foule, dans sa visite à Saint-Pétersbourg. Cette visite n'a duré qu'une demi-journée. Il n'y a pas eu de cérémonie à laquelle la foule ait pu assister. La pose de la première pierre

du pont de Troïtski a donné lieu à une fête d'un caractère fastueux et très pittoresque; mais les tribunes très hautes séparaient la foule du monde officiel, seul autorisé à assister à cette cérémonie. Le tsar ne s'est pas montré une seule fois à Saint-Pétersbourg aux côtés de M. Félix Faure; il a seulement traversé la Néva en canot, lorsqu'ils se sont rendus de la maison de Pierre le Grand au pont de Troïtski. Dans les courts instants où M. Félix Faure a pu être aperçu par la foule, sa calèche filait au grand trot, entre deux pelotons très serrés de cosaques de l'Oural. Les fêtes de Péterhof ont été splendides, sans doute; mais ce ne sont que fêtes officielles et privées; le public n'en a rien vu et à peine rien su. Tandis que nous avions, nous autres, beaucoup prodigué notre hôte à Paris et l'avions sans cesse offert aux acclamations de la foule, il est incontestable qu'on a un peu trop chambré notre président, ici... Le Président s'est trouvé une seule fois frappé en face par les acclamations de la foule immense... A en juger par cette manifestation, la foule s'apprêtait aux démonstrations les plus éclatantes. Il n'est pas douteux qu'on s'est efforcé en haut lieu de les empêcher ou tout au moins de les gêner. La fête offerte par la municipalité, dont le palais est au centre de la perspective Newsky, aurait sans doute permis cette rencontre du président de la République et du peuple russe; au dernier moment, cette fête a été décom-

« *La Petite République* » du 4 septembre 1897

mandée. Il y a, à la cour et dans l'administration, des influences dont j'aurai à vous parler longuement ; elles se sont exercées avec un singulier entêtement et un *regrettable succès* à propos de la visite du Président. » — Ces lignes sont signées de M. Latapie, un de nos plus violents adversaires, un des plus fougueux amis du ministère, et, quand il n'est pas animé d'un parti pris personnel ou d'une haine locale, observateur pénétrant. Elles sont caractéristiques.

En France, avec des apparences différentes, même politique, même sournoiserie : ici on fait appel à la rue, on montre le tsar, et on montre Félix Faure ; les ministres, portant au front l'auréole de l'alliance et protégés par le saint nom de la Russie, se dressent en apothéose sur la badauderie des foules ; mais quand on leur demande ce qu'est l'alliance, où elle tend, à quoi elle engage, silence et nuit ; les feux d'artifices s'éteignent, et M. Hanotaux tout seul sait ce qu'a signé M. Félix Faure. Et c'est une merveille, j'en conviens, de donner à toute cette politique un air populaire en jetant à la foule des mots, des sons de cloches, des lueurs de lampions et des frissons de drapeaux, et en lui cachant toute la vérité, toute la réalité, toute la substance des choses. C'est ainsi que nos dirigeants peuvent traverser en triomphe les multitudes badaudes après avoir proclamé que la mutilation définitive de la France, le servage éternel des provinces conquises, la consécration

du traité de Francfort, l'égorgement de l'Arménie, l'insolence du Sultan assassin, la diminution et la domestication de la Grèce livrée à la soldatesque turque et aux banquiers berlinois, l'annexion de la République française à la réaction européenne, que tout cela c'était la civilisation, l'équité, le droit, l'idéal. O Paris déchu, à quand le réveil?

« *La Petite République* » du samedi 23 octobre 1897

Plus on écoute les orateurs radicaux, plus on est convaincu que seule la doctrine socialiste en son intégrité peut arracher notre pays à la réaction. Certes, il y a des constatations utiles dans le discours récent de M. Bourgeois, et il y a intérêt, pour la propagande même de notre parti, à les fixer. Il reconnaît qu'aujourd'hui, sous le nom d'intérêt social, c'est le syndicat des grands intérêts capitalistes qui veut s'imposer au pays; il reconnaît que c'est contre une coalition de l'Église et de la Finance que se heurte aujourd'hui la démocratie; et même — c'est l'aveu dont il faut lui savoir le plus de gré — il a proclamé, lui, ancien ministre des affaires étrangères, que, dans toute la question d'Orient, la vraie diplomatie, la seule vraiment agissante, la seule souveraine, était la diplomatie des hommes d'argent: « Pendant que sur le

« *La Petite République* » du samedi 23 octobre 1897

théâtre se promenaient solennellement les diplomates, c'étaient les porteurs de valeurs ottomanes qui dans les coulisses faisaient la loi. » — Soit, et voilà des affirmations d'une exceptionnelle gravité. Mais quelles conclusions tire M. Bourgeois? Il n'ose ni remonter aux principes, ni aller aux dernières conséquences.

S'il est vrai que la politique européenne est livrée à la seule puissance de l'Argent, s'il est vrai que l'autonomie de la Crète, la vie de deux cent mille Arméniens, les réformes réclamées par la partie saine du monde musulman, s'il est vrai que tout cela n'a pas pesé une once dans la balance des intérêts financiers, comment M. Bourgeois peut-il se féliciter de la situation extérieure? Comment peut-il se réjouir pour la France de l'alliance franco-russe, puisque cette alliance n'a fait que consacrer la domestication de la France en attachant celle-ci à la Russie domestiquée elle-même par les banquiers européens? Dénoncer la prédominance de l'Argent dans la question orientale et exalter une alliance qui sert avant tout les intérêts des hommes d'argent, c'est une singulière contradiction; et c'est par ces contradictions que le radicalisme gouvernemental périra.

De même, d'où vient cette puissance des hommes d'argent? D'où vient qu'ils peuvent disposer pour leurs opérations et spéculations de capitaux énormes? Ces capitaux mêmes, d'où viennent-ils? Est-ce qu'ils

L'ALLIANCE RUSSE ET LA RÉACTION

n'ont pas été prélevés, jour par jour, heure par heure, sur le travail du prolétariat ouvrier et paysan? Si la propriété et le travail étaient confondus, la Haute Finance n'existerait même pas; et dénoncer la spéculation financière tout en maintenant le système de la propriété capitaliste, c'est protester contre le fruit en respectant la racine. Nouvelle et décisive contradiction.

LA GUERRE HISPANO-AMÉRICAINÉ

« *La Lanterne* » du dimanche 10 avril 1898

Au moment où j'écris, je ne puis savoir si les dernières dépêches de Washington et de Madrid apportent la paix ou la guerre. Il est infiniment désirable que la guerre soit évitée ; non seulement elle entraînerait bien des souffrances et des deuils, mais elle serait d'un funeste exemple pour le monde. Rien ne peut, mieux que ce perpétuel danger de luttes sanglantes, dénoncer le régime de barbarie qui, sous le nom de civilisation, désole l'humanité.

Il a été beaucoup question, ces jours derniers, de l'intervention conciliatrice de la papauté, et déjà les catholiques saluaient l'action bienfaisante de ce qu'ils appellent une grande puissance morale. En fait, la médiation annoncée se réduisait à une vague tentative sans objet précis et sans effet ; et il serait bien naïf de penser qu'une simple prédication morale peut, dans l'état présent du monde, apaiser les rivalités implacables des intérêts et des convoitises déchainées ; en tout cas, le monde civilisé aurait le droit de dire à la papauté : « Pourquoi n'êtes-vous pas intervenue plus

tôt ? Puisque la catholique Espagne est docile à votre parole, pourquoi ne l'avez-vous pas avertie qu'elle violait, à Cuba, depuis longtemps, toutes les règles de la justice et tous les droits de l'humanité ? Pourquoi avez-vous permis que, par les exactions de ses fonctionnaires et l'odieuse partialité de ses lois, elle réduisit les Cubains au désespoir et à la révolte ? Si vous aviez plus tôt prêché à l'Espagne la modération et l'équité, vous auriez prévenu le conflit qu'à cette heure il est presque impossible d'arrêter. Mais non : de même que vous avez laissé égorger les Arméniens sans un mot de protestation, vous avez laissé opprimer et spolier les Cubains. Vous vous êtes donc associée à tous les grands crimes de notre temps, et votre tardive et inutile intervention n'est qu'une grimace de pitié pour des victimes que vous-même, à l'heure décisive, vous ne disputerez point au bourreau. »

La vérité très affligeante et très inquiétante, c'est que nous sommes à la veille des conflits les plus brutaux et les plus vastes. L'Europe a raison de suivre avec inquiétude les événements. Il y a quelques mois, c'était le Japon qui tout à coup grandissait, et, quoique les puissances européennes aient profité de l'affaiblissement de la Chine pour s'annexer des ports et des territoires, il est visible que l'Asie monte ; stimulée à la fois par les ambitions conquérantes du Japon et par le capitalisme lui-même, l'énorme masse asiatique va en-

trer en branle ; elle pèsera d'un poids très lourd sur les destinées du monde. — Et voici que l'Amérique du Nord, renonçant au système de paix et d'activité purement industrielle, s'engage dans des conflits qui vont l'obliger à des armements redoutables ; en saisissant Cuba, les États-Unis pénètrent dans l'Amérique latine, ils commencent à la démembrer et à la subordonner ; en éliminant l'Espagne, ils refoulent l'Europe. Et il est visible que contre le plus vieux des continents, l'Asie, et contre le plus jeune, l'Amérique, l'Europe sera obligée bientôt de se défendre : or elle est livrée par les rivalités capitalistes et les haines nationales à une anarchie qui la paralyse. Seule, une Europe unifiée et harmonisée par le socialisme pourra résister aux formidables poussées qui se préparent, et appeler à la civilisation élargie les forces nouvelles qui s'agitent, sans que la haute culture européenne soit mise en péril. Mais quel est l'homme d'État qui ne sourira pas, comme de la plus vaine des utopies, de cette politique socialiste ? Et pourtant, on peut dire à la lettre que bientôt sans le socialisme, l'Europe sera en péril, et que, sans l'Europe, la civilisation humaine sera menacée.

Dans la guerre qui s'annonce entre les États-Unis et l'Espagne, il est impossible de former des vœux pour l'un ou l'autre des combattants. Ah ! s'il s'agissait vraiment de l'indépendance de Cuba, et des garanties

de justice auxquelles les Cubains ont droit, tous les hommes généreux et honnêtes auraient vite pris parti. Mais, en réalité, il s'agit de la lutte entre deux puissances d'oppression, entre deux formes d'exploitation : d'un côté, il y a l'exploitation rétrograde et surannée de la catholique Espagne qui dévore la substance même de Cuba ; de l'autre côté, il y a l'exploitation aventureuse de la capitaliste Amérique qui veut annexer Cuba à sa puissance industrielle et devenir un des grands pays producteurs de sucre. Les Cubains n'échapperont aux fonctionnaires espagnols que pour être livrés aux spéculateurs yankees. Nous allons peut-être assister au conflit sanglant de deux brigandages, et il en sera ainsi tant que tous les exploités, peuples et individus, ne créeront pas, par un immense effort, une société nouvelle, une humanité nouvelle, l'humanité socialiste. Si les hommes employaient à s'affranchir une partie des forces que gaspillent leurs exploités dans leurs perpétuels conflits, la justice viendrait d'un pas rapide. Seul, le socialisme international peut rallier à cette œuvre de salut toutes les forces dispersées. Seul le prolétariat universel peut prendre en mains la cause de la civilisation compromise par la barbarie capitaliste. Travailler à l'organisation internationale du prolétariat est donc à cette heure le devoir le plus pressant et le plus haut de tous les hommes qui ne désespèrent point de l'humanité.

FASHODA, L'ANGLETERRE ET LA PAIX

« La Petite République » du samedi 5 novembre 1898

L'affaire de Fashoda paraissait en voie de solution rapide; et vraiment il serait trop absurde et trop criminel que ce différend mit aux prises deux grands peuples. Assurément, la France avait le droit de chercher à relier, par des postes et des moyens définis de communication, le bassin du Congo au bassin du Nil; mais elle a le devoir aussi d'éviter tout ce qui peut paraître pure taquinerie et vexation puérile contre l'Angleterre: maintenir un petit groupe d'hommes sur le Haut Nil au moment même où l'Angleterre y dirigeait toute une armée et y livrait aux derviches une sérieuse bataille est un dangereux anachronisme. Les nationalistes, les coureurs d'aventure essaient vainement d'irriter l'amour-propre français; il n'y a de dignité pour un peuple que s'il sait mesurer ses forces, et s'il ne s'engage pas à la légère en des entreprises qu'ensuite il faut abandonner. La France, dans son immense majorité, l'a compris ainsi, et elle ne pardonnerait pas au gouvernement qui suivrait les fanfarons de bataille et qui déchaînerait sur le pays, sur le monde entier, une

effroyable crise. Mais pourquoi l'Angleterre s'obstine-t-elle à armer, pourquoi fait-elle un étalage presque provocant de sa force navale au moment même où la diplomatie française cherche si honnêtement et si visiblement une solution pacifique ?

Voici qu'aujourd'hui même des rumeurs singulières, auxquelles les journaux nationalistes prêtent un complaisant écho, nous mettent en éveil : on commence à dire que la Turquie se prépare à intervenir, qu'elle entend réclamer l'Égypte comme son domaine, et protester contre la présence des Anglais à Khartoum. Nous ne savons encore ce qu'il y a de sérieux dans ces bruits. Il se peut que le Sultan, tout pénétré de la grandeur de l'idée musulmane, grisé par sa victoire en Grèce et par les sympathies de l'empereur allemand, songe en effet à profiter de l'incident de Fashoda et de la controverse franco-anglaise pour affirmer ses droits de suzeraineté sur l'Égypte. — Mais, en tout cas, il serait déplorable que l'on pût soupçonner, derrière cette intervention du Sultan, l'action secrète de la France. D'abord, ce serait donner une acuité extrême au conflit qu'il faut régler. Il serait indigne de la France, au moment où elle renoncerait ostensiblement à Fashoda, de chercher une revanche détournée par l'intervention d'Abd-ul-Hamid ; il serait indigne de la France de devenir l'instrument du Sultan rouge : car celui-ci ne se risquerait à une démarche aussi témé-

« La Petite République » du samedi 5 novembre 1898

raire que dans la pensée d'entraîner la France avec lui et de l'engager presque malgré elle en rouvrant la question d'Égypte. Enfin, il sera toujours permis de supposer que l'empereur Guillaume, sans se découvrir et sans se livrer à fond, soutient secrètement son grand ami de Constantinople; et assurément, à l'heure décisive des règlements de compte, il essaierait de glisser en Égypte, sous le couvert de la suzeraineté turque, l'influence de l'Allemagne, alliée de la Turquie.

Donc, voici l'opération à laquelle nous convient les grands patriotes Rochefort et Millevoye : ils nous invitent à chasser l'Angleterre de l'Égypte, au prix des plus graves dangers, pour y installer à sa place une combinaison turco-allemande. On n'aurait jamais cru que M. Rochefort pût adopter à ce point la politique de M. Hanotaux, qu'il combattit si violemment. M. Hanotaux rêvait de rapprocher la France de l'Allemagne impériale pour faire échec à la puissance anglaise; et c'est parce que les Arméniens étaient encouragés par les Anglais, c'est aussi parce que Guillaume II soutenait Abd-ul-Hamid, que M. Hanotaux a livré cent mille Arméniens au couteau des égorgeurs. Nos nationalistes rêvent-ils d'étendre à la question d'Égypte cette politique turco-allemande qui nous a déshonorés et perdus en Orient?

La vérité est que toutes ces difficultés ne seront

réglées que par une discussion au grand jour, par un appel incessant au bon sens et à la loyauté de deux grands peuples. N'ayons pas d'arrière-pensées à l'égard de l'Angleterre; reconnaissons bien haut les droits importants que lui donnent en Égypte une longue occupation et une œuvre méthodique d'organisation; ne jouons pas contre elle, en Égypte, le rôle fâcheux et aigre joué contre nous en Tunisie par les Italiens; ne nous étonnons pas qu'elle veuille assurer du Caire au Cap la continuité du passage; et quand ces malentendus, entretenus par la presse la plus frivole et le chauvinisme le plus aveugle, auront été dissipés, il nous sera plus aisé de faire valoir devant le monde et devant l'Angleterre elle-même le droit certain de la France à s'ouvrir un débouché de l'Afrique centrale vers le Nil. Autant l'occupation de Fashoda est intempestive, autant toute connivence de la diplomatie française avec Abd-ul-Hamid et Guillaume II serait absurde et coupable, — autant les Anglais seraient inexcusables s'ils prétendaient bloquer la France dans le bassin du Congo, et refuser aux autres nations des garanties pour le libre accès et la libre navigation du Nil.

Il faut que des deux côtés de la Manche la démocratie libérale et le prolétariat socialiste s'emploient à ramener la question à ces termes; il ne s'agit pas seulement de prévenir pour demain un conflit qui serait un malheur pour le monde civilisé: il faut dissiper les

« La Petite République » du 13 novembre 1898

préjugés et les animosités secrètes qui animent l'un contre l'autre deux grands peuples. Ah! si le prolétariat français et le prolétariat anglais pouvaient s'entendre et élever la voix! Quelle victoire pour le socialisme, et quel bienfait pour l'humanité, si un haut arbitrage populaire pouvait réconcilier deux grandes nations.

« La Petite République » du 13 novembre 1898

L'heure viendra où il faudra demander des comptes aux gouvernants qui depuis trois ans ont conduit la politique extérieure de la France. Quand les risques de conflit immédiat auront disparu, le Parti socialiste n'aura besoin que de rappeler les faits pour dresser contre M. Méline et M. Hanotaux un acte d'accusation irrésistible.

Que de fois avons-nous dénoncé, à la tribune même, tous les périls de la politique de M. Hanotaux! Que de fois avons-nous dit que cette alliance russe, si bruyamment célébrée par M. Méline, M. Millevoye et M. Rochefort était un mensonge ou un piège! Il était visible que nous mettions nos capitaux, notre influence, notre flotte au service de la Russie, et que nous n'avions obtenu en retour aucune garantie positive; il était visible aussi que peu à peu, cédant à

la logique de l'esprit de réaction, le ministère Méline se rapprochait, par l'intermédiaire du tsar, de l'empereur allemand, et rêvait de tourner contre l'Angleterre toutes les haines et toutes les forces de la France. Cette politique ne pouvait nous mener qu'aux plus cruelles déceptions et aux plus graves périls : la Russie, absorbée par ses vastes entreprises en Asie, en Chine, ne détournera pas, pour nous servir, une parcelle de sa force ; et l'Allemagne a trop à gagner à l'antagonisme de la France et de l'Angleterre pour se jeter d'un seul côté et brusquer la solution du conflit. Forcément, nous devions être isolés ; forcément nous devions être dupes.

Mais, je l'avoue, je ne croyais pas que la politique de M. Hanotaux, si imprévoyante et si rétrograde qu'elle fût, fût tombée pourtant à ces profondeurs de sottise que révèle l'affaire de Fashoda. Il y a trois ans, quand le ministère des colonies eut décidé secrètement une expédition sur le Haut Nil, il demanda aux divers groupes d'opposition de ne pas discuter ; il s'agissait, nous dit-on, d'occuper à temps d'importantes positions africaines, et on s'adressait à notre patriotisme. Nous demandâmes si la mission projetée serait pacifique, si elle ne créait aucun péril de conflit : on nous donna des assurances de paix, et nous gardâmes le silence ; nous nous bornâmes, au moment où M. André Lebon sollicitait le vote de la Chambre comme un « vote poli-

tique », à déclarer que c'était un « vote national ». Qui donc, parmi les adversaires les plus décidés de M. Hanotaux et de M. Lebon, aurait pensé qu'ils envoyaient sur le Haut Nil une petite troupe d'hommes sans s'être assurés qu'ils ne se heurteraient pas à l'armée anglaise, sans s'être assurés aussi, en ce point précis et délicat, le concours du « grand allié » ? La criminelle étourderie des ministres a dépassé toute prévision ; ils ne peuvent se plaindre que l'esprit de parti les ait gênés ; ils ont eu liberté entière, et ils portent devant le pays l'entière responsabilité.

Mais il servirait peu de récriminer, si nous ne prévenions pas le retour de pareilles fautes. Il faut secouer la politique extérieure de M. Hanotaux comme la politique intérieure de M. Méline. Ceux qui grisent notre pays avec la prétendue alliance russe et qui préparent je ne sais quel accord avec l'autocratie allemande font œuvre criminelle. La haine de l'Anglais, la guerre à l'Anglais sont aujourd'hui des mots d'ordre de réaction : isolée, la France ne peut pas lutter contre la marine anglaise ; il faudra donc à tout prix acheter l'alliance de l'empereur russe et la neutralité bienveillante de l'empereur allemand ; il faudra donc engager la France à fond dans un système autocratique et réactionnaire. Déjà nous avons vu les fruits honteux de cette politique lorsque, pour servir les calculs de la diplomatie russe et complaire à

Guillaume II, allié du Sultan, la France s'est faite contre les Arméniens et les Grecs la complice de l'égorgeur Abd-ul-Hamid. Demain, pour organiser la guerre à l'Anglais, il faudra nous mettre décidément au service des ambitions lointaines de la Russie en Extrême Orient, et il faudra accepter avec Guillaume II une sorte d'entente cordiale, qui s'appliquera même à la politique intérieure. C'est là le rêve des réactionnaires français. Les cléricaux ne cachaient pas leurs sympathies pour l'Espagne contre les États-Unis, et leur victoire serait décisive s'ils pouvaient, au moyen de la guerre contre les Anglais, exalter le militarisme, s'ils pouvaient, par l'alliance russe et allemande, tuer l'esprit républicain; ils savent bien que le jour où la France serait engagée dans une grande lutte contre la race anglo-saxonne, les états-majors à panache feraient la loi, les protestants et les juifs seraient dénoncés comme complices de l'hérétique Angleterre; et comme on ne pourrait conserver « l'amitié » du tsar et de l'empereur qu'en faussant la République et en opprimant le prolétariat, la réaction, couvrant sa face d'un masque de patriotisme tragique, prêcherait servitude et folie à la foule, massée autour de la chaire de Didon et du tréteau de Déroulède.

Voilà ce que nous ne voulons pas. Voilà le péril que nous dénoncerons, malgré les clameurs des patriotes nortoniens. Et nous protesterons aussi, en bons Fran-

« *La Petite République* » du 13 novembre 1898

çais, contre les incroyables violences d'une partie de notre presse. Je sais très bien que la presse anglaise a été détestable de morgue : mais que penser de M. Paul de Cassagnac écrivant dans *l'Autorité* : « Ce ne sera fini que le jour, trop lointain, hélas ! où la science nous donnera l'immense, l'infini bonheur, la joie folle de passer le Détroit et d'aller rançonner la Cité. » Non seulement il est contraire à la dignité de la France, au moment où elle se retire de Fashoda, d'accompagner sa retraite de ces odieuses et fanfaronnes menaces ; mais qui ne voit que de semblables propos, répétés par la presse anglaise, fournissent à l'agitation des chauvins d'outre-Manche le prétexte dont ils ont besoin ? Et M. de Cassagnac, découvrant le fond même de la politique de la réaction, qui est la politique de M. Hanotaux, ajoute ces paroles :

« J'espère bien ne pas mourir sans l'avoir vu.

» Ce serait la plus grande allégresse de ma vie de patriote ardent.

» Car si l'Allemagne est haïssable, c'est à cause d'un fait précis, limité, qui pourrait s'effacer. Avec la cause, l'effet disparaîtrait. Le bon voisinage, l'accord, l'alliance franche succéderaient à la situation aiguë, créée par l'Alsace-Lorraine.

» Mais l'Angleterre, c'est autre chose. Sa haine contre nous est inextinguible. Et la nôtre a le devoir de s'élever à la même puissance.

» L'Allemagne, c'est un adversaire. L'Angleterre, c'est l'ennemi, l'ennemi d'hier, de demain, de toujours. »

Or, M. de Cassagnac ne peut ignorer que l'empereur allemand ne nous rendra pas l'Alsace-Lorraine ; il ne peut ignorer non plus que, si ces paroles sauvages contre l'Angleterre trouvaient écho en France, il faudrait à tout prix, et sans condition, se rapprocher de l'Allemagne prussienne et militaire et solliciter Guillaume II ; c'est donc à une alliance avec le militarisme prussien que nous convie la réaction française. Nous ne cesserons de la dénoncer et de la combattre.

Et nous combattons aussi, d'accord avec le prolétariat socialiste anglais, cette bourgeoisie capitaliste d'Angleterre, qui est exaspérée à la fois par la concurrence économique de la Russie et de l'Allemagne et par les progrès de la classe ouvrière. Elle voudrait déclarer une double guerre, au dehors à ses rivaux d'Europe, au dedans aux Trade Unions. Reconquérir par la force les débouchés qui se resserrent, refouler par la force le prolétariat qui s'organise : voilà le rêve criminel et fou du grand patronat anglais. Il ne faut pas se dissimuler le péril : entre la France et l'Angleterre, la guerre peut éclater à tout moment ; elle est préparée par la réaction cléricale et militaire en France, par le capitalisme en Angleterre. Aussi

« La Petite République » du jeudi 17 novembre 1898

est-il urgent que les prolétaires français et anglais s'émeuvent, s'organisent, pour dénoncer ensemble le péril.

« La Petite République » du jeudi 17 novembre 1898

Il importe que le prolétariat suive de très près les événements extérieurs. Nous venons de traverser une crise aiguë et d'échapper à un péril de guerre immédiat. Mais des obscurités menaçantes restent devant nous. En France, le parti de la guerre quand même paraît discrédité; les nationalistes tapageurs et incohérents tombent tous les jours plus bas dans le mépris public, et bientôt sans doute leurs provocations imbéciles ne pourront plus compromettre la nation. D'autre part, la politique dangereuse de M. Hanotaux est percée à jour; ce mégalomane avait cru pouvoir prendre l'Égypte à revers avec huit officiers et quatre-vingts Sénégalais; il comptait, pour le succès de ses petites opérations sournoises, sur l'alliance russe et l'alliance abyssine: la France, maintenant avertie, désavoue cette politique occulte de taquineries sans dignité; elle est résolue à discuter au plein jour avec l'Angleterre, sans mauvais vouloir systématique; et on peut dire aujourd'hui, avec assurance, que ce n'est pas la France qui créera des périls de guerre; la démocratie saura refouler le nationalisme clérical qui

nous ravalerait peu à peu au rang de l'Espagne et nous jetterait, affaiblis, aux aventures.

Mais n'y a-t-il point en Angleterre un parti de la guerre? Il est permis de le craindre. Les chauvins anglais, dont lord Salisbury a été obligé, au banquet même de Guildhall, de modérer les impatiences, sont exaltés par la force de la marine anglaise; ils savent qu'elle est en ce moment supérieure aux autres marines; ils se demandent s'il en sera de même dans quelques années; ils estiment qu'ils auraient intérêt à brusquer les événements avant que la France ait exécuté son nouveau programme naval, et ménagé des points d'appui à ses flottes en Corse et en Tunisie, avant que l'Allemagne ait développé sa marine, et que la Russie ait achevé le chemin de fer transsibérien; ils pensent qu'ils pourraient ainsi régler à leur avantage toutes les questions litigieuses en Afrique et en Asie. Cette agitation des jingoïstes, des chauvins, serait sans péril si le capitalisme anglais lui-même n'avait point quelque intérêt à la guerre. Il voit avec inquiétude les débouchés commerciaux de l'Angleterre se resserrer. De toutes parts, surgissent de nouvelles activités, de nouvelles ambitions; l'Afrique, malgré la possession de l'Égypte, est bien loin d'être toute anglaise; et en Asie, la concurrence croissante de l'Allemagne, l'influence croissante de la Russie sont un péril pour les exportations de l'Angleterre; aussi le grand capital an-

« La Petite République » du jeudi 17 novembre 1898

glais ne cesse-t-il pas de jeter l'alarme, et les récentes révolutions de palais qui à Pékin ont grandi l'influence russe l'ont exaspéré. Ah! s'il était possible de mâter la France en Afrique, la Russie en Asie, et grâce au prestige de cette double victoire, de contenir ensuite et de resserrer l'expansion économique de l'Allemagne!

Voilà le rêve des grands capitalistes de Londres; et, tout en se gardant des entraînements belliqueux, lord Salisbury, qui est le chargé d'affaires du capitalisme anglais, a annoncé bien haut au monde que l'Angleterre saurait partout affirmer sa force. Il est évident, par le discours de Guildhall, que le ministère anglais compte sur l'alliance des États-Unis. Ceux-ci, en s'annexant les Philippines, vont pénétrer dans la sphère des intérêts asiatiques; il est certain que des Philippines ils voudront agir sur la Chine, y obtenir des concessions et s'y ouvrir des débouchés; on a remarqué sans doute que les États de l'Ouest qui avaient voté jusqu'ici contre M. Mac-Kinley et sa politique viennent au contraire de donner beaucoup de voix à ses candidats; la côte surtout a voté pour la politique « républicaine », pour la politique de conquête et d'expansion; évidemment, les ports américains du Pacifique espèrent que l'annexion des Philippines et la politique asiatique de Mac-Kinley vont créer entre l'Extrême Orient et eux tout un mouvement d'échange, et qu'ils pourront rivaliser avec les

ports de l'Atlantique. Il est clair, par le discours de lord Salisbury, que l'Angleterre, pour s'assurer le concours des États-Unis contre la Russie, leur a promis d'aider au développement de leur influence en Extrême Orient ; comme déjà le Japon est acquis à la politique anglaise, lord Salisbury fait entendre au monde qu'au besoin la coalition de l'Angleterre, des États-Unis et du Japon pèsera sur le destin des peuples.

Les dirigeants anglais, si souvent accusés de tiédeur par les chauvins exaltés, céderont-ils à la tentation de mettre en mouvement ce formidable appareil de forces, et voudront-ils jouer une grande et décisive partie ? C'est possible : et les armements qui continuent en Angleterre, les difficultés qui s'aggravent, au sujet des Philippines, entre l'Espagne et les États-Unis, tout nous avertit de nous tenir en garde. Pourtant, par bonheur, bien des obstacles s'opposent à ce plan d'agression systématique. D'abord il n'est pas assuré qu'il rencontrerait l'adhésion générale de la nation anglaise : tous les partis se sont groupés pour le malencontreux incident de Fashoda ; mais là nous étions dans notre tort ; il n'est pas sûr que pour une grande guerre de rapine capitaliste toutes les forces de l'opinion anglaise se retrouveraient d'accord. En second lieu, cette gigantesque aventure ne serait pas sans péril pour l'Angleterre : par ses violences, elle créerait vraiment l'alliance franco-russe qui n'a été

« La Petite République » du jeudi 17 novembre 1898

jusqu'ici qu'un leurre pour nous ; or, quelle que soit la puissance de la marine anglaise, quelque précieux que soit à l'Angleterre le concours des États-Unis et du Japon, les péripéties et le résultat d'une lutte aussi vaste échappent à toute prévision humaine. Et si la lutte se prolongeait avec des chances incertaines, l'Allemagne pourrait bien imposer son arbitrage, et l'Angleterre, en combattant la France et la Russie, aurait fait seulement le jeu de l'industrie allemande, qui déjà la menace sur tous les marchés. Enfin, dans l'hypothèse même d'une victoire, les États-Unis et le Japon feraient payer leur concours ; ils voudraient profiter du succès commun pour agrandir leurs affaires, et l'Angleterre n'aurait disputé la Chine à l'influence russe que pour la livrer aux convoitises japonaises et au capitalisme américain.

La paix n'en reste pas moins très précaire ; elle est à la merci d'un accident, et si la guerre éclate, elle sera terrible et vaste. Pour la première fois, il y aura une guerre universelle, mettant aux prises tous les continents ; l'expansion capitaliste a élargi le champ de bataille ; c'est toute la planète qui sera rougie du sang des hommes. Et c'est l'acte d'accusation le plus terrible qui puisse être porté contre le capitalisme : il fait planer sur l'humanité un péril de guerre permanent et tous les jours plus étendu ; à mesure que l'horizon humain s'agrandit, la sombre nuée de la guerre

s'étend aussi, et elle tient maintenant sous son ombre tous les champs que labourent les hommes, toutes les cités où ils trafiquent, toutes les mers que creusent leurs vaisseaux. L'humanité n'échappera à cette obsession de meurtre et de désastre que lorsqu'elle aura substitué au désordre capitaliste, principe de guerre, l'ordre socialiste, principe de paix.

C'est vers cette révolution bienfaisante que nous marchons; et nous sommes bien assurés de la victoire finale du socialisme. Le Capital même y travaille; car à force de se créer des débouchés nouveaux, il aura bientôt conquis et assimilé toute la terre; or, partout, les peuples, pénétrés par le Capitalisme, entrent à leur tour dans le système de la grande production industrielle. Lorsque tous les peuples produiront, lorsque la concurrence capitaliste sera portée au maximum, il n'y aura plus qu'un moyen de créer des débouchés nouveaux : ce sera d'appeler à une plus large consommation le peuple même qui travaille; il faudra donc lui laisser tout le produit de son travail, ce sera la fin du Capitalisme, et la richesse créée par les prolétaires, après s'être répandue jusqu'aux extrémités de la planète et s'être brisée aux derniers rivages, refluera nécessairement vers eux. Mais il importe, dans la période de trouble, de confusion et de convoitise qui précède l'avènement socialiste, d'épargner le plus possible aux hommes les hor-

« La Petite République » du jeudi 26 janvier 1899

reurs de la guerre. Assurément, si une seule des grandes puissances voulait absolument la guerre, la classe ouvrière ne pourrait l'empêcher : elle est encore trop mal organisée ; ses liens internationaux sont trop faibles et les passions chauvines la dominent encore trop ; mais, à cette heure de redoutables risques de guerre, les plus belliqueux ont des raisons d'hésiter, et, dans cette incertitude, l'action du prolétariat européen, si confuse et débile qu'elle soit encore, peut être décisive. Il faut que, par un mouvement concerté, la classe ouvrière européenne signifie qu'elle veut la paix ; il faut que, dans des réunions internationales, organisées dans toutes les capitales de l'Europe, le prolétariat socialiste proteste contre la folie belliqueuse du Capitalisme. Nous touchons peut-être à une des crises les plus redoutables qu'ait traversées l'humanité ; le devoir de la classe ouvrière, si écrasée qu'elle soit encore par toutes les puissances de désordre et de haine, est de se redresser pour sauver la civilisation humaine.

« La Petite République » du jeudi 26 janvier 1899

La séance de lundi (1) a été bonne ; elle a permis à la Chambre d'affirmer son ferme vouloir de la paix, sans

(1) Séance de la Chambre des députés, du lundi 23 janvier 1899.

qu'une voix discordante se soit élevée. Peut-être dans le discours, habile d'ailleurs, de M. Ribot, y a-t-il excès de préoccupation personnelle ; il a été si souvent accusé de faiblesse coupable envers l'Angleterre qu'il a exagéré cette fois en sens inverse. Je n'aime pas beaucoup certaines rodomontades : dire qu'à l'heure présente la France est pacifique non par nécessité, mais parce qu'elle le veut, alléguer que grâce à l'alliance russe nous sommes à l'abri du péril, c'est, semble-t-il, d'un effet un peu gros. Nous ne pouvons pas laisser ignorer au pays que dans un conflit avec l'Angleterre, nous ne pourrions compter ni sur notre force navale, évidemment insuffisante, ni sur la sympathie active de la Russie. Il n'y a aucune humiliation pour un peuple comme le nôtre, qui peut se heurter à la fois sur le continent et sur la mer à des nations puissantes, de reconnaître qu'il ne peut suffire à tous les dangers, et qu'il doit conduire ses affaires avec une extrême prudence. Toute fanfaronnade est suivie ou de désastreuses aventures ou de fâcheuses retraites ; il vaut mieux dire nettement et sobrement la vérité.

A cet égard, le discours de M. d'Estournelles est certainement le meilleur de la séance ; plus désintéressé et plus impersonnel que celui de M. Ribot, plus précis et plus élevé que celui de M. Delcassé, il répondait très exactement au sentiment de nos amis. M. d'Estournelles, tout en faisant la part des fautes anglaises,

« *La Petite République* » du jeudi 26 janvier 1899

a excellemment reconnu les nôtres; il a montré comment notre diplomatie avait laissé échapper des occasions fréquentes de régler, par de modestes compromis, la question d'Égypte, et comment ensuite elle se vengeait de sa propre faiblesse par la mauvaise humeur et la bouderie; il a précisé les solutions pacifiques qui pouvaient intervenir, et surtout il a invité la Chambre, le pays tout entier, à adopter une politique plus large, plus amicale envers l'Angleterre.

S'il y a des fous qui rêvent encore d'organiser contre l'Angleterre je ne sais quelle coalition continentale, où nous jouerions un rôle détestable et humilié, il est sûr dès maintenant qu'ils ne seront pas suivis. Ce qui domine toute la séance, c'est que tous les orateurs, M. Cochin comme M. Ribot, M. d'Estournelles comme M. Delcassé, ont proclamé qu'entre l'Angleterre et nous il n'y avait aucune question qui ne puisse être amicalement résolue. Les nationalistes n'ont pas osé porter à la tribune leur politique si odieusement et si sottement provocatrice. M. de Mahy soulageait bien son âme bilieuse par quelques interruptions, mais la politique « anti-anglaise » de quelques coloniaux enragés et de quelques nationalistes sans vergogne est restée attachée à son banc. Les nationalistes diront-ils qu'ils ont gardé le silence pour ne pas créer le moindre risque de conflit? A la bonne heure, et nous nous réjouissons trop de tout ce qui confirme la paix pour

ne pas les féliciter de cette heureuse inconséquence. Mais qu'est-ce donc qu'une politique qui, à l'heure décisive, n'ose plus elle-même se formuler? Quoi! les grands « patriotes » écrivent tous les jours, en style épileptique, que la France est livrée à l'Angleterre, qu'il y a chez nous un parti anglais! Et quand le moment est venu de parler haut et clair à la tribune, de dénoncer le prétendu complot et la prétendue trahison, les énergumènes reculent devant la responsabilité de leur propre folie! Et ils se taisent soudain après avoir hurlé! Quelle misère d'esprit! Et quelle pauvreté morale!

Les socialistes, au contraire, ont saisi l'occasion d'affirmer avec éclat toute leur pensée. Comme ils ont toujours travaillé à apaiser les conflits entre les peuples, et particulièrement à prévenir tout choc entre l'Angleterre et la France, ils ont soutenu de leurs applaudissements tous les orateurs qui tenaient un langage de paix; et le lendemain, élargissant et précisant aussi le problème, Vaillant et Fournière ont indiqué les mesures décisives qui peuvent écarter de nous, non pour un jour, mais à jamais, les périls de guerre. La conférence pour le désarmement va se réunir; Vaillant a demandé que la France y proposât l'institution d'un arbitrage permanent entre les peuples, et sa proposition a recueilli deux cents voix: c'eût été une initiative à la fois glorieuse et utile. Vaillant a demandé

« La Petite République » du jeudi 23 mars 1899

aussi que, par un accord de toutes les puissances européennes, les armées de métier, les armées professionnelles et encasernées, toujours prêtes à l'offensive, soient remplacées par des milices nationales, excellentes pour défendre le sol, mais inhabiles aux agressions soudaines contre l'indépendance des autres peuples et la liberté intérieure.

Ainsi, la pensée socialiste, que les esprits légers ont si souvent traitée d'utopie, apparaît au contraire comme le seul moyen de convertir en fait l'utopique proposition du tsar. Dès maintenant, et avant même d'avoir conquis le pouvoir, le socialisme agit comme une force organique : au dedans, il refoule les complots militaristes et les sauvages passions antisémites ; au dehors, il contribue à l'œuvre de paix, et il fait équilibre, par son haut idéal d'harmonie, par l'action régulatrice du prolétariat international, à toutes les puissances de désordre, de brutalité et de sauvagerie. Tous les jours il conquiert, si je puis dire, ses hauts titres d'humanité.

« La Petite République » du jeudi 23 mars 1899

Parmi les dirigeants anglais, en est-il qui veulent la guerre ? On a beaucoup dit en France, et je l'ai entendu dire en Angleterre même, que M. Chamber-

lain n'y répugne pas : du moins dans son entourage quelques-uns murmuraient, au moment de Fashoda, qu'un conflit avec la France serait inévitable un jour ou l'autre, et qu'après tout autant vaudrait brusquer les choses tant que la marine anglaise avait une supériorité marquée. Pourtant, rien n'autorise à dire avec quelque certitude que M. Chamberlain ait eu des desseins belliqueux arrêtés.

Sa physionomie est assez énigmatique et inquiétante; il ne me paraît pas toutefois que son évolution politique ait été aussi scandaleuse, aussi cyniquement intéressée qu'on le dit souvent. Il est bien vrai qu'il semble avoir déserté un radicalisme très démocratique pour devenir l'allié d'abord, et bientôt le ministre influent d'un gouvernement tory; mais ce sont là des apparences un peu sommaires : depuis longtemps son radicalisme très complexe tout ensemble et très positif n'avait aucun rapport avec le libéralisme de M. Gladstone. M. Chamberlain, conformément à la tradition radicale anglaise, combattait la Chambre des lords et la grande propriété; il voulait des lois pour assurer à chaque paysan un lopin de terre et quelques vaches, pour protéger les ouvriers industriels; mais en même temps il voulait offrir comme dédommagement à la classe capitaliste l'exploitation d'un vaste domaine colonial unifié et rattaché plus étroitement à l'Angleterre. Il y a plus de dix

« *La Petite République* » du jeudi 23 mars 1899

ans qu'il parle de former, entre l'Angleterre et ses colonies, dans toutes les parties du globe, l'Inde et le Canada comme l'Australie, une sorte d'union douanière étroite : l'Angleterre et ses colonies s'assureraient des avantages commerciaux réciproques ; elles se serviraient réciproquement de débouchés et elles se défendraient mutuellement contre la concurrence du reste du monde ; ainsi assurée d'un vaste domaine pour ses exportations, la classe capitaliste anglaise pourrait accorder quelques avantages à la classe ouvrière. Voilà quel était le plan à la fois démocratique et capitaliste, radical et impérialiste de M. Chamberlain ; et ce plan répondait admirablement à l'esprit et aux intérêts de la ville de Birmingham, qu'il représente : grande ville manufacturière qui, par ses fonderies, par ses métallurgies, travaille beaucoup pour l'armement de la flotte, et qui est donc à la fois de population ouvrière et de tendance chauvine.

Mais l'influence de M. Gladstone et de ses principaux lieutenants, comme M. John Morley et sir William Harcourt, s'exerçait en sens inverse de cette sorte d'impérialisme. Longtemps les libéraux anglais, selon la méthode de Canning, avaient travaillé à l'expansion du commerce et de l'industrie anglaise par un procédé tout différent. C'est en émancipant des peuples opprimés, c'est en appelant à la liberté la Grèce, les

colonies espagnoles de l'Amérique, les États Balkaniques, que le libéralisme anglais ouvrait des débouchés nouveaux aux marchands et aux producteurs; et M. Gladstone, retenant et poussant à l'extrême cette sorte d'idéalisme philanthropique mêlé depuis longtemps au mercantilisme anglais, songeait à résoudre par l'autonomie même les embarras intérieurs de l'Empire anglais. Il voulait émanciper l'Irlande, et la soustraire au joug des landlords anglais, comme jadis l'Angleterre aida un moment à soustraire la Grèce aux pachas turcs, et le parti libéral, non sans de cruelles hésitations, suivit Gladstone. De là, entre le libéralisme gladstonien et M. Chamberlain, un conflit violent : l'un relâchait les liens de l'Empire anglais, tandis que l'autre voulait les resserrer. Du coup, la Chambre des lords apparut à M. Chamberlain comme un moyen de résistance nécessaire au fédéralisme utopique et dissolvant de M. Gladstone. Par ses velléités démocratiques il était radical, mais par son énergique impérialisme capitaliste il était avec les torys : c'est donc sans un reniement complet de sa propre pensée qu'il se rapprocha d'eux; et, en même temps qu'il apportait à leur politique impérialiste son esprit de décision, il essayait de leur faire adopter un régime de protection ouvrière. Il n'est donc pas le « Judas » si souvent dénoncé, et son apparente trahison n'est que la fin d'un immense malentendu.

Mais il n'en est pas moins un danger pour la paix du monde. Car il s'est aigri dans ces luttes ; son esprit de personnalité s'y est exalté. En outre, malgré les précautions extrêmes que prend le parti tory pour ne pas le blesser, il sent bien qu'il n'est accueilli par la vieille aristocratie anglaise qu'avec une secrète défiance : le vieux parti conservateur, qui ne subissait qu'avec peine l'éblouissant Disraeli, n'accepte pas sans dépit l'élévation soudaine de l'homme nouveau, de l'homme d'affaires de Birmingham, qui si longtemps eut contre les lords de si cruelles épigrammes. Aussi M. Chamberlain aspire-t-il à monter au sommet, c'est-à-dire à être chef du gouvernement, pour planer au-dessus des clameurs outrageantes de l'ancien parti libéral et des dédains secrets du parti tory ; et comme il ne peut s'élever au premier rang qu'en flattant la passion chauvine et impérialiste de l'Angleterre, il y a là certainement un péril. On m'a assuré à Londres qu'il paraissait depuis un an moins impatient et moins confiant en lui-même ; il a été malade ; et de plus les succès diplomatiques de lord Salisbury ont relevé l'autorité de celui-ci. M. Chamberlain apparaît aux impérialistes anglais comme un aiguillon nécessaire ; mais le sentiment m'a paru s'étendre, parmi les conservateurs eux-mêmes, qu'il y aurait danger à lui donner la conduite suprême du gouvernement.

Quant à lord Salisbury, il est, au jugement de tous

les partis, l'homme de la paix. Les conservateurs lui reprochaient même, il y a quelques mois, un excès de faiblesse ; ils semblent considérer aujourd'hui qu'il a gardé un sage équilibre, et qu'il a su obtenir pour l'Angleterre des résultats importants en évitant d'envenimer les conflits. C'est l'hommage aussi que lui rendent les libéraux : l'un d'eux, un des plus considérables, me disait en souriant : « Dans mes prières, si j'en faisais, je demanderais, matin et soir, longue vie pour lord Salisbury. » Il semble donc que dans les régions gouvernementales anglaises il y a bien des forces d'équilibre qui préviendront les aventures ; il y a, même dans le parti impérialiste, un instinct de modération qui empêchera sans doute M. Chamberlain d'être un Crispi anglais.

La nation anglaise subissait depuis quelques années une crise industrielle et une crise d'amour-propre. La concurrence de l'Allemagne, de l'Amérique, du Japon, de l'Inde même a refoulé l'industrie anglaise ; depuis dix ans les exportations annuelles de l'Angleterre ont diminué de plus de 500 millions ; son industrie métallurgique se soutenait péniblement pendant que celle de l'Allemagne montait ; ses exportations de textiles fléchissaient. En même temps, le langage brutal du président Cleveland à propos du Vénézuëla, les rapides progrès de l'influence russe en Chine, la dépêche presque offensante de l'empereur Guillaume

« La Petite République » du jeudi 23 mars 1899

à propos de Jameson, la politique à la fois insolente et sournoise de MM. Méline et Hanotaux, faisant écrire par leur officieux M. Alphonse Humbert : « Il suffit de montrer les dents à l'Angleterre » : tout exaspérait les souffrances de l'amour-propre anglais. Dès lors, toutes les énergies nationales étaient tendues vers le relèvement et la revanche ; et c'est ce qui explique l'orage de passion qui a grandi en Angleterre au moment de l'incident de Fashoda, et qui a surpris notre pays, si étourdimement conduit aux aventures par l'infatuation de Hanotaux. Maintenant la crise semble terminée. Il y a un relèvement des exportations de près de un million de livres sterling par mois, et la classe capitaliste anglaise, tout en comprenant que son antique suprématie est menacée par l'évolution économique du globe, se promet encore de longs jours de puissance. De plus, les succès de l'Angleterre en Égypte et au Soudan, les vastes sphères d'influence qu'elle a su se ménager en Chine, le revirement forcé de l'empereur Guillaume qui est obligé, par les intérêts capitalistes allemands, de faire bon accueil à Cecil Rhodes et d'aider à la grande ligne d'Alexandrie au Cap, tout console à cette heure l'amour-propre anglais. Par suite, les chances de guerre sont très diminuées.

L'ACTION INTERNATIONALE

« *La Petite République* » du 19 mars 1899

Nos ennemis les plus violents ne peuvent contester la force morale croissante du socialisme. Un meeting international comme celui de Londres, qui rapproche les travailleurs et les socialistes des grands pays de l'Europe, qui élève au-dessus des compétitions nationales la fraternité du travail humain, est un fait historique d'une haute valeur. Il ne sera point isolé. Partout les prolétaires, partout les socialistes éprouvent le besoin de resserrer leurs liens. Plus les classes dirigeantes, entraînant avec elles une part du peuple abusé, se livrent au chauvinisme, au nationalisme, au jingoïsme, à l'impérialisme, plus l'âpre esprit de guerre capitaliste se déchaîne, et plus les salariés, connaissant leur intérêt de classe et comprenant la responsabilité qu'ils ont envers l'avenir, se groupent pour maintenir la paix.

Hier, c'était à Londres. Dans quelques jours, c'est à Rome que se rencontreront les députés socialistes de divers pays. Au commencement d'avril, c'est la Belgique ouvrière et socialiste qui invite l'Europe

ouvrière et socialiste à l'inauguration de l'admirable Maison du Peuple de Bruxelles, qui devient à la fois le centre des institutions prolétariennes belges et un magnifique musée d'art où les artistes qu'anime l'esprit nouveau sont fiers d'envoyer leurs œuvres; nombreux sont les délégués français, des groupements ouvriers, syndicats ou coopératives, et des groupements politiques, qui iront prendre part à cette belle fête et demander à la Belgique des exemples d'organisation : je suis assuré que de cette visite naîtra dans notre pays un puissant mouvement de coopération, et que le prolétariat français voudra compléter son éducation économique pour se préparer à la gestion du monde nouveau que suscitera la Révolution. Puis, dans le courant de mai, les socialistes hollandais ont eu la haute pensée d'organiser à la Haye une réunion socialiste internationale, la veille du jour où doit se réunir la conférence pour le désarmement : ainsi, aux équivoques desseins ou aux impuissantes velléités de la diplomatie, le prolétariat européen opposera son unité, garantie de la paix; en face du vieux monde capitaliste qui se débat en vain contre ses propres fatalités et qui est conduit à la guerre du fer et du plomb par la guerre des intérêts, le socialisme affirmera la puissance de paix qui est en lui : fusion des classes par l'abolition du privilège de propriété, fusion des peuples dans la grande patrie du travail émancipé,

— et les manifestations de la Haye et d'Amsterdam prolongeront en un écho plus solennel et plus vaste les paroles de paix ouvrière et d'espoir socialiste qui ont retenti à Londres, qui auront retenti à Bruxelles. Enfin dans les derniers jours de mai se réunira à Bruxelles la Conférence préparatoire qui doit organiser dans ses grandes lignes le Congrès international de Paris, de 1900. A Paris, dans l'immense multitude humaine attirée par l'Exposition, le prolétariat universel dressera son haut idéal : contre les dirigeants de tous les pays, gardiens de l'iniquité capitaliste, contre les Dupuy, les Méline, les Salisbury, les Guillaume, les Humbert, les Nicolas, les ouvriers et les socialistes de toutes les nations affirmeront leur foi commune et leur commune volonté. Vraiment, c'est un ordre nouveau qui surgit ; c'est un monde nouveau qui se débrouille et nous apparaît sous le chaos des ignorances, des misères et des haines.

Oh ! nous savons bien que cet ordre nouveau est à peine ébauché, et qu'en sa fragilité incertaine il participe encore du rêve presque autant que de la réalité. Nous savons bien qu'il ne dépend pas encore des prolétaires unis de dompter la guerre : nous savons bien qu'il ne dépend pas encore d'eux de remplacer les désordres et les injustices du capital par la justice du travail souverain et organisé. Il faudra un effort immense et continu pour que ce frère commencement

« *La Petite République* » du 19 mars 1899

d'universelle paix et d'universelle justice s'assure et s'étende et renouvelle la vie. Mais ce que nous savons, c'est que là seulement il y a une espérance et une idée ; c'est que le monde périrait d'une effroyable langueur morale si la grande lumière socialiste ne se levait sur lui. Il n'y a rien de commun entre ces réunions internationales du prolétariat et les congrès internationaux que tiennent les diplomates, les industriels, les techniciens, les savants même. Dans les autres congrès, les hommes ne donnent qu'une partie d'eux-mêmes ; ils ne mettent en commun qu'une parcelle de leur pensée ; ils réservent toujours l'arrière-fond des rivalités nationales et des antagonismes capitalistes. Dans les réunions internationales du prolétariat socialiste, les hommes engagent toute leur conscience ; ils vivent déjà, par une sorte d'anticipation passionnée, dans l'humanité future, dans la grande patrie commune du travail affranchi. Et de la hauteur où ils se rencontrent avec des frères de toute race, l'horizon humain est déjà pour eux lumineux et ample, comme pour tous les hommes il le sera demain.



TABLE

Le Socialisme et l'Enseignement

	Pages
Écoles municipales populaires.	5
Aux instituteurs et institutrices.	15
L'Organisation de l'Enseignement primaire.	21
Le Capitalisme, la Classe moyenne et l'Enseignement.	33
Dans l'Ouest.	48
La Jeunesse pensante et le Peuple	60
L'Idéal de Justice.	64
L'esprit des paysans.	73
Les Universités régionales.	82, 130 et 176
La réforme du baccalauréat.	90
L'action cléricale et l'Enseignement.	98
Au clair de lune.	106
Fin d'année	115
Le Pape des ouvriers	123
Néant du Catholicisme social	145
L'Instruction morale à l'école	151
La Question religieuse.	160
La Laïcité de l'Enseignement	168
Les libertés du personnel enseignant. — <i>Interpellation</i> <i>Thierry Cazès</i>	183

ACTION SOCIALISTE

	Pages
L'Enseignement laïque et l'enseignement clérical	259
La crise de l'Université	288

Le Socialisme et les Peuples

La Paix	301
Les Alliances européennes	307
Les Écoles militaires	315
La Loi militaire égale pour tous	322
En revenant du régiment	328
Paix et revanche	333
Un discours de M. de Bismarck	341
La Démocratie française en Europe	349
Nos camarades les socialistes allemands	356
La Conférence de Berlin	361
France et Russie	366
La France et le Socialisme	372
Armée et diplomatie	379
Les marins russes à Paris	384
Aux pays annexés	390
L'armée démocratique	396
Les compétitions coloniales	424
Le tsar à Paris	429
Les massacres d'Arménie	449
La guerre de l'Indépendance crétoise	472
L'alliance russe et la réaction	511
La guerre hispano-américaine	522
Fashoda, l'Angleterre et la paix	526
L'action internationale	553

LIVRES & BROCHURES SOCIALISTES

EN DÉPÔT

A LA LIBRAIRIE GEORGES BELLAIS, 17, RUE CUJAS, PARIS

PUBLICATIONS ANGLAISES

“ THE FABIAN SOCIETY ”

La société anglaise d'études sociales et de propagande socialiste, *The Fabian Society*, fait le dépôt de toutes ses publications à la Librairie Georges BELLAIS.

I. *Fabian Essays in Socialism*, recueil d'essais où quelques-uns des membres les plus distingués de la *Société Fabienne* ont exposé les idées doctrinales qui dirigent ses recherches et son action. — *Trente-cinquième mille*, 1899, 1 vol. in-8°; édition de bibliothèque: 5 fr. 75; franco: 6 fr. 50; édition de propagande: 4 fr. 25; franco: 4 fr. 60.

II. La collection complète des brochures et feuilles de propagande (*tracts and leaflets*) publiées par la *Société Fabienne* depuis 1883, date de sa constitution, au nombre de *quatre-vingt-six* (sauf celles qui ont été retirées de la circulation et remplacées par d'autres). — Voir plus loin la liste méthodique de ces publications.

Prix de la collection complète: brochée, 3 fr., franco, 3 fr. 85; reliée, 4 fr. 75, franco, 5 fr. 60.

Prix des brochures vendues séparément:

- 0 fr. 60, franco, 0 fr. 70: n° 29;
- 0 fr. 20, franco, 0 fr. 25: nos 45, 49;
- 0 fr. 10, franco, 0 fr. 15: tous les autres *tracts*;
- 0 fr. 05, franco, 0 fr. 10: tous les *leaflets*.

III. Toutes les brochures nouvelles publiées par la *Société Fabienne* (six à huit brochures annuellement). — Voir plus loin la liste des dernières publications.

“ THE FABIAN SOCIETY ”

“ TRACTS ”

I. **Bibliographie.** — 29. *What to Read* (liste d'ouvrages et de documents concernant l'économie politique, le socialisme, le mouvement du travail, le paupérisme, etc.).

II. **Le Socialisme en général.** — 51. *Socialism : True and False*, par SIDNEY WEBB. — 69. *The Difficulties of Individualism*, par SIDNEY WEBB. — 72. *The Moral Aspects of Socialism*, par SIDNEY BALL. — 45. *The Impossibilities of Anarchism*, par BERNARD SHAW.

III. **Le Socialisme chrétien.** — 42. *Christian Socialism*, par S. D. HEADLAM. — 78. *Socialism and the Teaching of Christ*, par Dr JOHN CLIFFORD.

IV. **Le Socialisme anglais.** — 15. *English Progress towards Social Democracy*, par SIDNEY WEBB.

V. **Économie sociale.** — 5. *Facts for Socialists*. — 7. *Capital and Land*. — 74. *The State and its Functions in New-Zealand*.

VI. **Économie industrielle.** — 47. *The Unemployed*, par JOHN BURNS. — 50. *Sweating : its Cause and Remedy*. — 75. *Labor in the longest Reign*, par SIDNEY WEBB. — 83. *State arbitration and the Living Wages*. — 84. *The Economics of Direct Employment*.

VII. **Législation ouvrière.** — 23. *The Case for an Eight Hours Bill*. — 48. *Eight Hours by Law*. — 67. *Women and the Factory Act*, par SIDNEY WEBB. — 73. *Case for State Pensions in old age*, par GEO. TURNER. — 82. *Workmen's Compensation Act : what it means and how to make use of it*.

VIII. **Gouvernement local.** — 60. *The London Vestries*. — 61. *The London County Council*. — 62. *Parish and District Councils*. — 77. *Municipalization of Tramways*.

IX. **Organisation de la Société Fabienne.** — 41. *The Fabian Society*, par BERNARD SHAW. — 70. *Report on Fabian Policy and Resolutions presented to the International Socialist Congress*.

“ THE FABIAN SOCIETY ”

“ LEAFLETS ”

I. **Généralités.** — 13. *What Socialism is.* — 19. *What the Farm Labour wants.*

II. **Gouvernement local.** — 58. *Allotments and how to get them.* — 63. *Parish Council Cottages and how to get them.* — 68, 71, 81. — *Fabian Municipal Program*, 30 à 37.

III. **Questionnaires** pour les candidats aux fonctions électorales, relatifs à toutes les questions de politique et d'administration: 20 à 28, 56, 57, 59.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

(1898)

81. *Municipal Water.*

82. *The Workmen's Compensation Act.*

83. *State arbitration and the Living Wages.*

84. *The Economics of Direct Employment.*

85. *Liquor Licensing at home and abroad*, par EDWARD R. PEASE.

86. *Municipal Drink Traffic* : with a criticism of Local Veto and other Reform Projects.

“ INDEPENDENT LABOUR PARTY ”

Les abonnements au journal mensuel de l'*Independent Labour Party*, *I. L. P. News* (2 fr. par an), sont reçus à la Librairie GEORGES BELLAIS.

Les numéros parus de ce journal y sont en vente au prix de 0 fr. 15 le numéro et 1 fr. la douzaine.

Nous fournissons *tous les rapports et toutes les brochures* publiés par l'*Independent Labour Party*.

Le prix des *rapports* est de 0 fr. 25, *franco*, 0 fr. 30.

“ CLARION ”

La librairie du journal *The Clarion* publie, sous le nom de *Clarion Pamphlets*, des *brochures socialistes*.

EXTRAIT DU CATALOGUE :

6. *The Programme of the I. L. P. and the Unemployed*, par TOM MANN.

9. *Land Lessons for Town Folk*, par Wm. JAMESON.

11. *A Lecture on Agriculture*, par SIR ARTHUR COTTON.

14. *The Clarion Ballads*, par NUNQUAM.

15. *Child Labour and the Half-Time System*, par MARGUERITE MAC MILLAN.

Etc., etc., etc.

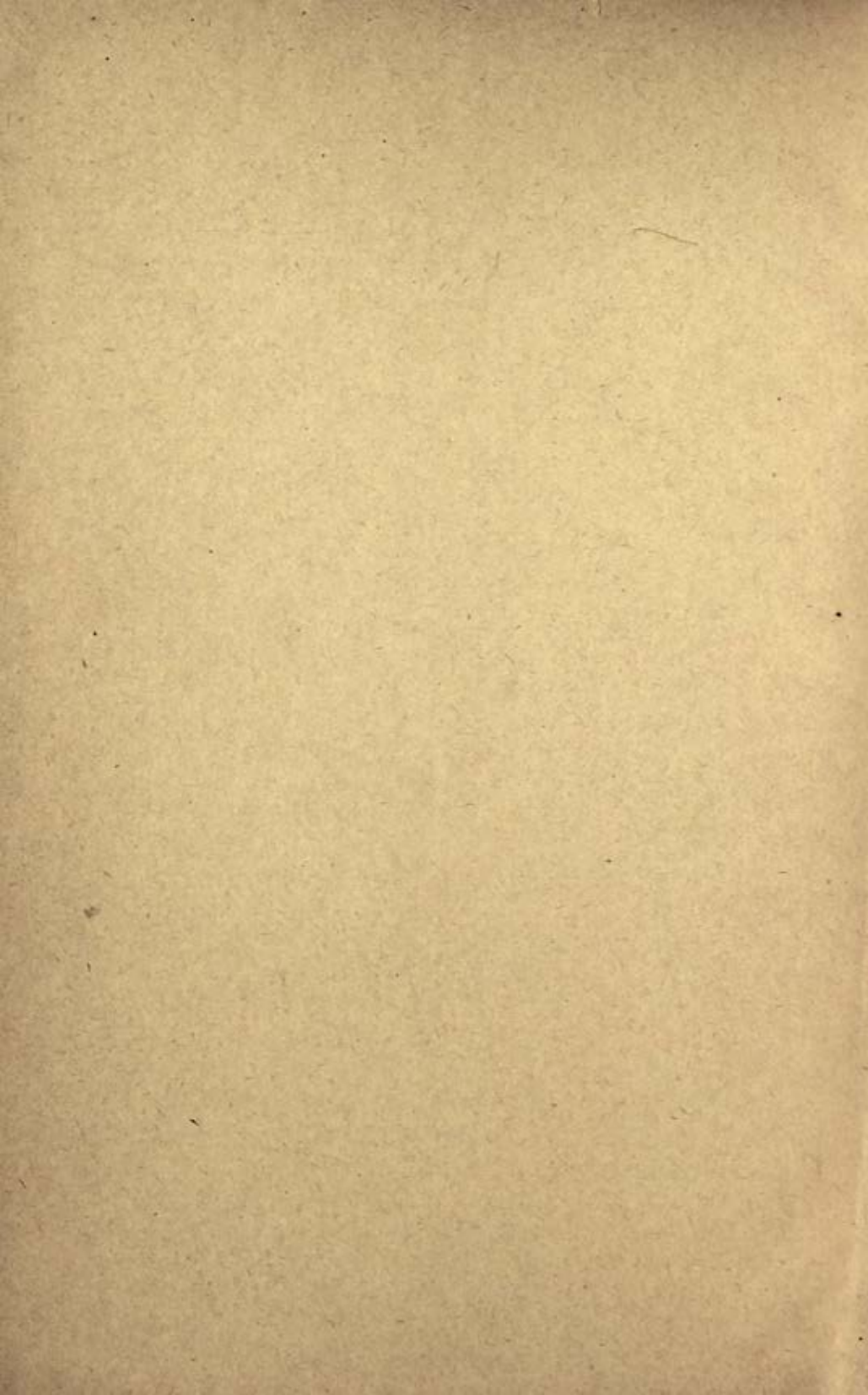
Le prix de *toutes les brochures* est de 0 fr. 10, *franco*, 0 fr. 15, sauf le N^o 11, dont le prix est de 0 fr. 30, *franco*, 0 fr. 40.

“ LIBRAIRIE WILLIAM REEVES ”

Toutes les brochures et toutes les publications socialistes de la librairie WILLIAM REEVES, sont en vente à la librairie GEORGES BELLAIS.

Demander le Catalogue spécial

Suresnes. — Imprimerie G.-A. RICHARD & C^e. — 498



« Le Mouvement Socialiste »

paraît le 1^{er} et le 15 de chaque mois.

A LA MÊME LIBRAIRIE

CHARLES ANDLER

LE PRINCE DE BISMARCK

Un volume in-18 jésus, deuxième édition : 3 fr. 50

HISTOIRE DES VARIATIONS DE L'ÉTAT-MAJOR

I

DREYFUS

Un volume in-8° carré, huitième édition,
avec une reproduction du bordereau en héliogravure

Prix : 4 franc

EDGARD MILHAUD

LE CONGRÈS SOCIALISTE DE STUTTGART

avec une préface de JEAN JAURÈS.

Une forte brochure de 64 pages in-18 jésus
cinquième mille : 40 centimes